Parlement européen
2019-2024

Commission spéciale sur l'ingérence étrangère dans l'ensemble des processus démocratiques de l'Union européenne, y compris la désinformation (INGE 2)

2022/2075(INI)

3.2.2023

AMENDEMENTS
368 - 709

Projet de rapport
Sandra Kalniete
(PE736.601v02-00)

Ingérence étrangère dans l'ensemble des processus démocratiques de l'Union européenne, y compris la désinformation
(2022/2075(INI))

Amendement 368
Vladimír Bilčík, Sabine Verheyen, Javier Zarzalejos, Andrey Kovatchev

Proposition de résolution
Paragraphe 13 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	13 bis. demande à la Commission d'élaborer un paquet «défense de la démocratie» qui comprenne des initiatives permettant de renforcer notre démocratie de l'intérieur, notamment en encourageant une culture civique de l'engagement démocratique et la participation active des citoyens en tout temps, également hors périodes électorales, afin d'étayer et de renforcer la démocratie représentative et de mettre à profit plus avant l'expérience unique de la Conférence sur l'avenir de l'Europe; rappelle qu'il convient de soutenir la société civile afin d'encourager la participation civique à tous les niveaux, et d'aider à la création de réseaux permettant d'adopter et de mettre en œuvre les nouvelles formes de participation démocratique qui se développent partout en Europe, y compris des outils participatifs et délibératifs;

Or. en

Amendement 369
Sandra Kalniete

Proposition de résolution
Paragraphe 13 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	13 bis. demande à la Commission d'élaborer un paquet «défense de la démocratie» efficace, en tenant compte de l'expérience unique et des propositions finales de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, y compris des initiatives

permettant de renforcer notre démocratie de l'intérieur, et en encourageant l'engagement démocratique et la participation active des citoyens;

Or. en

Amendement 370
Morten Løkkegaard, Bart Groothuis, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Paragraphe 13 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	13 bis. souligne qu'il convient de clarifier d'urgence les définitions des contenus préjudiciables en ligne; fait valoir que l'absence de définitions claires est préjudiciable à la liberté d'expression sur les plateformes en ligne; invite les États membres à arrêter, en coopération avec la Commission, des définitions claires des contenus préjudiciables;

Or. en

Amendement 371
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 14

Proposition de résolution	*Amendement*
14. insiste sur la nécessité pour les administrations publiques, à tous les niveaux, d'assurer une formation spécifique qui contribue à renforcer la capacité à repérer et à lutter contre les actes de manipulation de l'information et d'ingérence étrangère; demande aux institutions, organes et organismes de l'Union et aux autorités nationales de poursuivre et d'améliorer des actions	14. insiste sur la nécessité pour les administrations publiques, à tous les niveaux, d'assurer une formation spécifique qui contribue à renforcer la capacité à repérer et à lutter contre les actes de manipulation de l'information et d'ingérence étrangère***, tout en soulignant que ces formations devraient tenir compte de la dimension de genre***; demande aux institutions, organes et organismes de

similaires en matière de formation et d'appréciation de la situation, étant donné que les menaces hybrides sont tenaces et très répandues et qu'elles visent de plus en plus à influencer les politiques et la législation de l'Union; invite les institutions, organes et organismes de l'Union à mettre en place des formations interinstitutionnelles afin de renforcer leur résilience globale en tant qu'appareil de l'Union;	l'Union et aux autorités nationales de poursuivre et d'améliorer des actions similaires en matière de formation et d'appréciation de la situation, étant donné que les menaces hybrides sont tenaces et très répandues et qu'elles visent de plus en plus à influencer les politiques et la législation de l'Union; invite les institutions, organes et organismes de l'Union à mettre en place des formations interinstitutionnelles afin de renforcer leur résilience globale en tant qu'appareil de l'Union;

Or. en

Amendement 372
Sunčana Glavak

Proposition de résolution
Paragraphe 14

Proposition de résolution	*Amendement*
14. insiste sur la nécessité pour les administrations publiques, à tous les niveaux, d'assurer une formation spécifique qui contribue à renforcer la capacité à repérer et à lutter contre les actes de manipulation de l'information et d'ingérence étrangère; demande aux institutions, organes et organismes de l'Union et aux autorités nationales de poursuivre et d'améliorer des actions similaires en matière de formation et d'appréciation de la situation, étant donné que les menaces hybrides sont tenaces et très répandues et qu'elles visent de plus en plus à influencer les politiques et la législation de l'Union; invite les institutions, organes et organismes de l'Union à mettre en place des formations interinstitutionnelles afin de renforcer leur résilience globale en tant qu'appareil de l'Union;	14. insiste sur la nécessité pour les administrations publiques, à tous les niveaux, d'assurer une formation spécifique qui contribue à renforcer la capacité à repérer et à lutter contre les actes de manipulation de l'information et d'ingérence étrangère; demande aux institutions, organes et organismes de l'Union et aux autorités nationales de poursuivre et d'améliorer des actions similaires en matière de formation et d'appréciation de la situation ***actuelle***, étant donné que les menaces hybrides sont tenaces et très répandues et qu'elles visent de plus en plus à influencer les politiques et la législation de l'Union; invite les institutions, organes et organismes de l'Union à mettre en place des formations interinstitutionnelles afin de renforcer leur résilience globale en tant qu'appareil de l'Union;

Or. hr

Amendement 373
Aurélia Beigneux

Proposition de résolution
Paragraphe 14

Proposition de résolution	*Amendement*
14. ***insiste sur la nécessité pour*** les administrations publiques, à tous les niveaux, ***d'assurer*** une formation spécifique qui contribue à renforcer la capacité à repérer et à lutter contre les actes de manipulation de l'information et d'ingérence étrangère; demande aux institutions, organes et organismes de l'Union et aux autorités nationales de poursuivre et d'améliorer des actions similaires en matière de formation et d'appréciation de la situation, étant donné que les menaces hybrides sont tenaces et très répandues et qu'elles visent de plus en plus à influencer les politiques et la législation de l'Union; invite les institutions, organes et organismes de l'Union à mettre en place des formations interinstitutionnelles afin de renforcer leur résilience globale en tant qu'appareil de l'Union;	14. ***invite*** les administrations publiques, à tous les niveaux, ***à proposer*** une formation spécifique qui contribue à renforcer la capacité à repérer et à lutter contre les actes de manipulation de l'information et d'ingérence étrangère; demande aux institutions, organes et organismes de l'Union et aux autorités nationales de poursuivre et d'améliorer des actions similaires en matière de formation et d'appréciation de la situation, étant donné que les menaces hybrides sont tenaces et très répandues et qu'elles visent de plus en plus à influencer les politiques et la législation de l'Union; invite les institutions, organes et organismes de l'Union à mettre en place des formations interinstitutionnelles afin de renforcer leur résilience globale en tant qu'appareil de l'Union;

Or. fr

Amendement 374
Aurélia Beigneux

Proposition de résolution
Paragraphe 15

Proposition de résolution	*Amendement*
15. invite les institutions, organes et organismes de l'Union et les autorités nationales à adopter un cadre de communication spécifique contenant des mesures permettant de détecter rapidement les attaques par ingérence étrangère et les	15. invite les institutions, organes et organismes de l'Union et les autorités nationales à adopter un cadre de communication spécifique contenant des mesures permettant de détecter rapidement les attaques par ingérence étrangère et les

tentatives de manipulation de la sphère de l'information, afin de prévenir et de combattre celles-ci; ***se félicite du rôle du centre d'excellence StratCom de l'OTAN et du Centre d'excellence européen pour la lutte contre les menaces hybrides en tant que partenaires importants dans la mise au point d'une meilleure appréciation de la situation et de réponses supplémentaires pour lutter contre les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger;***	tentatives de manipulation de la sphère de l'information, afin de prévenir et de combattre celles-ci;

Or. fr

Amendement 375
Clare Daly

Proposition de résolution
Paragraphe 15

Proposition de résolution	*Amendement*
15. invite les institutions, organes et organismes de l'Union et les autorités nationales à adopter un cadre de communication spécifique contenant des mesures permettant de détecter rapidement les attaques par ingérence étrangère et les tentatives de manipulation de la sphère de l'information, afin de prévenir et de combattre celles-ci; ***se félicite du rôle du centre d'excellence StratCom de l'OTAN et du Centre d'excellence européen pour la lutte contre les menaces hybrides en tant que partenaires importants dans la mise au point d'une meilleure appréciation de la situation et de réponses supplémentaires pour lutter contre les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger;***	15. invite les institutions, organes et organismes de l'Union et les autorités nationales à adopter un cadre de communication spécifique contenant des mesures permettant de détecter rapidement les attaques par ingérence étrangère et les tentatives de manipulation de la sphère de l'information, afin de prévenir et de combattre celles-ci;

Or. en

Amendement 376
Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Sandro Gozi, Maite Pagazaurtundúa,

Petras Auštrevičius, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Paragraphe 15

Proposition de résolution	*Amendement*
15. invite les institutions, organes et organismes de l'Union et les autorités nationales à adopter un cadre de communication spécifique contenant des mesures permettant de détecter rapidement les ***attaques par ingérence étrangère*** et les tentatives de manipulation de la sphère de l'information, afin de prévenir et de combattre celles-ci; se félicite du rôle du centre d'excellence StratCom de l'OTAN et du Centre d'excellence européen pour la lutte contre les menaces hybrides en tant que partenaires importants dans la mise au point d'une meilleure appréciation de la situation et de réponses supplémentaires pour lutter contre les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger;	15. invite les institutions, organes et organismes de l'Union et les autorités nationales à adopter un cadre de communication spécifique contenant des mesures permettant de détecter rapidement les ***ingérences étrangères*** et les tentatives de manipulation de la sphère de l'information, afin de prévenir et de combattre celles-ci; se félicite du rôle ***du Service européen pour l'action extérieure,*** du centre d'excellence StratCom de l'OTAN et du Centre d'excellence européen pour la lutte contre les menaces hybrides en tant que partenaires importants dans la mise au point d'une meilleure appréciation de la situation et de réponses supplémentaires pour lutter contre les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger;

Or. en

Amendement 377
Aurélia Beigneux

Proposition de résolution
Paragraphe 16

Proposition de résolution	*Amendement*
16. demande à nouveau le Service européen pour l'action extérieure d'améliorer son expertise en matière de communication stratégique et de diplomatie publique, ce qui nécessite un mandat renforcé et davantage de moyens alloués, en particulier, à sa division de la communication stratégique et à ses groupes de travail, en adoptant une approche basée sur le risque et en tenant compte de l'agression russe en Ukraine et	***supprimé***

de la guerre hybride en provenance de Russie et de ses effets sur les pays candidats à l'adhésion dans les Balkans occidentaux, ainsi qu'en Moldavie;

Or. fr

Amendement 378
Clare Daly

Proposition de résolution
Paragraphe 16

Proposition de résolution	*Amendement*
16. demande à nouveau le Service européen pour l'action extérieure d'améliorer son expertise en matière de communication stratégique et de diplomatie publique, ce qui nécessite un mandat renforcé et davantage de moyens alloués, en particulier, à sa division de la communication stratégique et à ses groupes de travail, en adoptant une approche basée sur le risque et en tenant compte de l'agression russe en Ukraine et de la guerre hybride en provenance de Russie et de ses effets sur les pays candidats à l'adhésion dans les Balkans occidentaux, ainsi qu'en Moldavie;	***supprimé***

Or. en

Amendement 379
Petras Auštrevičius, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Paragraphe 16

Proposition de résolution	*Amendement*
16. demande à nouveau ***le*** Service européen pour l'action extérieure d'améliorer son expertise en matière de communication stratégique et de diplomatie publique, ce qui nécessite un	16. demande à nouveau ***au*** Service européen pour l'action extérieure d'améliorer son expertise en matière de communication stratégique et de diplomatie publique, ce qui nécessite un

mandat renforcé et davantage de moyens alloués, en particulier, à sa division de la communication stratégique et à ses groupes de travail, en adoptant une approche basée sur le risque et en tenant compte de ***l'agression russe en Ukraine*** et de la guerre hybride en provenance de Russie et de ses effets sur les pays candidats à l'adhésion dans les Balkans occidentaux, ainsi qu'en Moldavie;	mandat renforcé et davantage de moyens alloués, en particulier, à sa division de la communication stratégique et à ses groupes de travail, en adoptant une approche basée sur le risque et en tenant compte de ***la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine*** et de la guerre hybride en provenance de Russie et de ses effets sur les pays candidats à l'adhésion dans les Balkans occidentaux, ainsi qu'en ***République de*** Moldavie ***et en Géorgie***; ***déplore la récurrence de situations où l'élite dirigeante géorgienne présente des arguments biaisés, souvent dirigés contre l'Union et l'Occident, afin de justifier sa position et ses décisions politiques;***
	Or. en

Amendement 380
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 16

Proposition de résolution	*Amendement*
16. demande à nouveau ***le*** Service européen pour l'action extérieure d'améliorer son expertise en matière de communication stratégique et de diplomatie publique, ce qui nécessite un mandat renforcé et davantage de moyens alloués, en particulier, à sa division de la communication stratégique et à ses groupes de travail, en adoptant une approche basée sur le risque et en tenant compte de ***l'agression*** russe ***en Ukraine*** et de la guerre hybride ***en provenance de*** Russie et de ses effets sur les pays ***candidats à l'adhésion dans les Balkans occidentaux***, ainsi ***qu'en Moldavie***;	16. demande à nouveau ***au*** Service européen pour l'action extérieure d'améliorer son expertise en matière de communication stratégique et de diplomatie publique, ce qui nécessite un mandat renforcé et davantage de moyens alloués, en particulier, à sa division de la communication stratégique et à ses groupes de travail, en adoptant une approche basée sur le risque et en tenant compte de ***la guerre d'agression*** russe ***contre l'Ukraine*** et de la guerre hybride ***menée par la*** Russie et de ses effets sur les pays ***en phase de préadhésion et les pays du voisinage de l'Union européenne***, ainsi ***que sur les pays du Sud***; ***réitère que la rectification des algorithmes de recommandation des plateformes des médias sociaux est un élément crucial pour gagner la lutte contre la***

désinformation en ligne;

Or. en

Amendement 381
Sunčana Glavak

Proposition de résolution
Paragraphe 16

Proposition de résolution	*Amendement*
16. demande à nouveau le Service européen pour l'action extérieure d'améliorer son expertise en matière de communication stratégique et de diplomatie publique, ce qui nécessite un mandat renforcé et davantage de moyens alloués, en particulier, à sa division de la communication stratégique et à ses groupes de travail, en adoptant une approche basée sur le risque et en tenant compte de l'agression russe en Ukraine et de la guerre hybride en provenance de Russie et de ses effets sur les pays candidats à l'adhésion dans les Balkans occidentaux, ainsi qu'en Moldavie;	16. demande à nouveau le Service européen pour l'action extérieure ***(SEAE)*** d'améliorer son expertise en matière de communication stratégique et de diplomatie publique, ce qui nécessite un mandat renforcé et davantage de moyens alloués, en particulier, à sa division de la communication stratégique et à ses groupes de travail, en adoptant une approche basée sur le risque et en tenant compte de l'agression russe en Ukraine et de la guerre hybride en provenance de Russie et de ses effets sur les pays candidats à l'adhésion dans les Balkans occidentaux, ainsi qu'en Moldavie; ***invite le SEAE à examiner la manière dont la lutte contre la désinformation peut être intégrée dans les relations internationales de l'Union avec d'autres pays;***

Or. hr

Amendement 382
Andreas Schieder, Tonino Picula, Radka Maxová, Pierfrancesco Majorino, Nacho Sánchez Amor, Cristina Maestre Martín De Almagro

Proposition de résolution
Paragraphe 16

Proposition de résolution	*Amendement*
16. demande à nouveau ***le*** Service européen pour l'action extérieure d'améliorer son expertise en matière de	16. demande à nouveau ***au*** Service européen pour l'action extérieure d'améliorer son expertise en matière de

communication stratégique et de diplomatie publique, ce qui nécessite un mandat renforcé et davantage de moyens alloués, en particulier, à sa division de la communication stratégique et à ses groupes de travail, en adoptant une approche basée sur le risque et en tenant compte de l'agression russe en Ukraine et de la guerre hybride en provenance ***de Russie*** et de ses effets sur les pays candidats à l'adhésion dans les Balkans occidentaux, ainsi qu'en Moldavie;	communication stratégique et de diplomatie publique, ce qui nécessite un mandat renforcé et davantage de moyens ***économiques et humains*** alloués, en particulier, à sa division de la communication stratégique et à ses groupes de travail, en adoptant une approche basée sur le risque et en tenant compte de l'agression russe en Ukraine et de la guerre hybride ***et de la propagande*** en provenance ***d'acteurs étatiques et non étatiques russes*** et de ses effets sur les pays candidats à l'adhésion dans les Balkans occidentaux, ainsi qu'en Moldavie;

Or. en

Amendement 383
Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Sandro Gozi, Maite Pagazaurtundúa, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Paragraphe 16

Proposition de résolution	*Amendement*
16. demande à nouveau ***le*** Service européen pour l'action extérieure d'améliorer son expertise en matière de communication stratégique et de diplomatie publique, ce qui nécessite un mandat renforcé et davantage de moyens alloués, en particulier, à sa division de la communication stratégique et à ses groupes de travail, en adoptant une approche basée sur le risque et en tenant compte de l'agression russe en Ukraine et de la guerre hybride ***en provenance de Russie et de ses effets sur les pays candidats à l'adhésion dans les Balkans occidentaux, ainsi qu'en Moldavie***;	16. demande à nouveau ***au*** Service européen pour l'action extérieure d'améliorer son expertise en matière de communication stratégique et de diplomatie publique, ce qui nécessite un mandat renforcé et davantage de moyens alloués, en particulier, à sa division de la communication stratégique et à ses groupes de travail, en adoptant une approche basée sur le risque et en tenant compte de l'agression russe en Ukraine et de la guerre hybride ***ailleurs***;

Or. en

Amendement 384
Jorge Buxadé Villalba

Proposition de résolution
Paragraphe 16

Proposition de résolution	*Amendement*
16. demande à nouveau ***le*** Service européen pour l'action extérieure d'améliorer son expertise en matière de communication stratégique et de diplomatie publique, ***ce qui nécessite un mandat renforcé et davantage de moyens alloués***, en particulier, ***à*** sa division de la communication stratégique et à ses groupes de travail, en adoptant une approche basée sur le risque et en tenant compte de l'agression russe en Ukraine et de la guerre hybride en provenance de Russie et de ses effets sur les pays candidats à l'adhésion dans les Balkans occidentaux, ainsi qu'en Moldavie;	16. demande à nouveau ***au*** Service européen pour l'action extérieure d'améliorer son expertise en matière de communication stratégique et de diplomatie publique, ***ce pour quoi, il doit disposer des ressources nécessaires à l'accomplissement des tâches qui relèvent de sa compétence***, en particulier, ***au sein de*** sa division de la communication stratégique et ***de*** ses groupes de travail, en adoptant une approche basée sur le risque et en tenant compte de l'agression russe en Ukraine et de la guerre hybride en provenance de Russie et de ses effets sur les pays candidats à l'adhésion dans les Balkans occidentaux, ainsi qu'en Moldavie;

Or. es

Amendement 385
David Lega

Proposition de résolution
Paragraphe 16

Proposition de résolution	*Amendement*
16. demande à nouveau ***le*** Service européen pour l'action extérieure d'améliorer son expertise en matière de communication stratégique et de diplomatie publique, ce qui nécessite un mandat renforcé et davantage de moyens alloués, en particulier, à sa division de la communication stratégique et à ses groupes de travail, en adoptant une approche basée sur le risque et en tenant compte de l'agression russe en Ukraine et de la guerre hybride en provenance de Russie et de ses effets sur les pays candidats à l'adhésion dans les Balkans occidentaux, ainsi qu'en	16. demande à nouveau ***au*** Service européen pour l'action extérieure d'améliorer son expertise en matière de communication stratégique et de diplomatie publique, ce qui nécessite un mandat renforcé et davantage de moyens alloués, en particulier, à sa division de la communication stratégique et à ses groupes de travail, en adoptant une approche basée sur le risque et en tenant compte de l'agression russe en Ukraine et de la guerre hybride en provenance de Russie et de ses effets sur les pays candidats à l'adhésion dans les Balkans occidentaux, ainsi qu'en

Moldavie;	Moldavie ***et dans les pays du partenariat oriental***;

Or. en

Amendement 386
Beata Szydło, Ryszard Czarnecki
au nom du groupe ECR

Proposition de résolution
Paragraphe 16

Proposition de résolution	*Amendement*
16. demande à nouveau ***le*** Service européen pour l'action extérieure d'améliorer son expertise en matière de communication stratégique et de diplomatie publique, ce qui nécessite un mandat renforcé et davantage de moyens alloués, en particulier, à sa division de la communication stratégique et à ses groupes de travail, en adoptant une approche basée sur le risque et en tenant compte de l'agression russe en Ukraine et de la guerre hybride en provenance de Russie et de ses effets sur les pays candidats à l'adhésion dans les Balkans occidentaux, ainsi qu'en Moldavie;	16. demande à nouveau ***au*** Service européen pour l'action extérieure d'améliorer son expertise en matière de communication stratégique et de diplomatie publique, ce qui nécessite un mandat renforcé et davantage de moyens alloués, en particulier, à sa division de la communication stratégique et à ses groupes de travail, en adoptant une approche basée sur le risque et en tenant compte de l'agression russe en Ukraine et de la guerre hybride en provenance de Russie et de ses effets sur les pays candidats à l'adhésion dans les Balkans occidentaux, ainsi qu'en Moldavie ***et en Géorgie***;

Or. en

Amendement 387
Andreas Schieder, Tonino Picula, Radka Maxová, Pierfrancesco Majorino, Nacho Sánchez Amor, Cristina Maestre Martín De Almagro

Proposition de résolution
Paragraphe 16 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	16 bis. rappelle que, dans la boussole stratégique, le Conseil a souligné que la sécurité et la stabilité dans l'ensemble des Balkans occidentaux n'allaient toujours pas de soi et que la dégradation actuelle

de la situation en matière de sécurité européenne risquait d'avoir des répercussions; souligne qu'il est nécessaire de contrer de manière proactive la propagande des acteurs malveillants dans la région, qui vise à saper les intérêts et les valeurs de l'Union;

Or. en

Amendement 388
Vladimír Bilčík, David Lega, Sabine Verheyen, Isabel Wiseler-Lima, Javier Zarzalejos, Andrey Kovatchev

Proposition de résolution
Paragraphe 16 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	16 bis. reconnaît et salue le travail effectué sur le site web et la base de données EUvsDisinfo; appelle à poursuivre l'expansion de cette plateforme en tant que ressource utile pour la communication publique proactive de l'Union, accompagnée d'un financement approprié;

Or. en

Amendement 389
Nathalie Loiseau, Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Paragraphe 16 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	16 bis. se félicite de la contribution du Service européen pour l'action extérieure au renforcement des capacités institutionnelles et de la transparence de la propriété des médias dans les Balkans occidentaux;

Or. en

Amendement 390
Vladimír Bilčík, David Lega, Sabine Verheyen, Isabel Wiseler-Lima, Javier Zarzalejos, Andrey Kovatchev

Proposition de résolution
Paragraphe 16 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	16 ter. rappelle que l'alignement sur la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) de l'Union fait partie intégrante du processus d'adhésion à l'Union; note, à cet égard, l'importance de contrer les campagnes de désinformation malveillantes visant à restreindre la capacité des pays candidats et candidats potentiels à l'Union à s'aligner progressivement sur la PESC;

Or. en

Amendement 391
Andreas Schieder, Tonino Picula, Radka Maxová, Pierfrancesco Majorino, Nacho Sánchez Amor, Cristina Maestre Martín De Almagro

Proposition de résolution
Paragraphe 16 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	16 ter. insiste sur l'utilité capitale d'un dialogue avec les citoyens sur la diplomatie publique et sur la communication des priorités de la politique étrangère et de sécurité de l'Union pour mieux faire connaître les objectifs de l'Union à l'échelle mondiale, son rôle dans le monde et aux menaces auxquelles nous sommes confrontés;

Or. en

Amendement 392

Aurélia Beigneux

Proposition de résolution
Paragraphe 17

Proposition de résolution	*Amendement*
17. demande que les actions des organisations de la société civile à cet égard soient activement soutenues, étant donné qu'elles se sont révélées efficaces pour sensibiliser aux risques associés aux informations transmises par les médias sociaux, en particulier, et que ces organisations sont nombreuses à opérer à l'échelle locale, plus près des cibles de la désinformation, et savent donc mieux que quiconque comment communiquer avec elles;	17. demande que les actions des organisations de la société civile à cet égard soient activement soutenues, étant donné qu'elles se sont révélées efficaces pour sensibiliser aux risques associés aux informations transmises par les médias sociaux, en particulier, et que ces organisations sont nombreuses à opérer à l'échelle locale, plus près des cibles de la désinformation, et savent donc mieux que quiconque comment communiquer avec elles; ***rappelle que ces organisations ne sont cependant pas exemptes de risques liés à la désinformation et aux conflits d'intérêts et que la transparence concernant leurs financements est primordiale;***

Or. fr

Amendement 393
Jorge Buxadé Villalba

Proposition de résolution
Paragraphe 17

Proposition de résolution	*Amendement*
17. demande que les actions des organisations de la société civile ***à cet égard soient activement soutenues***, ***étant donné qu'elles*** se sont révélées efficaces pour sensibiliser aux risques associés ***aux informations transmises par les médias sociaux, en particulier, et que ces organisations sont nombreuses à opérer à l'échelle locale, plus près des cibles de*** la désinformation***, et savent donc mieux que quiconque comment communiquer avec elles***;	17. demande que ***soient activement soutenues*** les actions des organisations de la société civile ***qui*** se sont révélées ***neutres et*** efficaces pour sensibiliser aux risques associés ***à*** la désinformation ***et aux contenus illicites***;

Or. es

Amendement 394
Sunčana Glavak

Proposition de résolution
Paragraphe 17

Proposition de résolution	*Amendement*
17. demande que les actions des organisations de la société civile à cet égard soient activement soutenues, étant donné qu'elles se sont révélées efficaces pour sensibiliser aux risques associés aux informations transmises par les médias sociaux, en particulier, et que ces organisations sont nombreuses à opérer à l'échelle locale, plus près des cibles de la désinformation, et savent donc mieux que quiconque comment communiquer avec elles;	17. demande que les actions des organisations de la société civile à cet égard soient activement soutenues, étant donné qu'elles se sont révélées efficaces pour sensibiliser aux risques associés aux informations ***et aux fausses informations*** transmises ***et amplifiées*** par les médias sociaux, en particulier, et que ces organisations sont nombreuses à opérer à l'échelle locale, plus près des cibles de la désinformation, et savent donc mieux que quiconque comment communiquer avec elles;

Or. hr

Amendement 395
Nathalie Loiseau, Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Paragraphe 17

Proposition de résolution	*Amendement*
17. demande que les actions des organisations de la société civile à cet égard soient activement soutenues, étant donné qu'elles se sont révélées efficaces pour sensibiliser aux risques associés aux informations transmises par les médias sociaux, en particulier, et que ces organisations sont nombreuses à opérer à l'échelle locale, plus près des cibles de la désinformation, et savent donc mieux que quiconque comment communiquer avec elles;	17. demande que les actions des organisations de la société civile à cet égard soient activement soutenues, étant donné qu'elles se sont révélées efficaces pour sensibiliser aux risques associés aux informations transmises par les médias sociaux, en particulier***, ainsi que par les médias plus traditionnels***, et que ces organisations sont nombreuses à opérer à l'échelle locale, plus près des cibles de la désinformation, et savent donc mieux que quiconque comment communiquer avec

elles;

Or. en

Amendement 396
Morten Løkkegaard, Bart Groothuis, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Paragraphe 17

Proposition de résolution	*Amendement*
17. demande que les actions des organisations de la société civile à cet égard soient activement soutenues, étant donné qu'elles se sont révélées efficaces pour sensibiliser aux risques associés aux informations transmises par les médias sociaux, en particulier, et que ces organisations sont nombreuses à opérer à l'échelle locale, plus près des cibles de la désinformation, et savent donc mieux que quiconque comment communiquer avec elles;	17. demande que les actions des organisations de la société civile à cet égard soient activement soutenues, étant donné qu'elles se sont révélées efficaces pour sensibiliser aux risques associés aux informations transmises par les médias sociaux, en particulier, ***ainsi que par les médias traditionnels,*** et que ces organisations sont nombreuses à opérer à l'échelle locale, plus près des cibles de la désinformation, et savent donc mieux que quiconque comment communiquer avec elles;

Or. en

Amendement 397
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 17

Proposition de résolution	*Amendement*
17. demande que les actions des organisations de la société civile à cet égard soient activement soutenues, étant donné qu'elles se sont révélées efficaces pour sensibiliser aux risques associés aux informations transmises par les médias sociaux, en particulier, et que ces organisations sont nombreuses à opérer à l'échelle locale, plus près des cibles de la	17. demande que les actions des organisations de la société civile à cet égard soient activement soutenues, étant donné qu'elles se sont révélées efficaces pour sensibiliser aux risques associés aux informations transmises par les médias sociaux, en particulier***, mais aussi par les médias traditionnels***, et que ces organisations sont nombreuses à opérer à

désinformation, et savent donc mieux que quiconque comment communiquer avec elles;	l'échelle locale, plus près des cibles de la désinformation, et savent donc mieux que quiconque comment communiquer avec elles;

Or. en

Amendement 398
Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Sandro Gozi, Maite Pagazaurtundúa, Petras Auštrevičius, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Paragraphe 17

Proposition de résolution	*Amendement*
17. demande que les actions des organisations de la société civile à cet égard soient activement soutenues, étant donné qu'elles se sont révélées efficaces pour sensibiliser aux risques associés aux informations transmises par les médias sociaux, en particulier, et que ces organisations sont nombreuses à opérer à l'échelle locale, plus près des cibles de la désinformation, et savent donc mieux que quiconque comment communiquer avec elles;	17. demande que les actions des organisations de la société civile à cet égard soient activement soutenues, étant donné qu'elles se sont révélées efficaces pour sensibiliser aux risques associés aux informations transmises par les médias sociaux, en particulier***, ainsi que par les médias traditionnels***, et que ces organisations sont nombreuses à opérer à l'échelle locale, plus près des cibles de la désinformation, et savent donc mieux que quiconque comment communiquer avec elles;

Or. en

Amendement 399
Andreas Schieder, Tonino Picula, Radka Maxová, Pierfrancesco Majorino, Nacho Sánchez Amor, Cristina Maestre Martín De Almagro

Proposition de résolution
Paragraphe 17

Proposition de résolution	*Amendement*
17. demande que les actions des organisations de la société civile à cet égard soient activement soutenues, étant donné qu'elles se sont révélées efficaces pour sensibiliser aux risques associés aux	17. demande que les actions des organisations de la société civile à cet égard soient activement soutenues, étant donné qu'elles se sont révélées efficaces pour sensibiliser aux risques associés aux

informations transmises par les médias ***sociaux,*** en particulier, et que ces organisations sont nombreuses à opérer à l'échelle locale, plus près des cibles de la désinformation, et savent donc mieux que quiconque comment communiquer avec elles;	informations transmises par les médias ***traditionnels, mais*** en particulier ***par les médias sociaux***, et que ces organisations sont nombreuses à opérer à l'échelle locale, plus près des cibles de la désinformation, et savent donc mieux que quiconque comment communiquer avec elles;

Or. en

Amendement 400
Lukas Mandl

Proposition de résolution
Paragraphe 17

Proposition de résolution	*Amendement*
17. demande que les actions ***des*** organisations de la société civile à cet égard soient ***activement*** soutenues, étant donné qu'elles ***se sont révélées efficaces pour*** sensibiliser aux risques associés aux informations transmises par les médias sociaux, en particulier***, et que ces*** organisations ***sont nombreuses à opérer*** à l'échelle locale, plus près des cibles de la désinformation, et savent donc mieux que quiconque comment communiquer avec elles;	17. demande que les actions ***de certaines*** organisations de la société civile à cet égard soient soutenues, étant donné qu'elles ***s'efforcent de*** sensibiliser aux risques associés aux informations transmises par les médias sociaux, en particulier***. Certaines*** organisations ***de la société civile opèrent*** à l'échelle locale, plus près des cibles de la désinformation, et savent donc mieux que quiconque comment communiquer avec elles;

Or. en

Amendement 401
Andrey Kovatchev

Proposition de résolution
Paragraphe 17 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	17 bis. rappelle la nécessité d'une réglementation des services de médias sociaux et demande de nouvelles mesures visant à empêcher que des acteurs malveillants utilisent ces services à des

	fins d'ingérence politique;

Or. en

Amendement 402
Aurélia Beigneux

Proposition de résolution
Paragraphe 18

Proposition de résolution	*Amendement*
18. demande que des financements soient mis à la disposition des organisations de la société civile, à la hauteur de leur mission de sensibilisation, de dénonciation des ingérences étrangères et de neutralisation de ses effets;	***supprimé***

Or. fr

Amendement 403
Jorge Buxadé Villalba

Proposition de résolution
Paragraphe 18

Proposition de résolution	*Amendement*
18. demande que des financements soient mis à la disposition des organisations de la société civile, à la hauteur de leur mission de sensibilisation, de dénonciation des ingérences étrangères et de neutralisation de ses effets;	***supprimé***

Or. es

Amendement 404
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 18

Proposition de résolution	*Amendement*
18. demande que des financements soient mis à la disposition des organisations de la société civile, à la hauteur de leur mission de sensibilisation, de dénonciation des ingérences étrangères et de neutralisation de ses effets;	18. demande que des financements ***durables*** soient mis à la disposition des ***journalistes d'investigation et des*** organisations de la société civile ***dans l'Union et dans son voisinage***, à la hauteur de leur mission de sensibilisation, de dénonciation des ingérences étrangères et de neutralisation de ses effets;

Or. en

Amendement 405
Sunčana Glavak

Proposition de résolution
Paragraphe 18

Proposition de résolution	*Amendement*
18. demande que des financements soient mis à la disposition des organisations de la société civile, à la hauteur de leur mission de sensibilisation, de dénonciation des ingérences étrangères et de neutralisation de ses effets;	18. demande que des financements soient mis à la disposition des organisations de la société civile ***indépendantes et transparentes***, à la hauteur de leur mission de sensibilisation ***aux risques liés à la désinformation dans le domaine public***, de dénonciation des ingérences étrangères et de neutralisation de ses effets;

Or. hr

Amendement 406
Nathalie Loiseau, Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Paragraphe 18

Proposition de résolution	*Amendement*
18. demande que des financements soient mis à la disposition des organisations de la société civile, à la hauteur de leur mission de sensibilisation,	18. demande que des financements soient mis à la disposition des organisations de la société civile***, de façon claire et transparente***, à la hauteur de leur

de dénonciation des ingérences étrangères et de neutralisation de ses effets;	mission de sensibilisation, de dénonciation des ingérences étrangères et de neutralisation de ses effets;

Or. en

Amendement 407
Clare Daly

Proposition de résolution
Paragraphe 18

Proposition de résolution	*Amendement*
18. demande que des financements soient mis à la disposition des organisations de la société civile, à la hauteur de ***leur mission*** de sensibilisation, de dénonciation des ***ingérences étrangères*** et de neutralisation de ***ses*** effets;	18. demande que des financements soient mis à la disposition des organisations de la société civile, à la hauteur de ***leurs actions*** de sensibilisation, de dénonciation des ***actions d'ingérence dans les processus démocratiques*** et de neutralisation de ***leurs*** effets;

Or. en

Amendement 408
Morten Løkkegaard, Bart Groothuis, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Paragraphe 18

Proposition de résolution	*Amendement*
18. demande que des financements soient mis à la disposition des organisations de la société civile, à la hauteur de leur mission de sensibilisation, de dénonciation des ingérences étrangères et de neutralisation de ses effets;	18. demande que des financements ***suffisants*** soient mis à la disposition des organisations de la société civile, à la hauteur de leur mission de sensibilisation, de dénonciation des ingérences étrangères et de neutralisation de ses effets;

Or. en

Amendement 409
Lukas Mandl

Proposition de résolution
Paragraphe 18

Proposition de résolution	*Amendement*
18. demande ***que des financements soient mis à la disposition des organisations de la société civile, à la hauteur de leur mission de sensibilisation, de dénonciation des ingérences étrangères et de neutralisation de ses effets***;	18. demande ***aux organisations de la société civile de faire preuve de transparence en ce qui concerne leurs finances, et d'accroître leur capacité de résistance à l'influence d'acteurs tiers***;

Or. en

Amendement 410
Aurélia Beigneux

Proposition de résolution
Paragraphe 19

Proposition de résolution	*Amendement*
19. demande que les sources de financement publiques et privées destinées aux organisations de la société civile concernées soient réservées, renforcées et démultipliées, sous la forme d'une initiative conjointe des fonds et programmes de l'Union, des organisations financières, des donateurs bilatéraux et des bénéficiaires, afin d'améliorer l'harmonisation et la coopération en matière d'investissements pour la résilience démocratique, et que ce cadre d'investissement prévoie des subventions pour les vérificateurs de faits, les universitaires, les groupes de réflexion et les organisations de la société civile indépendants et qui s'efforcent d'améliorer l'appréciation de la situation (par exemple, en menant des recherches et des enquêtes sur la manipulation de l'information et les ingérences étrangères, en renforçant la coopération sur le terrain et en élaborant des méthodologies et des outils pour relever ce défi) et inclue des mesures visant à promouvoir l'éducation aux médias, au numérique et à	***supprimé***

l'information, ainsi que d'autres activités de renforcement de la résilience et de soutien aux défenseurs des droits de l'homme, par l'intermédiaire d'appels à propositions annuels ou semestriels;

Or. fr

Amendement 411
Jorge Buxadé Villalba

Proposition de résolution
Paragraphe 19

Proposition de résolution	*Amendement*
19. demande que les sources de financement publiques et privées destinées aux organisations de la société civile concernées soient réservées, renforcées et démultipliées, sous la forme d'une initiative conjointe des fonds et programmes de l'Union, des organisations financières, des donateurs bilatéraux et des bénéficiaires, afin d'améliorer l'harmonisation et la coopération en matière d'investissements pour la résilience démocratique, et que ce cadre d'investissement prévoie des subventions pour les vérificateurs de faits, les universitaires, les groupes de réflexion et les organisations de la société civile indépendants et qui s'efforcent d'améliorer l'appréciation de la situation (par exemple, en menant des recherches et des enquêtes sur la manipulation de l'information et les ingérences étrangères, en renforçant la coopération sur le terrain et en élaborant des méthodologies et des outils pour relever ce défi) et inclue des mesures visant à promouvoir l'éducation aux médias, au numérique et à l'information, ainsi que d'autres activités de renforcement de la résilience et de soutien aux défenseurs des droits de l'homme, par l'intermédiaire d'appels à propositions annuels ou semestriels;	***supprimé***

Amendement 412
Andreas Schieder, Tonino Picula, Radka Maxová, Pierfrancesco Majorino, Nacho Sánchez Amor, Cristina Maestre Martín De Almagro

Proposition de résolution
Paragraphe 19

Proposition de résolution	*Amendement*
19. demande que les sources ***de financement*** publiques ***et privées*** destinées aux organisations de la société civile concernées soient réservées, renforcées et démultipliées, ***sous la forme*** d'une initiative conjointe des fonds et programmes de l'Union, des organisations financières, des donateurs bilatéraux et des bénéficiaires, afin d'améliorer l'harmonisation et la coopération en matière d'investissements pour la résilience démocratique, et que ce cadre d'investissement prévoie des subventions pour les vérificateurs de faits, les universitaires, les groupes de réflexion ***et*** les organisations de la société civile indépendants et qui s'efforcent d'améliorer l'appréciation de la situation (par exemple, en menant des recherches et des enquêtes sur la manipulation de l'information et les ingérences étrangères, en renforçant la coopération sur le terrain et en élaborant des méthodologies et des outils pour relever ce défi) et inclue des mesures visant à promouvoir l'éducation aux médias, au numérique et à l'information, ainsi que d'autres activités de renforcement de la résilience et de soutien aux défenseurs des droits de l'homme, par l'intermédiaire d'appels à propositions annuels ou semestriels;	19. demande que les sources publiques destinées aux organisations de la société civile concernées soient réservées, renforcées et démultipliées, ***et que des efforts soient déployés pour accroître les financements privés, par exemple en facilitant la tenue d'une conférence des donateurs; demande le lancement*** d'une initiative conjointe des fonds et programmes de l'Union, des organisations financières, des donateurs bilatéraux et des bénéficiaires, afin d'améliorer l'harmonisation et la coopération en matière d'investissements pour la résilience démocratique, et que ce cadre d'investissement prévoie des subventions pour les vérificateurs de faits, les universitaires, les groupes de réflexion***, mais particulièrement pour*** les organisations de la société civile indépendants et qui s'efforcent d'améliorer l'appréciation de la situation (par exemple, en menant des recherches et des enquêtes sur la manipulation de l'information et les ingérences étrangères, en renforçant la coopération sur le terrain et en élaborant des méthodologies et des outils pour relever ce défi) et inclue des mesures visant à promouvoir l'éducation aux médias, au numérique et à l'information, ainsi que d'autres activités de renforcement de la résilience et de soutien aux défenseurs des droits de l'homme, par l'intermédiaire d'appels à propositions annuels ou semestriels ***qui donneraient lieu à un financement pluriannuel et dont il conviendrait d'évaluer régulièrement***

l'aptitude à lutter contre la désinformation et les autres formes d'ingérence étrangère;

Or. en

Amendement 413
Morten Løkkegaard, Bart Groothuis, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Paragraphe 19

Proposition de résolution	*Amendement*
19. demande que les sources de financement publiques ***et privées*** destinées aux organisations de la société civile concernées soient réservées, renforcées et démultipliées, ***sous la forme d'une*** initiative conjointe des fonds et programmes de l'Union, des organisations financières, des donateurs bilatéraux et des bénéficiaires, afin d'améliorer l'harmonisation et la coopération en matière d'investissements pour la résilience démocratique, et que ce cadre d'investissement prévoie des subventions pour les vérificateurs de faits, les universitaires, les groupes de réflexion et les organisations de la société civile indépendants et qui s'efforcent d'améliorer l'appréciation de la situation (par exemple, en menant des recherches et des enquêtes sur la manipulation de l'information et les ingérences étrangères, en renforçant la coopération sur le terrain et en élaborant des méthodologies et des outils pour relever ce défi) et inclue des mesures visant à promouvoir l'éducation aux médias, au numérique et à l'information, ainsi que d'autres activités de renforcement de la résilience ***et de soutien aux défenseurs des droits de l'homme***, par l'intermédiaire d'appels à propositions annuels ou semestriels;	19. demande que les sources de financement publiques destinées aux organisations de la société civile concernées soient réservées, renforcées et démultipliées, ***et que des efforts soient déployés pour accroître les financements privés, par exemple en facilitant la tenue d'une conférence des donateurs; demande le lancement d'une nouvelle*** initiative conjointe des fonds et programmes de l'Union, ***y compris le paquet «défense de la démocratie» à venir,*** des organisations financières, des donateurs bilatéraux et des bénéficiaires, afin d'améliorer l'harmonisation et la coopération en matière d'investissements pour la résilience démocratique, et que ce cadre d'investissement prévoie des subventions pour les vérificateurs de faits, les universitaires, les groupes de réflexion et les organisations de la société civile indépendants et qui s'efforcent d'améliorer l'appréciation de la situation (par exemple, en menant des recherches et des enquêtes sur la manipulation de l'information et les ingérences étrangères, en renforçant la coopération sur le terrain et en élaborant des méthodologies et des outils pour relever ce défi) et inclue des mesures visant à promouvoir l'éducation aux médias, au numérique et à l'information, ainsi que d'autres activités de renforcement de la résilience, par l'intermédiaire d'appels à propositions annuels ou semestriels ***qui***

garantiraient un financement pluriannuel;

Or. en

Amendement 414
Nathalie Loiseau, Bart Groothuis, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Paragraphe 19

Proposition de résolution	*Amendement*
19. demande que les sources de financement publiques ***et privées*** destinées aux organisations de la société civile concernées soient réservées, renforcées et démultipliées, ***sous la forme*** d'une initiative conjointe des fonds et programmes de l'Union, des organisations financières, des donateurs bilatéraux et des bénéficiaires, afin d'améliorer l'harmonisation et la coopération en matière d'investissements pour la résilience démocratique, et que ce cadre d'investissement prévoie des subventions pour les vérificateurs de faits, les universitaires, les groupes de réflexion et les organisations de la société civile indépendants et qui s'efforcent d'améliorer l'appréciation de la situation (par exemple, en menant des recherches et des enquêtes sur la manipulation de l'information et les ingérences étrangères, en renforçant la coopération sur le terrain et en élaborant des méthodologies et des outils pour relever ce défi) et inclue des mesures visant à promouvoir l'éducation aux médias, au numérique et à l'information, ainsi que d'autres activités de renforcement de la résilience et de soutien aux défenseurs des droits de l'homme, par l'intermédiaire d'appels à propositions annuels ou semestriels;	19. demande que les sources de financement publiques destinées aux organisations de la société civile concernées soient réservées, renforcées et démultipliées, ***et que les financements privés soient transparents, par exemple au moyen d'une conférence des donateurs; demande le lancement*** d'une initiative conjointe des fonds et programmes de l'Union, des organisations financières, des donateurs bilatéraux et des bénéficiaires, afin d'améliorer l'harmonisation et la coopération en matière d'investissements pour la résilience démocratique, et que ce cadre d'investissement prévoie des subventions pour les vérificateurs de faits, les universitaires, les groupes de réflexion et les organisations de la société civile indépendants et qui s'efforcent d'améliorer l'appréciation de la situation (par exemple, en menant des recherches et des enquêtes sur la manipulation de l'information et les ingérences étrangères, en renforçant la coopération sur le terrain et en élaborant des méthodologies et des outils pour relever ce défi) et inclue des mesures visant à promouvoir l'éducation aux médias, au numérique et à l'information, ainsi que d'autres activités de renforcement de la résilience et de soutien aux défenseurs des droits de l'homme, par l'intermédiaire d'appels à propositions annuels ou semestriels;

Or. en

Amendement 415
Benoît Lutgen

Proposition de résolution
Paragraphe 19

Proposition de résolution	*Amendement*
19. demande que les sources de financement publiques et privées destinées aux organisations de la société civile concernées soient réservées, renforcées et démultipliées, sous la forme d'une initiative conjointe des fonds et programmes de l'Union, des organisations financières, des donateurs bilatéraux et des bénéficiaires, afin d'améliorer l'harmonisation et la coopération en matière d'investissements pour la résilience démocratique, et que ce cadre d'investissement prévoie des subventions pour les vérificateurs de faits, les universitaires, les groupes de réflexion et les organisations de la société civile indépendants et qui s'efforcent d'améliorer l'appréciation de la situation (par exemple, en menant des recherches et des enquêtes sur la manipulation de l'information et les ingérences étrangères, en renforçant la coopération sur le terrain et en élaborant des méthodologies et des outils pour relever ce défi) et inclue des mesures visant à promouvoir l'éducation aux médias, au numérique et à l'information, ainsi que d'autres activités de renforcement de la résilience et de soutien aux défenseurs des droits de l'homme, par l'intermédiaire d'appels à propositions annuels ou semestriels;	19. demande que les sources de financement publiques et privées destinées aux organisations de la société civile concernées soient réservées, renforcées et démultipliées, sous la forme d'une initiative conjointe des fonds et programmes de l'Union, des organisations financières, des donateurs bilatéraux et des bénéficiaires, afin d'améliorer l'harmonisation et la coopération en matière d'investissements pour la résilience démocratique, et que ce cadre d'investissement prévoie des subventions ***sur base de critères objectifs, transparents et contrôlés,*** pour les vérificateurs de faits, les universitaires, les groupes de réflexion et les organisations de la société civile indépendants et qui s'efforcent d'améliorer l'appréciation de la situation (par exemple, en menant des recherches et des enquêtes sur la manipulation de l'information et les ingérences étrangères, en renforçant la coopération sur le terrain et en élaborant des méthodologies et des outils pour relever ce défi) et inclue des mesures visant à promouvoir l'éducation aux médias, au numérique et à l'information, ainsi que d'autres activités de renforcement de la résilience et de soutien aux défenseurs des droits de l'homme, par l'intermédiaire d'appels à propositions annuels ou semestriels;

Or. fr

Amendement 416
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 19

Proposition de résolution	*Amendement*
19. demande que les sources de financement publiques et privées destinées aux organisations de la société civile concernées soient ***réservées,*** renforcées et démultipliées***, sous la forme d'une initiative conjointe des fonds et programmes de l'Union, des organisations financières, des donateurs bilatéraux et des bénéficiaires***, afin d'améliorer ***l'harmonisation et*** la coopération ***en matière d'investissements*** pour la résilience démocratique, ***et que ce cadre d'investissement prévoie*** des subventions pour les vérificateurs de faits, les universitaires, les groupes de réflexion et les organisations de la société civile indépendants et qui s'efforcent d'améliorer l'appréciation de la situation (par exemple, en menant des recherches et des enquêtes sur la manipulation de l'information et les ingérences étrangères, en renforçant la coopération sur le terrain et en élaborant des méthodologies et des outils pour relever ce défi) ***et inclue*** des mesures visant à promouvoir l'éducation aux médias, au numérique et à l'information, ainsi que d'autres activités de renforcement de la résilience et de soutien aux défenseurs des droits de l'homme, par l'intermédiaire d'appels à propositions annuels ou semestriels;	19. demande que les sources de financement publiques et privées destinées aux organisations de la société civile concernées soient renforcées et démultipliées, afin d'améliorer la coopération ***vers la mobilisation d'investissements*** pour la résilience démocratique, ***notamment par l'intermédiaire du paquet «défense de la démocratie» à venir; appelle également à monter en puissance sur les programmes de l'Union ayant vocation à renforcer la résilience démocratique, notamment dans le cadre de la révision à mi-parcours du CFP; demande que*** des subventions ***soient prévues*** pour les vérificateurs de faits, les universitaires, les groupes de réflexion et les organisations de la société civile indépendants et qui s'efforcent d'améliorer l'appréciation de la situation (par exemple, en menant des recherches et des enquêtes sur la manipulation de l'information et les ingérences étrangères, en renforçant la coopération sur le terrain et en élaborant des méthodologies et des outils pour relever ce défi)***, ainsi que*** des mesures visant à promouvoir l'éducation aux médias, au numérique et à l'information, ainsi que d'autres activités de renforcement de la résilience et de soutien aux défenseurs des droits de l'homme, par l'intermédiaire d'appels à propositions annuels ou semestriels***, qui donneraient lieu à un financement pluriannuel***;

Or. en

Amendement 417
Sandra Kalniete

Proposition de résolution
Paragraphe 19

Proposition de résolution	*Amendement*
19. demande que les sources de financement publiques et privées destinées aux organisations de la société civile concernées soient réservées, renforcées et démultipliées, sous la forme d'une initiative conjointe des fonds et programmes de l'Union, des organisations financières, des donateurs bilatéraux et des bénéficiaires, afin d'améliorer l'harmonisation et la coopération en matière d'investissements pour la résilience démocratique, et que ce cadre d'investissement prévoie des subventions pour les vérificateurs de faits, les universitaires, les groupes de réflexion et les organisations de la société civile indépendants et qui s'efforcent d'améliorer l'appréciation de la situation (par exemple, en menant des recherches et des enquêtes sur la manipulation de l'information et les ingérences étrangères, en renforçant la coopération sur le terrain et en élaborant des méthodologies et des outils pour relever ce défi) et inclue des mesures visant à promouvoir l'éducation aux médias, au numérique et à l'information, ainsi que d'autres activités de renforcement de la résilience et de soutien aux défenseurs des droits de l'homme, par l'intermédiaire d'appels à propositions annuels ou semestriels;	19. demande que les sources de financement publiques et privées destinées aux organisations de la société civile concernées soient réservées, renforcées et démultipliées, sous la forme d'une initiative conjointe des fonds et programmes de l'Union***, notamment le paquet «défense de la démocratie» à venir***, des organisations financières, des donateurs bilatéraux et des bénéficiaires, afin d'améliorer l'harmonisation et la coopération en matière d'investissements pour la résilience démocratique, et que ce cadre d'investissement prévoie des subventions pour les vérificateurs de faits, les universitaires, les groupes de réflexion et les organisations de la société civile indépendants et qui s'efforcent d'améliorer l'appréciation de la situation (par exemple, en menant des recherches et des enquêtes sur la manipulation de l'information et les ingérences étrangères, en renforçant la coopération sur le terrain et en élaborant des méthodologies et des outils pour relever ce défi) et inclue des mesures visant à promouvoir l'éducation aux médias, au numérique et à l'information, ainsi que d'autres activités de renforcement de la résilience et de soutien aux défenseurs des droits de l'homme, par l'intermédiaire d'appels à propositions annuels ou semestriels;

Or. en

Amendement 418
Sunčana Glavak

Proposition de résolution
Paragraphe 19

Proposition de résolution	*Amendement*
19. demande que les sources de financement publiques et privées destinées	19. demande que les sources de financement publiques et privées destinées

aux organisations de la société civile concernées soient réservées, renforcées et démultipliées, sous la forme d'une initiative conjointe des fonds et programmes de l'Union, des organisations financières, des donateurs bilatéraux et des bénéficiaires, afin d'améliorer l'harmonisation et la coopération en matière d'investissements pour la résilience démocratique, et que ce cadre d'investissement prévoie des subventions pour les vérificateurs de faits, les universitaires, les groupes de réflexion et les organisations de la société civile indépendants et qui s'efforcent d'améliorer l'appréciation de la situation (par exemple, en menant des recherches et des enquêtes sur la manipulation de l'information et les ingérences étrangères, en renforçant la coopération sur le terrain et en élaborant des méthodologies et des outils pour relever ce défi) et inclue des mesures visant à promouvoir l'éducation aux médias, au numérique et à l'information, ainsi que d'autres activités de renforcement de la résilience et de soutien aux défenseurs des droits de l'homme, par l'intermédiaire d'appels à propositions annuels ou semestriels;	aux organisations de la société civile ***indépendantes et transparentes*** concernées soient réservées, renforcées et démultipliées, sous la forme d'une initiative conjointe des fonds et programmes de l'Union, des organisations financières, des donateurs bilatéraux et des bénéficiaires, afin d'améliorer l'harmonisation et la coopération en matière d'investissements pour la résilience démocratique, et que ce cadre d'investissement prévoie des subventions pour les vérificateurs de faits, les universitaires, les groupes de réflexion et les organisations de la société civile indépendants et qui s'efforcent d'améliorer l'appréciation de la situation ***actuelle*** (par exemple, en menant des recherches et des enquêtes sur la manipulation de l'information et les ingérences étrangères, en renforçant la coopération sur le terrain et en élaborant des méthodologies et des outils pour relever ce défi) et inclue des mesures visant à promouvoir ***et à favoriser*** l'éducation aux médias, au numérique et à l'information, ainsi que d'autres activités de renforcement de la résilience et de soutien aux défenseurs des droits de l'homme, par l'intermédiaire d'appels à propositions annuels ou semestriels;

Or. hr

Amendement 419
Petras Auštrevičius, Bart Groothuis, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Paragraphe 19

Proposition de résolution	*Amendement*
19. demande que les sources de financement publiques et privées destinées aux organisations de la société civile concernées soient réservées, renforcées et démultipliées, sous la forme d'une initiative conjointe des fonds et programmes de l'Union, des organisations	19. demande que les sources de financement publiques et privées destinées aux organisations de la société civile concernées soient réservées, renforcées et démultipliées, sous la forme d'une initiative conjointe des fonds et programmes de l'Union, des organisations

financières, des donateurs bilatéraux et des bénéficiaires, afin d'améliorer l'harmonisation et la coopération en matière d'investissements pour la résilience démocratique, et que ce cadre d'investissement prévoie des subventions pour les vérificateurs de faits, les universitaires, les groupes de réflexion et les organisations de la société civile indépendants et qui s'efforcent d'améliorer l'appréciation de la situation (par exemple, en menant des recherches et des enquêtes sur la manipulation de l'information et les ingérences étrangères, en renforçant la coopération sur le terrain et en élaborant des méthodologies et des outils pour relever ce défi) et inclue des mesures visant à promouvoir l'éducation aux médias, au numérique et à l'information, ainsi que d'autres activités de renforcement de la résilience et de soutien aux défenseurs des droits de l'homme, par l'intermédiaire d'appels à propositions annuels ou semestriels;

financières, des donateurs bilatéraux et des bénéficiaires, afin d'améliorer l'harmonisation et la coopération en matière d'investissements pour la résilience démocratique, et que ce cadre d'investissement prévoie des subventions ***sur mesure et disponibles toute l'année*** pour les vérificateurs de faits, les universitaires, les groupes de réflexion et les organisations de la société civile indépendants et qui s'efforcent d'améliorer l'appréciation de la situation (par exemple, en menant des recherches et des enquêtes sur la manipulation de l'information et les ingérences étrangères, en renforçant la coopération sur le terrain et en élaborant des méthodologies et des outils pour relever ce défi) et inclue des mesures visant à promouvoir l'éducation aux médias, au numérique et à l'information, ainsi que d'autres activités de renforcement de la résilience et de soutien aux défenseurs des droits de l'homme, par l'intermédiaire d'appels à propositions annuels ou semestriels;

Or. en

Amendement 420
Dace Melbārde, Sandra Kalniete

Proposition de résolution
Paragraphe 19

Proposition de résolution	*Amendement*
19. demande que les sources de financement publiques et privées destinées aux organisations de la société civile concernées soient réservées, renforcées et démultipliées, sous la forme d'une initiative conjointe des fonds et programmes de l'Union, des organisations financières, des donateurs bilatéraux et des bénéficiaires, afin d'améliorer l'harmonisation et la coopération en matière d'investissements pour la résilience démocratique, et que ce cadre	19. demande que les sources de financement publiques et privées destinées aux organisations de la société civile concernées soient réservées, renforcées et démultipliées, sous la forme d'une initiative conjointe des fonds et programmes de l'Union, des organisations financières, des donateurs bilatéraux et des bénéficiaires, afin d'améliorer l'harmonisation et la coopération en matière d'investissements pour la résilience démocratique, et que ce cadre

d'investissement prévoie des subventions pour les vérificateurs de faits, les universitaires, les groupes de réflexion et les organisations de la société civile indépendants et qui s'efforcent d'améliorer l'appréciation de la situation (par exemple, en menant des recherches et des enquêtes sur la manipulation de l'information et les ingérences étrangères, en renforçant la coopération sur le terrain et en élaborant des méthodologies et des outils pour relever ce défi) et inclue des mesures visant à promouvoir l'éducation aux médias, au numérique et à l'information, ainsi que d'autres activités de renforcement de la résilience et de soutien aux défenseurs des droits de l'homme, par l'intermédiaire d'appels à propositions annuels ou semestriels;

d'investissement prévoie des subventions pour les vérificateurs de faits, ***les journalistes d'investigation,*** les universitaires, les groupes de réflexion et les organisations de la société civile indépendants et qui s'efforcent d'améliorer l'appréciation de la situation (par exemple, en menant des recherches et des enquêtes sur la manipulation de l'information et les ingérences étrangères, en renforçant la coopération sur le terrain et en élaborant des méthodologies et des outils pour relever ce défi) et inclue des mesures visant à promouvoir l'éducation aux médias, au numérique et à l'information, ainsi que d'autres activités de renforcement de la résilience et de soutien aux défenseurs des droits de l'homme, par l'intermédiaire d'appels à propositions annuels ou semestriels;

Or. en

Amendement 421
Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Sandro Gozi, Maite Pagazaurtundúa, Petras Auštrevičius, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Paragraphe 19

Proposition de résolution	*Amendement*
19. demande que les sources de financement publiques et privées destinées aux organisations de la société civile concernées soient réservées, renforcées et démultipliées, sous la forme d'une initiative conjointe des fonds et programmes de l'Union, des organisations financières, des donateurs bilatéraux et des bénéficiaires, afin d'améliorer l'harmonisation et la coopération en matière ***d'investissements pour la résilience démocratique***, et que ce cadre d'investissement prévoie des subventions pour les vérificateurs de faits, les universitaires, les groupes de réflexion et les organisations de la société civile	19. demande que les sources de financement publiques et privées destinées aux organisations de la société civile concernées soient réservées, renforcées et démultipliées, sous la forme d'une initiative conjointe des fonds et programmes de l'Union, des organisations financières, des donateurs bilatéraux et des bénéficiaires, afin d'améliorer l'harmonisation et la coopération en matière ***de lutte contre les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger***, et que ce cadre d'investissement prévoie des subventions pour les vérificateurs de faits, les universitaires, les groupes de réflexion

indépendants et qui s'efforcent d'améliorer l'appréciation de la situation ***(***par exemple, en menant des recherches et des enquêtes sur ***la*** manipulation de l'information ***et les ingérences étrangères, en renforçant la coopération sur le terrain et en élaborant des*** méthodologies et ***des*** outils ***pour relever ce défi) et inclue*** des mesures visant à promouvoir l'éducation aux médias, au numérique et à l'information, ***ainsi que*** d'autres activités de renforcement de la résilience et de soutien aux défenseurs des droits de l'homme, par l'intermédiaire d'appels à propositions annuels ou semestriels***;***	et les organisations de la société civile indépendants et qui s'efforcent d'améliorer l'appréciation de la situation***,*** par exemple, en menant des recherches et des enquêtes sur ***les activités de*** manipulation de l'information ***et d'ingérence menées depuis l'étranger et en en identifiant les auteurs, en opérationnalisant et socialisant les*** méthodologies et ***les*** outils ***en accès libre mis au point par le centre public-privé d'échange et d'analyse (ISAC) pour les activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger, et en les développant en vue d'atteindre une échelle et une portée significatives dans les États membres, l'industrie, le journalisme et la société civile, ainsi que*** des mesures visant à promouvoir l'éducation aux médias, au numérique et à l'information, ***et*** d'autres activités de renforcement de la résilience et de soutien aux défenseurs des droits de l'homme, par l'intermédiaire d'appels à propositions annuels ou semestriels;
	Or. en

Amendement 422
Rasa Juknevičienė

Proposition de résolution
Paragraphe 19 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	19 bis. souligne l'importance de la mémoire historique, de la recherche et de l'éducation; demande une évaluation complète, historique et juridique du régime soviétique et un débat public transparent sur ses crimes, ce qui est de la plus haute importance pour construire une histoire et une mémoire européennes communes et renforcer la résilience de nos sociétés face aux menaces qui pèsent aujourd'hui sur la démocratie;
	Or. en

Amendement 423
Rasa Juknevičienė

Proposition de résolution
Paragraphe 19 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	19 ter. réaffirme l'importance des organisations de la société civile qui travaillent dans le domaine de la mémoire historique, de la recherche et de l'éducation, en particulier en ce qui concerne l'histoire récente de l'Europe, qui est la cible d'une désinformation et d'un révisionnisme systématiques de la part de la Russie, dans le but de justifier son agression et son ingérence continues; demande le renforcement du soutien financier accordé à ces organisations de la société civile dans toute l'Union;

Or. en

Amendement 424
Andreas Schieder, Tonino Picula, Radka Maxová, Pierfrancesco Majorino, Nacho Sánchez Amor, Cristina Maestre Martín De Almagro

Proposition de résolution
Paragraphe 20

Proposition de résolution	*Amendement*
20. souligne qu'il est essentiel de garantir aux journalistes les conditions nécessaires pour contribuer à un débat public ouvert, libre et équitable, un aspect primordial pour aider la société à lutter contre la désinformation, la manipulation de l'information et les ingérences étrangères;	20. souligne qu'il est essentiel de garantir aux journalistes les conditions nécessaires pour contribuer à un débat public ouvert, libre et équitable, un aspect primordial pour aider la société à lutter contre la désinformation, la manipulation de l'information et les ingérences étrangères; ***note que la tabloïdisation des médias a eu un effet néfaste sur l'accès à une information publique fiable et sur le paysage médiatique; déplore que cela soit le cas en particulier dans les pays partenaires de l'Union, tels que la Serbie;***

Or. en

Amendement 425
Clare Daly

Proposition de résolution
Paragraphe 20

Proposition de résolution	*Amendement*
20. souligne qu'il est essentiel de garantir aux journalistes les conditions nécessaires pour contribuer à un débat public ouvert, libre et équitable, un aspect primordial pour aider la société à lutter contre la désinformation, la manipulation de l'information et les ingérences étrangères;	20. souligne qu'il est essentiel de garantir aux journalistes les conditions nécessaires pour contribuer à un débat public ouvert, libre et équitable, un aspect primordial pour aider la société à lutter contre la désinformation, la manipulation de l'information et les ingérences étrangères; ***insiste sur la nécessité de disposer d'équipements sécurisés et d'un cryptage de bout en bout solide et en accès libre pour protéger la confidentialité et l'intégrité des communications des journalistes et de leurs sources;***

Or. en

Amendement 426
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 20

Proposition de résolution	*Amendement*
20. souligne qu'il est essentiel de garantir ***aux*** journalistes ***les conditions nécessaires pour*** contribuer ***à un*** débat public ***ouvert, libre et équitable***, un aspect primordial pour aider la société à lutter contre la désinformation, la manipulation de l'information et les ingérences étrangères;	20. souligne qu'il est essentiel de garantir ***un environnement professionnel et des conditions de travail sûrs et adaptés pour les*** journalistes***, les lanceurs d'alerte et les autres professionnels des médias, afin qu'ils puissent*** contribuer ***au*** débat public ***et s'acquitter correctement de leur fonction de «sentinelle» sur les questions d'intérêt public,*** un aspect primordial pour aider la société à lutter contre la désinformation, la manipulation de

l'information et les ingérences étrangères;

Or. en

Amendement 427
Sunčana Glavak

Proposition de résolution
Paragraphe 20

Proposition de résolution	*Amendement*
20. souligne qu'il est essentiel de garantir aux journalistes les conditions nécessaires pour contribuer à un débat public ouvert, libre et équitable, un aspect primordial pour aider la société à lutter contre la désinformation, la manipulation de l'information et les ingérences étrangères;	20. souligne qu'il est essentiel de garantir aux journalistes les conditions nécessaires pour contribuer à un débat public ouvert, libre***, impartial*** et équitable, ***qui est vital pour la démocratie et qui constitue*** un aspect primordial pour aider la société à lutter contre la désinformation, la manipulation de l'information et les ingérences étrangères;

Or. hr

Amendement 428
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 20 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	20 bis. demande à cet égard à la Commission de veiller à ce que la confidentialité des communications des journalistes soit protégée, notamment en évitant de compromettre ou de contourner le cryptage de bout en bout; rappelle que cet impératif de sécurité et de confidentialité des communications est également indispensable pour protéger les sources des journalistes, les organisations de la société civile dans leur travail, ainsi que les lanceurs d'alerte et les victimes en quête de conseils;

Or. en

Amendement 429
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 21

Proposition de résolution	*Amendement*
21. voit d'un bon œil ***la proposition sur*** les poursuites stratégiques altérant le débat public, qui se compose d'une proposition de directive et d'une recommandation, en vue ***d'améliorer*** la protection des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme contre les procédures judiciaires abusives; se félicite en outre de l'analyse faite par la Commission, dans son rapport 2022 sur l'état de droit, des menaces existantes contre la sécurité des journalistes dans l'Union et des menaces juridiques et des procédures judiciaires abusives contre la participation du public;	21. ***dénonce les poursuites stratégiques altérant le débat public engagées par des pays tiers autoritaires devant les tribunaux nationaux de l'Union contre ceux qui les critiquent;*** voit d'un bon œil ***l'initiative contre*** les poursuites stratégiques altérant le débat public, qui se compose d'une proposition de directive et d'une recommandation, en vue ***de garantir*** la protection des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme contre les procédures judiciaires abusives; se félicite en outre de l'analyse faite par la Commission, dans son rapport 2022 sur l'état de droit, des menaces existantes contre la sécurité des journalistes dans l'Union et des menaces juridiques et des procédures judiciaires abusives contre la participation du public; ***souligne la surveillance accrue dont les journalistes et les organisations de la société civile de l'Union font l'objet, au moyen de logiciels espions reposant sur l'intimidation et le harcèlement; souligne la nécessité d'inclure cet aspect dans le rapport d'évaluation de la Commission sur l'état de droit;***

Or. en

Amendement 430
Sunčana Glavak

Proposition de résolution
Paragraphe 21

Proposition de résolution	*Amendement*
21. voit d'un bon œil la proposition sur les poursuites stratégiques altérant le débat public, qui se compose d'une proposition de directive et d'une recommandation, en vue d'améliorer la protection des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme contre les procédures judiciaires abusives; se félicite en outre de l'analyse faite par la Commission, dans son rapport 2022 sur l'état de droit, des menaces existantes contre la sécurité des journalistes dans l'Union et des menaces juridiques et des procédures judiciaires abusives contre la participation du public;	21. voit d'un bon œil la proposition sur les poursuites stratégiques altérant le débat public, qui se compose d'une proposition de directive et d'une recommandation, en vue d'améliorer la protection des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme contre les procédures judiciaires abusives; ***met en avant l'exemple de la Croatie, qui s'est systématiquement attaquée au problème des poursuites stratégiques altérant le débat public afin de protéger les journalistes contre des procédures judiciaires infondées ou abusives;*** se félicite en outre de l'analyse faite par la Commission, dans son rapport 2022 sur l'état de droit, des menaces existantes contre la sécurité des journalistes dans l'Union et des menaces juridiques et des procédures judiciaires abusives contre la participation du public;

Or. hr

Amendement 431
Morten Løkkegaard, Bart Groothuis, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Paragraphe 21

Proposition de résolution	*Amendement*
21. voit d'un bon œil la proposition sur les poursuites stratégiques altérant le débat public, qui se compose d'une proposition de directive et d'une recommandation, en vue d'améliorer la protection des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme contre les procédures judiciaires abusives; se félicite en outre de l'analyse faite par la Commission, dans son rapport 2022 sur l'état de droit, des menaces existantes contre la sécurité des journalistes dans l'Union et des menaces juridiques et des procédures judiciaires abusives contre la participation du public;	21. voit d'un bon œil la proposition sur les poursuites stratégiques altérant le débat public, qui se compose d'une proposition de directive et d'une recommandation, en vue d'améliorer la protection des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme contre les procédures judiciaires abusives; se félicite en outre de l'analyse faite par la Commission, dans son rapport 2022 sur l'état de droit, des menaces existantes contre la sécurité des journalistes dans l'Union et des menaces juridiques et des procédures judiciaires abusives contre la participation du public;

fait observer que les organisations de la société civile sont également victimes de poursuites stratégiques altérant le débat public, et qu'il conviendrait donc d'inclure les organisations de la société civile dans la législation sur les poursuites stratégiques altérant le débat public;

Or. en

Amendement 432
Andreas Schieder, Tonino Picula, Radka Maxová, Pierfrancesco Majorino, Nacho Sánchez Amor, Cristina Maestre Martín De Almagro

Proposition de résolution
Paragraphe 21

Proposition de résolution	*Amendement*
21. voit d'un bon œil la proposition sur les poursuites stratégiques altérant le débat public, qui se compose d'une proposition de directive et d'une recommandation, en vue d'améliorer la protection des journalistes ***et*** des défenseurs des droits de l'homme contre les procédures judiciaires abusives; se félicite en outre de l'analyse faite par la Commission, dans son rapport 2022 sur l'état de droit, des menaces existantes contre la sécurité des journalistes dans l'Union et des menaces juridiques et des procédures judiciaires abusives contre la participation du public;	21. voit d'un bon œil la proposition sur les poursuites stratégiques altérant le débat public, qui se compose d'une proposition de directive et d'une recommandation, en vue d'améliorer la protection des journalistes***,*** des défenseurs des droits de l'homme ***et des organisations de la société civile*** contre les procédures judiciaires abusives; se félicite en outre de l'analyse faite par la Commission, dans son rapport 2022 sur l'état de droit, des menaces existantes contre la sécurité des journalistes dans l'Union et des menaces juridiques et des procédures judiciaires abusives contre la participation du public;

Or. en

Amendement 433
Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Sandro Gozi, Maite Pagazaurtundúa, Petras Auštrevičius, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Paragraphe 21

Proposition de résolution	*Amendement*

21. voit d'un bon œil la proposition sur les poursuites stratégiques altérant le débat public, qui se compose d'une proposition de directive et d'une recommandation, en vue d'améliorer la protection des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme contre les procédures judiciaires abusives; se félicite en outre de l'analyse faite par la Commission, dans son rapport 2022 sur l'état de droit, des menaces existantes contre la sécurité des journalistes dans l'Union et des menaces juridiques et des procédures judiciaires abusives contre la participation du public***;***	21. voit d'un bon œil la proposition sur les poursuites stratégiques altérant le débat public, qui se compose d'une proposition de directive et d'une recommandation, en vue d'améliorer la protection des ***organisations de la société civile, des*** journalistes et des défenseurs des droits de l'homme contre les procédures judiciaires abusives; se félicite en outre de l'analyse faite par la Commission, dans son rapport 2022 sur l'état de droit, des menaces existantes contre la sécurité des journalistes dans l'Union et des menaces juridiques et des procédures judiciaires abusives contre la participation du public

Or. en

Amendement 434
Nathalie Loiseau, Bart Groothuis, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Paragraphe 21

Proposition de résolution	*Amendement*
21. voit d'un bon œil la proposition sur les poursuites stratégiques altérant le débat public, qui se compose d'une proposition de directive et d'une recommandation, en vue d'améliorer la protection des journalistes ***et*** des défenseurs des droits de l'homme contre les procédures judiciaires abusives; se félicite en outre de l'analyse faite par la Commission, dans son rapport 2022 sur l'état de droit, des menaces existantes contre la sécurité des journalistes dans l'Union et des menaces juridiques et des procédures judiciaires abusives contre la participation du public;	21. voit d'un bon œil la proposition sur les poursuites stratégiques altérant le débat public, qui se compose d'une proposition de directive et d'une recommandation, en vue d'améliorer la protection des journalistes***,*** des défenseurs des droits de l'homme ***et des organisations de la société civile*** contre les procédures judiciaires abusives; se félicite en outre de l'analyse faite par la Commission, dans son rapport 2022 sur l'état de droit, des menaces existantes contre la sécurité des journalistes dans l'Union et des menaces juridiques et des procédures judiciaires abusives contre la participation du public;

Or. en

Amendement 435
Nathalie Loiseau, Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Paragraphe 22

Proposition de résolution	*Amendement*
22. rappelle que des services médiatiques de qualité constituent un antidote puissant contre la manipulation de l'information et les ingérences étrangères;	22. rappelle que des services médiatiques de qualité constituent un antidote puissant contre la manipulation de l'information et les ingérences étrangères; ***rappelle à cet égard la Journalism Trust Initiative, lancée par Reporters sans frontières, qui vise à définir des normes sectorielles en utilisant des indicateurs clés de performance (ICP) dans le but de fournir un mécanisme transparent permettant de juguler la désinformation et de promouvoir les médias qui respectent les règles d'éthique et d'indépendance; se félicite du fait que onze pays se sont engagés à soutenir cette initiative: l'Andorre, la Bulgarie, la République tchèque, l'Estonie, la France, la Grèce, l'Islande, la Lituanie, le Luxembourg, la Slovaquie et la Slovénie; appelle les trente-six autres États signataires du Partenariat pour l'information et la démocratie à s'engager à soutenir cette initiative;***

Or. en

Amendement 436
Morten Løkkegaard, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Paragraphe 22

Proposition de résolution	*Amendement*
22. rappelle que des services médiatiques de qualité constituent un antidote puissant contre la manipulation de l'information et les ingérences étrangères;	22. rappelle que des services médiatiques de qualité constituent un antidote puissant contre la manipulation de l'information et les ingérences étrangères; ***réitère à cet égard l'appel du Parlement européen en faveur d'un fonds permanent de l'Union pour les médias et les magazines d'information afin de***

renforcer la couverture indépendante de l'actualité, de préserver l'indépendance des journalistes européens et de leur profession et de garantir la liberté de la presse; souligne le potentiel du journalisme constructif en tant qu'approche journalistique capable de lutter contre la tabloïdisation, le sensationnalisme et les préjugés négatifs dans les médias d'information;

Or. en

Amendement 437
Maite Pagazaurtundúa, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Paragraphe 22

Proposition de résolution	*Amendement*
22. rappelle que des services médiatiques de qualité constituent un antidote puissant contre la manipulation de l'information et les ingérences étrangères;	22. rappelle que des services médiatiques de qualité constituent un antidote puissant contre la manipulation de l'information et les ingérences étrangères; ***note que la proposition de législation européenne sur la liberté des médias fait référence au risque de manipulation et d'ingérence médiatiques du fait d'acteurs étrangers et au préjudice causé en conséquence au fonctionnement et à la résilience du marché intérieur des médias; demande instamment que des mesures de protection soient également mises en place pour les médias et leurs travailleurs, en particulier lorsque ceux-ci font l'objet de représailles, de harcèlement ou de coercition de la part de puissances étrangères dans le but d'éroder l'exercice du droit à l'information;***

Or. en

Amendement 438
Jorge Buxadé Villalba

Proposition de résolution
Paragraphe 22

Proposition de résolution	*Amendement*
22. rappelle que des services médiatiques de qualité constituent un antidote puissant contre la manipulation de l'information et les ingérences étrangères;	22. rappelle que des services médiatiques de qualité constituent un antidote puissant contre la manipulation de l'information et les ingérences étrangères***; demande, dans cette optique, aux États membres de prendre des mesures visant à favoriser l'indépendance politique des médias, la protection de la liberté de la presse, la pluralité du marché et une meilleure prise en considération de tous les points de vue***;

Or. es

Amendement 439
Andreas Schieder, Tonino Picula, Radka Maxová, Pierfrancesco Majorino, Nacho Sánchez Amor, Cristina Maestre Martín De Almagro

Proposition de résolution
Paragraphe 22

Proposition de résolution	*Amendement*
22. rappelle que des services médiatiques de qualité constituent un antidote puissant contre la manipulation de l'information et les ingérences étrangères;	22. rappelle que des services médiatiques de qualité ***et le pluralisme du système médiatique*** constituent un antidote puissant contre la manipulation de l'information et les ingérences étrangères; ***considère que la liberté et le pluralisme des médias doivent également être protégés et encouragés dans l'environnement en ligne, notamment concernant la disponibilité de contenus journalistiques sur les plateformes en ligne.***

Or. en

Amendement 440
Sabine Verheyen, Daniel Caspary, Monika Hohlmeier, Marlene Mortler,

Markus Pieper, Christine Schneider, Ralf Seekatz, Sven Simon, Axel Voss

Proposition de résolution
Paragraphe 22

Proposition de résolution	*Amendement*
22. rappelle que des services médiatiques de qualité constituent un antidote puissant contre la manipulation de l'information et les ingérences étrangères;	22. rappelle que des services médiatiques de qualité ***et indépendants*** constituent un antidote puissant contre la manipulation de l'information et les ingérences étrangères;

Or. de

Amendement 441
Sunčana Glavak

Proposition de résolution
Paragraphe 22

Proposition de résolution	*Amendement*
22. rappelle que des services médiatiques de qualité constituent un antidote puissant contre la manipulation de l'information et les ingérences étrangères;	22. rappelle que des services médiatiques de qualité ***qui respectent le pluralisme politique et qui mènent de véritables enquêtes*** constituent un antidote puissant contre la manipulation de l'information et les ingérences étrangères;

Or. hr

Amendement 442
Aurélia Beigneux

Proposition de résolution
Paragraphe 22

Proposition de résolution	*Amendement*
22. rappelle que des services médiatiques ***de qualité constituent un antidote puissant*** contre la manipulation de l'information et les ingérences étrangères;	22. rappelle que des services médiatiques ***respectant le pluralisme politique et pratiquant une réelle investigation sont une arme efficace*** contre la manipulation de l'information et les ingérences étrangères;

Or. fr

Amendement 443
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 22

Proposition de résolution	*Amendement*
22. rappelle que des services médiatiques de qualité constituent un antidote puissant contre la manipulation de l'information et les ingérences étrangères;	22. rappelle que des services médiatiques de qualité***, indépendants et pluralistes*** constituent un antidote puissant contre la manipulation de l'information et les ingérences étrangères;

Or. en

Amendement 444
Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Sandro Gozi, Maite Pagazaurtundúa, Petras Auštrevičius, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Paragraphe 22

Proposition de résolution	*Amendement*
22. rappelle que des services médiatiques de qualité constituent un antidote puissant contre la manipulation de l'information et les ingérences étrangères;	22. rappelle que des services médiatiques de qualité ***et le pluralisme des médias*** constituent un antidote puissant contre la manipulation de l'information et les ingérences étrangères;

Or. en

Amendement 445
Benoît Lutgen

Proposition de résolution
Paragraphe 22

Proposition de résolution	*Amendement*
22. rappelle que des services	22. rappelle que des services

médiatiques de qualité constituent un antidote puissant contre la manipulation de l'information et les ingérences étrangères;	médiatiques de qualité ***et indépendants*** constituent un antidote puissant contre la manipulation de l'information et les ingérences étrangères;

Or. fr

Amendement 446
Dace Melbārde, Sandra Kalniete

Proposition de résolution
Paragraphe 22 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	22 bis. estime que des mécanismes de financement public qui respectent pleinement l'indépendance éditoriale et qui sont fondés sur le principe de pleine concurrence sont nécessaires; demande à nouveau la création d'un mécanisme de financement de l'Union permanent pour les médias d'information; se félicite, à cet égard, des possibilités de financement pour le secteur des médias dans le programme Europe créative 2021-2027; considère toutefois que l'aide apportée est insuffisante compte tenu des besoins financiers du secteur et du contexte géopolitique actuel; demande, à cet égard, une augmentation des fonds disponibles pour le secteur des médias d'information, et ce, à partir de la période actuelle de programmation du cadre financier pluriannuel; considère, en outre, qu'il convient d'affecter une partie des nouvelles sources de revenus prévues, provenant de la taxation de l'économie numérique, au soutien du secteur des médias d'information;

Or. en

Amendement 447
Nathalie Loiseau, Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Paragraphe 22 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	22 bis. note la nécessité de veiller à ce que la lutte contre la désinformation concerne également les journaux traditionnels et les chaînes d'information en continu; demande en particulier aux chaînes d'information d'être plus transparentes sur le profil des experts qu'elles invitent sur leurs plateaux;

Or. en

Amendement 448
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 23

Proposition de résolution	*Amendement*
23. approuve la proposition d'une législation européenne sur la liberté des médias (COM(2022)0457), qui vise à ***promouvoir*** le pluralisme et l'indépendance des services de médias dans le marché intérieur en établissant des dispositions spécifiques contre l'ingérence politique dans les décisions éditoriales et contre la surveillance, ainsi qu'en préservant le financement des médias publics et la transparence de la propriété des médias;	23. approuve la proposition d'une législation européenne sur la liberté des médias (COM(2022)0457), qui vise à ***mettre en œuvre un cadre commun à l'échelle de l'Union pour garantir*** le pluralisme et l'indépendance des services de médias dans le marché intérieur en établissant des dispositions spécifiques contre l'ingérence politique dans les décisions éditoriales et contre la surveillance, ainsi qu'en préservant le financement des médias publics et la transparence de la propriété des médias; ***souligne toutefois que les dispositions relatives à la surveillance, en particulier, doivent encore faire l'objet d'améliorations substantielles afin de garantir qu'elles ne légitiment pas l'utilisation de logiciels espions contre des individus, notamment des journalistes, et n'érodent pas les droits fondamentaux au lieu de les renforcer;***

Or. en

Amendement 449
Nathalie Loiseau, Bart Groothuis, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Paragraphe 23

Proposition de résolution	*Amendement*
23. approuve la proposition d'une législation européenne sur la liberté des médias (COM(2022)0457), qui vise à promouvoir le pluralisme et l'indépendance des services de médias dans le marché intérieur en établissant des dispositions spécifiques contre l'ingérence politique dans les décisions éditoriales et contre la surveillance, ainsi qu'en préservant le financement des médias publics et la transparence de la propriété des médias;	23. approuve la proposition d'une législation européenne sur la liberté des médias (COM(2022)0457), qui vise à promouvoir le pluralisme et l'indépendance des services de médias dans le marché intérieur en établissant des dispositions spécifiques contre l'ingérence politique dans les décisions éditoriales et contre la surveillance, ainsi qu'en préservant le financement des médias publics et la transparence de la propriété des médias; ***recommande qu'un mécanisme de transparence de la propriété des médias soit inclus dans les dispositions de la législation européenne sur la liberté des médias; souligne que la proposition de législation européenne sur la liberté des médias ne doit pas inclure d'exemptions spéciales aux règles horizontales de modération des contenus;***

Or. en

Amendement 450
Clare Daly

Proposition de résolution
Paragraphe 23

Proposition de résolution	*Amendement*
23. approuve la proposition d'une législation européenne sur la liberté des médias (COM(2022)0457), qui vise à promouvoir le pluralisme et l'indépendance des services de médias	23. approuve la proposition d'une législation européenne sur la liberté des médias (COM(2022)0457), qui vise à promouvoir le pluralisme et l'indépendance des services de médias

dans le marché intérieur en établissant des dispositions spécifiques contre l'ingérence politique dans les décisions éditoriales et contre la surveillance, ainsi qu'en préservant le financement des médias publics et la transparence de la propriété des médias;	dans le marché intérieur en établissant des dispositions spécifiques contre l'ingérence politique dans les décisions éditoriales et contre la surveillance, ainsi qu'en préservant le financement des médias publics et la transparence de la propriété des médias; ***invite la Commission à soutenir un paysage médiatique véritablement indépendant et diversifié, dans lequel le secteur public, le secteur privé et le secteur coopératif ont le même poids;***

Or. en

Amendement 451
Sabine Verheyen, Daniel Caspary, Monika Hohlmeier, Marlene Mortler, Markus Pieper, Christine Schneider, Ralf Seekatz, Sven Simon, Axel Voss

Proposition de résolution
Paragraphe 23

Proposition de résolution	*Amendement*
23. approuve la proposition d'une législation européenne sur la liberté des médias (COM(2022)0457), qui vise à promouvoir le pluralisme et l'indépendance des services de médias ***dans le marché intérieur en établissant des dispositions spécifiques contre l'ingérence politique dans les décisions éditoriales et contre la surveillance, ainsi qu'en préservant le financement des médias publics et la transparence de la propriété des médias***;	23. approuve la proposition ***de la Commission*** d'une législation européenne sur la liberté des médias (COM(2022)0457), qui vise à promouvoir le pluralisme et l'indépendance des services de médias;

Or. de

Amendement 452
Sunčana Glavak

Proposition de résolution
Paragraphe 23

Proposition de résolution	*Amendement*
23. approuve la proposition d'une législation européenne sur la liberté des médias (COM(2022)0457), qui vise à promouvoir le pluralisme et l'indépendance des services de médias dans le marché intérieur en établissant des dispositions spécifiques contre l'ingérence politique dans les décisions éditoriales et contre la surveillance, ainsi qu'en préservant le financement des médias publics et la transparence de la propriété des médias;	23. approuve la proposition d'une législation européenne sur la liberté des médias (COM(2022)0457), qui vise à promouvoir le pluralisme et l'indépendance des services de médias dans le marché intérieur en établissant des dispositions spécifiques contre l'ingérence politique dans les décisions éditoriales et contre la surveillance, ainsi qu'en préservant le financement des médias publics et la transparence de la propriété des médias; ***rappelle que l'absence de financement public suffisant des médias reste le point faible des systèmes démocratiques européens;***

Or. hr

Amendement 453
Dace Melbārde, Sandra Kalniete

Proposition de résolution
Paragraphe 23

Proposition de résolution	*Amendement*
23. approuve la proposition d'une législation européenne sur la liberté des médias (COM(2022)0457), qui vise à promouvoir le pluralisme et l'indépendance des services de médias dans le marché intérieur en établissant des dispositions spécifiques contre l'ingérence politique dans les décisions éditoriales et contre la surveillance, ainsi qu'en ***préservant le*** financement des médias ***publics*** et la transparence de la propriété des médias;	23. approuve la proposition d'une législation européenne sur la liberté des médias (COM(2022)0457), qui vise à promouvoir le pluralisme et l'indépendance des services de médias dans le marché intérieur en établissant des dispositions spécifiques contre l'ingérence politique dans les décisions éditoriales et contre la surveillance, ainsi qu'en ***garantissant un*** financement ***approprié*** des médias ***de service public*** et la transparence de la propriété des médias***, et en protégeant les contenus médiatiques en ligne***;

Or. en

Amendement 454

Clare Daly

Proposition de résolution
Paragraphe 24

Proposition de résolution	*Amendement*
24. salue, dans le cadre de la législation sur la liberté des médias, la proposition de création d'un nouveau comité européen pour les services de médias composé d'autorités nationales chargées des médias, qui jouera un rôle important dans la lutte contre la désinformation, y compris les ingérences étrangères et la manipulation de l'information: ***en particulier, l'une des tâches qu'il est proposé de confier au comité est la coordination des mesures nationales relatives à la fourniture de services de médias par des fournisseurs établis en dehors de l'Union qui ciblent des publics dans l'Union et qui peuvent présenter un risque pour la sécurité et la défense publiques;***	24. salue, dans le cadre de la législation sur la liberté des médias, la proposition de création d'un nouveau comité européen pour les services de médias composé d'autorités nationales chargées des médias, qui jouera un rôle important dans la lutte contre la désinformation, y compris les ingérences étrangères et la manipulation de l'information:

Or. en

Amendement 455
Andreas Schieder, Tonino Picula, Radka Maxová, Pierfrancesco Majorino, Nacho Sánchez Amor, Cristina Maestre Martín De Almagro

Proposition de résolution
Paragraphe 24

Proposition de résolution	*Amendement*
24. salue, dans le cadre de la législation sur la liberté des médias, la proposition de création d'un nouveau comité européen pour les services de médias composé d'autorités nationales chargées des médias, qui jouera un rôle important dans la lutte contre la désinformation, y compris les ingérences étrangères et la manipulation de l'information: en particulier, l'une des tâches qu'il est proposé de confier au comité est la coordination des mesures nationales relatives à la fourniture de	24. salue, dans le cadre de la législation sur la liberté des médias, la proposition de création d'un nouveau comité européen pour les services de médias composé d'autorités nationales chargées des médias, qui jouera un rôle important dans la lutte contre la désinformation, y compris les ingérences étrangères et la manipulation de l'information: en particulier, l'une des tâches qu'il est proposé de confier au comité est la coordination des mesures nationales relatives à la fourniture de

services de médias par des fournisseurs établis en dehors de l'Union qui ciblent des publics dans l'Union et qui peuvent présenter un risque pour la sécurité et la défense publiques;

services de médias par des fournisseurs établis en dehors de l'Union qui ciblent des publics dans l'Union et qui peuvent présenter un risque pour la sécurité et la défense publiques; ***demande instamment que ce comité européen pour les services de médias soit distinct de la Commission et des gouvernements des États membres, tant en ce qui concerne l'organisation que le financement, afin qu'il puisse travailler de manière objective et politiquement indépendante;***

Or. en

Amendement 456
Petra Kammerevert

Proposition de résolution
Paragraphe 24

Proposition de résolution	*Amendement*
24. salue, dans le cadre de la législation sur la liberté des médias, la proposition de création d'un nouveau comité européen pour les services de médias composé d'autorités nationales chargées des médias, qui jouera un rôle important dans la lutte contre la désinformation, y compris les ingérences étrangères et la manipulation de l'information: en particulier, l'une des tâches qu'il est proposé de confier au comité est la coordination des mesures nationales relatives à la fourniture de services de médias par des fournisseurs établis en dehors de l'Union qui ciblent des publics dans l'Union et qui peuvent présenter un risque pour la sécurité et la défense publiques;	24. salue, dans le cadre de la législation sur la liberté des médias, la proposition de création d'un nouveau comité européen pour les services de médias composé d'autorités nationales chargées des médias, qui jouera un rôle important dans la lutte contre la désinformation, y compris les ingérences étrangères et la manipulation de l'information: en particulier, l'une des tâches qu'il est proposé de confier au comité est la coordination des mesures nationales relatives à la fourniture de services de médias par des fournisseurs établis en dehors de l'Union qui ciblent des publics dans l'Union et qui peuvent présenter un risque pour la sécurité et la défense publiques; ***demande instamment que ce comité européen pour les services de médias soit distinct de la Commission et des gouvernements des États membres, tant en ce qui concerne l'organisation que le financement, afin qu'il puisse travailler de manière objective et politiquement indépendante;***

Or. en

Amendement 457
Jorge Buxadé Villalba

Proposition de résolution
Paragraphe 24

Proposition de résolution	*Amendement*
24. ***salue, dans le cadre de la législation sur la liberté des médias, la proposition de création d'un*** nouveau comité européen pour les services de médias composé d'autorités nationales chargées des médias, ***qui jouera*** un rôle important dans la lutte contre la désinformation, y compris les ingérences étrangères et la manipulation de l'information***: en particulier, l'une des tâches qu'il est proposé de confier au comité est la coordination des mesures nationales relatives à la fourniture de services de médias par des fournisseurs établis en dehors de l'Union qui ciblent des publics dans l'Union et qui peuvent présenter un risque pour la sécurité et la défense publiques***;	24. ***exige que, si un*** nouveau comité européen pour les services de médias composé d'autorités nationales chargées des médias ***est mis en place***, ***ses membres soient nommés sans la moindre intervention d'entreprises et d'organisations privées, et qu'il joue*** un rôle important dans la lutte contre la désinformation, y compris les ingérences étrangères et la manipulation de l'information***, dans le plein respect des libertés d'expression, d'opinion, de pensée, idéologique et religieuse***;

Or. es

Amendement 458
Sabine Verheyen, Daniel Caspary, Monika Hohlmeier, Marlene Mortler, Markus Pieper, Christine Schneider, Ralf Seekatz, Sven Simon, Axel Voss

Proposition de résolution
Paragraphe 24

Proposition de résolution	*Amendement*
24. salue, dans le cadre de la législation sur la liberté des médias, la proposition de création d'un nouveau comité européen pour les services de médias composé d'autorités nationales chargées des médias, qui ***jouera*** un rôle important dans la lutte	24. salue, dans le cadre de la législation sur la liberté des médias, la proposition de création d'un nouveau comité européen pour les services de médias composé d'autorités nationales chargées des médias, qui ***est censé jouer*** un rôle important dans

contre la désinformation, y compris les ingérences étrangères et la manipulation de l'information***: en particulier, l'une des tâches qu'il est proposé de confier au comité est la coordination des mesures nationales relatives à la fourniture de services de médias par des fournisseurs établis en dehors de l'Union qui ciblent des publics dans l'Union et qui peuvent présenter un risque pour la sécurité et la défense publiques***;	la lutte contre la désinformation, y compris les ingérences étrangères et la manipulation de l'information***; fait également remarquer que le comité européen pour les services de médias doit être indépendant sur le plan politique***;

Or. de

Amendement 459
Lukas Mandl

Proposition de résolution
Paragraphe 24

Proposition de résolution	*Amendement*
24. salue, dans le cadre de la législation sur la liberté des médias, la proposition de création d'un nouveau comité européen pour les services de médias composé d'autorités nationales chargées des médias, qui jouera un rôle important dans la lutte contre la désinformation, y compris les ingérences étrangères et la manipulation de l'information: en particulier, l'une des tâches qu'il est proposé de confier au comité est la coordination des mesures nationales relatives à la fourniture de services de médias par des fournisseurs établis en dehors de l'Union qui ciblent des publics dans l'Union et qui peuvent présenter un risque pour la sécurité et la défense publiques;	24. salue, dans le cadre de la législation sur la liberté des médias, la proposition de création d'un nouveau comité européen pour les services de médias composé d'autorités nationales chargées des médias, qui jouera un rôle important dans la lutte contre la désinformation, y compris les ingérences étrangères et la manipulation de l'information: en particulier, l'une des tâches qu'il est proposé de confier au comité est la coordination des mesures nationales relatives à la fourniture de services de médias par des fournisseurs établis en dehors de l'Union qui ciblent des publics dans l'Union et qui peuvent présenter un risque pour la sécurité et la défense publiques; ***recommande que les pays des Balkans occidentaux et du partenariat oriental soient inclus dans ce contexte.***

Or. en

Amendement 460

Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 24

Proposition de résolution	*Amendement*
24. salue, dans le cadre de la législation sur la liberté des médias, la proposition de création d'un nouveau comité européen pour les services de médias composé d'autorités nationales chargées des médias, qui jouera un rôle important dans la lutte contre la désinformation, y compris les ingérences étrangères et la manipulation de l'information: en particulier, l'une des tâches qu'il est proposé de confier au comité est la coordination des mesures nationales relatives à la fourniture de services de médias par des fournisseurs établis en dehors de l'Union qui ciblent des publics dans l'Union et qui peuvent présenter un risque pour la sécurité et la défense publiques;	24. salue, dans le cadre de la ***proposition de*** législation sur la liberté des médias, la proposition de création d'un nouveau comité européen pour les services de médias composé d'autorités nationales chargées des médias, qui jouera un rôle important dans la lutte contre la désinformation, y compris les ingérences étrangères et la manipulation de l'information: en particulier, l'une des tâches qu'il est proposé de confier au comité est la coordination des mesures nationales relatives à la fourniture de services de médias par des fournisseurs établis en dehors de l'Union qui ciblent des publics dans l'Union et qui peuvent présenter un risque pour la sécurité et la défense publiques;

Or. en

Amendement 461
Sunčana Glavak

Proposition de résolution
Paragraphe 24

Proposition de résolution	*Amendement*
24. salue, dans le cadre de la législation sur la liberté des médias, la proposition de création d'un nouveau comité européen pour les services de médias composé d'autorités nationales chargées des médias, qui jouera un rôle important dans la lutte contre la désinformation, y compris les ingérences étrangères et la manipulation de l'information: en particulier, l'une des tâches qu'il est proposé de confier au comité est la coordination des mesures	24. salue, dans le cadre de la législation sur la liberté des médias, la proposition de création d'un nouveau comité européen pour les services de médias composé d'autorités nationales chargées des médias, qui jouera un rôle important dans la lutte contre la désinformation, y compris les ingérences étrangères et la manipulation de l'information: en particulier, l'une des tâches qu'il est proposé de confier au comité est la coordination des mesures

nationales relatives à la fourniture de services de médias par des fournisseurs établis en dehors de l'Union qui ciblent des publics dans l'Union et qui peuvent présenter un risque pour la sécurité ***et la défense publiques***;	nationales relatives à la fourniture de services de médias par des fournisseurs établis en dehors de l'Union qui ciblent des publics dans l'Union et qui peuvent présenter un risque pour la sécurité ***publique***;

Or. hr

Amendement 462
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 24 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	24 bis. souligne combien il est important de veiller à ce que la législation sur la liberté des médias ou toute autre législation actuelle ou à venir sur les médias ou les technologies ne prévoient pas d'exemptions spéciales aux règles horizontales de modération des contenus, donnant ainsi un blanc-seing aux auteurs de désinformation;

Or. en

Amendement 463
Sunčana Glavak

Proposition de résolution
Paragraphe 25

Proposition de résolution	*Amendement*
25. approuve, dans le cadre de la législation sur la liberté des médias, la proposition relative à un contrôle indépendant du marché intérieur des services de médias, qui comprend des données détaillées et une analyse qualitative de la résistance des marchés des médias des États membres, aux risques de	25. approuve, dans le cadre de la législation sur la liberté des médias, la proposition relative à un contrôle indépendant du marché intérieur des services de médias, qui comprend des données détaillées et une analyse qualitative de la résistance des marchés des médias des États membres, aux risques de

manipulation de l'information et des ingérences étrangères notamment;	manipulation de l'information et des ingérences étrangères notamment; ***se félicite de la proposition d'organiser un dialogue structuré entre les très grandes plateformes en ligne et le secteur des médias afin de vérifier que les plateformes respectent les initiatives d'autorégulation, telles que le code de bonnes pratiques contre la désinformation;***

Or. hr

Amendement 464
Bart Groothuis, Sandro Gozi, Maite Pagazaurtundúa, Petras Auštrevičius, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Paragraphe 25

Proposition de résolution	*Amendement*
25. approuve, dans le cadre de la législation sur la liberté des médias, la proposition relative à un contrôle indépendant du marché intérieur des services de médias, qui comprend des données détaillées et une analyse qualitative de la résistance des marchés des médias des États membres, aux risques de manipulation de l'information et des ingérences étrangères notamment;	25. approuve, dans le cadre de la législation sur la liberté des médias, la proposition relative à un contrôle indépendant du marché intérieur des services de médias, qui comprend des données détaillées et une analyse qualitative de la résistance des marchés des médias des États membres, aux risques de manipulation de l'information et des ingérences étrangères notamment; ***souligne combien il est important de veiller à ce que la législation sur la liberté des médias ou toute autre législation actuelle ou à venir sur les médias ou les technologies ne prévoient pas d'exemptions spéciales aux règles horizontales de modération des contenus, donnant ainsi un blanc-seing aux auteurs de désinformation;***

Or. en

Amendement 465
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 25

Proposition de résolution	*Amendement*
25. approuve, dans le cadre de la législation sur la liberté des médias, la proposition relative à un contrôle indépendant du marché intérieur des services de médias, qui ***comprend*** des données détaillées et une analyse qualitative de la résistance des marchés des médias des États membres, aux risques de manipulation de l'information et des ingérences étrangères notamment;	25. approuve, dans le cadre de la législation sur la liberté des médias, la proposition relative à un contrôle indépendant du marché intérieur des services de médias, qui ***comprendrait*** des données détaillées et une analyse qualitative de la résistance des marchés des médias des États membres, aux risques de manipulation de l'information et des ingérences étrangères notamment;

Or. en

Amendement 466
Sabine Verheyen, Daniel Caspary, Monika Hohlmeier, Marlene Mortler, Markus Pieper, Christine Schneider, Ralf Seekatz, Sven Simon, Axel Voss

Proposition de résolution
Paragraphe 25

Proposition de résolution	*Amendement*
25. approuve, dans le cadre de la législation sur la liberté des médias, ***la proposition relative à un contrôle indépendant du marché intérieur des services de médias, qui comprend*** des données ***détaillées et une analyse qualitative de la résistance des marchés des médias des États membres, aux*** risques de manipulation de l'information et des ingérences étrangères ***notamment***;	25. approuve ***la proposition***, dans le cadre de la législation sur la liberté des médias, ***de collecter*** des données ***indépendantes et de réaliser des analyses qualitatives censées porter sur les*** risques de manipulation de l'information et des ingérences étrangères ***et de concentration excessive des médias***;

Or. de

Amendement 467
Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Sandro Gozi, Maite Pagazaurtundúa, Petras Auštrevičius, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Paragraphe 25 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	25 bis. encourage l'inclusion, dans la législation sur la liberté des médias, de dispositions relatives à la transparence de la propriété des médias, jusqu'à présent contenues dans les recommandations; estime que ces dispositions devraient s'appliquer à tous les médias, car seule une transparence totale de la propriété des médias, que les propriétaires soient nationaux ou étrangers, peut garantir qu'aucune influence étrangère ne peut se dissimuler dans des médias par ailleurs nationaux, ainsi qu'une liberté totale des médias

Or. en

Amendement 468
Andreas Schieder, Tonino Picula, Radka Maxová, Pierfrancesco Majorino, Nacho Sánchez Amor, Cristina Maestre Martín De Almagro

Proposition de résolution
Paragraphe 25 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	25 bis. souligne combien il est important de veiller à ce que la législation sur la liberté des médias ou toute autre législation actuelle ou future sur les médias ou les technologies ne prévoient pas d'exemptions spéciales aux règles horizontales de modération des contenus, donnant ainsi un blanc-seing à ceux qui s'adonnent à la désinformation.

Or. en

Amendement 469
Nathalie Loiseau, Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Paragraphe 26

Proposition de résolution	*Amendement*
26. encourage la Commission à mettre au point un système réglementaire à l'échelle de l'Union pour empêcher les entreprises de médias qui sont sous le contrôle éditorial de gouvernements étrangers ou qui appartiennent à des pays tiers non démocratiques d'acquérir des entreprises de médias européennes; ce système devrait s'appliquer principalement aux pays non démocratiques où les organisations de médias européennes ne sont pas autorisées à exercer librement leur activité ou subissent des pressions pour assurer une couverture en faveur des gouvernements nationaux; ces efforts devraient s'appuyer sur une base de données commune pour faciliter une prévention et/ou des poursuites harmonisées dans toute l'Union européenne;	26. ***demande l'établissement de clauses miroir selon lesquelles l'ouverture de l'espace européen de l'information aux pays tiers serait proportionnelle à l'accès dont disposent les médias européens dans ces pays; considère toutefois que les médias basés dans des pays non démocratiques, comme la Journalism Trust Initiative, qui respectent les normes journalistiques, pourraient se voir accorder l'accès à l'espace européen de l'information aussi longtemps qu'ils continuent de respecter ces normes;*** encourage la Commission à mettre au point un système réglementaire à l'échelle de l'Union pour empêcher les entreprises de médias qui sont sous le contrôle éditorial de gouvernements étrangers ou qui appartiennent à des pays tiers non démocratiques d'acquérir des entreprises de médias européennes; ce système devrait s'appliquer principalement aux pays non démocratiques où les organisations de médias européennes ne sont pas autorisées à exercer librement leur activité ou subissent des pressions pour assurer une couverture en faveur des gouvernements nationaux; ces efforts devraient s'appuyer sur une base de données commune pour faciliter une prévention et/ou des poursuites harmonisées dans toute l'Union européenne;
	Or. en

Amendement 470
Clare Daly

Proposition de résolution
Paragraphe 26

Proposition de résolution	*Amendement*
26. encourage la Commission à ***mettre au point un système réglementaire à***	26. encourage la Commission à ***se coordonner avec les États membres*** pour

l'échelle de l'Union pour empêcher les entreprises de médias qui sont sous le contrôle éditorial de gouvernements étrangers ***ou qui appartiennent à des pays tiers non démocratiques*** d'acquérir ***des entreprises*** de médias ***européennes***; ***ce système devrait s'appliquer principalement aux pays non démocratiques où les organisations de médias européennes ne sont pas autorisées à exercer librement leur activité ou subissent des pressions pour assurer une couverture en faveur des gouvernements nationaux***; ces efforts devraient s'appuyer sur une base de données commune pour faciliter une prévention ***et/ou des poursuites harmonisées*** dans toute l'Union européenne;

empêcher les entreprises de médias qui ***appartiennent à des pays étrangers ou*** sont sous le contrôle éditorial de gouvernements étrangers d'acquérir ***une part importante de*** médias ***européens***; ces efforts devraient s'appuyer sur une base de données commune pour faciliter une prévention ***harmonisée*** dans toute l'Union européenne;

Or. en

Amendement 471
Andreas Schieder, Tonino Picula, Radka Maxová, Pierfrancesco Majorino, Nacho Sánchez Amor, Cristina Maestre Martín De Almagro

Proposition de résolution
Paragraphe 26

Proposition de résolution	*Amendement*
26. encourage la Commission à mettre au point un système réglementaire à l'échelle de l'Union pour empêcher les entreprises de médias qui sont sous le contrôle éditorial de gouvernements étrangers ou qui appartiennent à des pays tiers non démocratiques d'acquérir des entreprises de médias européennes; ce système devrait s'appliquer principalement aux pays non démocratiques où les organisations de médias européennes ne sont pas autorisées à exercer librement leur activité ou subissent des pressions pour assurer une couverture en faveur des gouvernements nationaux; ces efforts devraient s'appuyer sur une base de données commune pour faciliter une	26. encourage la Commission à mettre au point un système réglementaire à l'échelle de l'Union pour empêcher les entreprises de médias qui sont sous le contrôle éditorial de gouvernements étrangers ou qui appartiennent à des pays tiers non démocratiques d'acquérir des entreprises de médias européennes; ce système devrait s'appliquer principalement aux pays non démocratiques où les organisations de médias européennes ne sont pas autorisées à exercer librement leur activité ou subissent des pressions pour assurer une couverture en faveur des gouvernements nationaux; ces efforts devraient s'appuyer sur une base de données commune pour faciliter une

prévention et/ou des poursuites harmonisées dans toute l'Union européenne;	prévention et/ou des poursuites harmonisées dans toute l'Union européenne; ***suggère qu'un tel système réglementaire peut se fonder sur les mécanismes de filtrage des investissements directs étrangers existant dans les États membres afin d'éviter les doubles emplois;***

Or. en

Amendement 472
Sabine Verheyen, Daniel Caspary, Monika Hohlmeier, Marlene Mortler, Markus Pieper, Christine Schneider, Ralf Seekatz, Sven Simon, Axel Voss

Proposition de résolution
Paragraphe 26

Proposition de résolution	*Amendement*
26. ***encourage la Commission à mettre au point un système réglementaire à l'échelle de l'Union pour*** empêcher les entreprises de médias qui sont sous le contrôle éditorial de gouvernements étrangers ou qui appartiennent à des pays tiers non démocratiques d'acquérir des entreprises de médias européennes; ce système devrait s'appliquer principalement aux pays non démocratiques où les organisations de médias européennes ne sont pas autorisées à exercer librement leur activité ou subissent des pressions pour assurer une couverture en faveur des gouvernements nationaux; ***ces efforts devraient s'appuyer sur une base de données commune pour faciliter une prévention et/ou des poursuites harmonisées dans toute l'Union européenne;***	26. ***souligne la nécessité d'une surveillance critique des entreprises de médias étrangères; fait remarquer que les normes européennes en matière de travail journalistique doivent être respectées; invite les États membres, dans le cadre de leur réglementation en matière de médias, à*** empêcher les entreprises de médias qui sont sous le contrôle éditorial de gouvernements étrangers ou qui appartiennent à des pays tiers non démocratiques d'acquérir des entreprises de médias européennes; ce système devrait s'appliquer principalement aux pays non démocratiques où les organisations de médias européennes ne sont pas autorisées à exercer librement leur activité ou subissent des pressions pour assurer une couverture en faveur des gouvernements nationaux;

Or. de

Amendement 473
Morten Løkkegaard, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Paragraphe 26

Proposition de résolution	*Amendement*
26. encourage la Commission à mettre au point un système réglementaire à l'échelle de l'Union pour empêcher les entreprises de médias qui sont sous le contrôle éditorial de gouvernements étrangers ou qui appartiennent à des pays tiers non démocratiques d'acquérir des entreprises de médias européennes; ce système devrait s'appliquer principalement aux pays non démocratiques où les organisations de médias européennes ne sont pas autorisées à exercer librement leur activité ou subissent des pressions pour assurer une couverture en faveur des gouvernements nationaux; ces efforts devraient s'appuyer sur une base de données commune pour faciliter une prévention et/ou des poursuites harmonisées dans toute l'Union européenne;	26. encourage la Commission à mettre au point un système réglementaire à l'échelle de l'Union pour empêcher les entreprises de médias qui sont sous le contrôle éditorial de gouvernements étrangers ou qui appartiennent à des pays tiers non démocratiques ***ou à des États à haut risque*** d'acquérir des entreprises de médias européennes; ce système devrait s'appliquer principalement aux pays non démocratiques ***ou aux États à haut risque*** où les organisations de médias européennes ne sont pas autorisées à exercer librement leur activité ou subissent des pressions pour assurer une couverture en faveur des gouvernements nationaux; ces efforts devraient s'appuyer sur une base de données commune pour faciliter une prévention et/ou des poursuites harmonisées dans toute l'Union européenne;

Or. en

Amendement 474
Jorge Buxadé Villalba

Proposition de résolution
Paragraphe 26

Proposition de résolution	*Amendement*
26. encourage la Commission à mettre au point un système réglementaire à l'échelle de l'Union pour empêcher les entreprises de médias qui sont sous le contrôle éditorial de gouvernements étrangers ou qui appartiennent à des pays tiers non démocratiques d'acquérir des entreprises de médias européennes; ce système devrait s'appliquer principalement aux pays non démocratiques où les organisations de médias européennes ne	26. encourage la Commission à mettre au point***, dans le cadre de ses compétences,*** un système réglementaire à l'échelle de l'Union pour empêcher les entreprises de médias qui sont sous le contrôle éditorial de gouvernements étrangers ou qui appartiennent à des pays tiers non démocratiques d'acquérir des entreprises de médias européennes; ce système devrait s'appliquer principalement aux pays non démocratiques où les

sont pas autorisées à exercer librement leur activité ou subissent des pressions pour assurer une couverture en faveur des gouvernements nationaux; ces efforts devraient s'appuyer sur une base de données commune pour faciliter une prévention et/ou des poursuites harmonisées dans toute l'Union européenne;	organisations de médias européennes ne sont pas autorisées à exercer librement leur activité ou subissent des pressions pour assurer une couverture en faveur des gouvernements nationaux; ces efforts devraient s'appuyer sur une base de données commune pour faciliter une prévention et/ou des poursuites harmonisées dans toute l'Union européenne;

Or. es

Amendement 475
Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Sandro Gozi, Maite Pagazaurtundúa, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Paragraphe 26

Proposition de résolution	*Amendement*
26. encourage la Commission à mettre au point un système réglementaire à l'échelle de l'Union pour empêcher les entreprises de médias qui sont sous le contrôle éditorial de gouvernements étrangers ***ou qui appartiennent à des pays tiers non démocratiques*** d'acquérir des entreprises de médias européennes; ce système devrait s'appliquer principalement aux pays non démocratiques où les organisations de médias européennes ne sont pas autorisées à exercer librement leur activité ou subissent des pressions pour assurer une couverture en faveur des gouvernements nationaux; ces efforts devraient s'appuyer sur une base de données commune pour faciliter une prévention et/ou des poursuites harmonisées dans toute l'Union européenne;	26. encourage la Commission à mettre au point un système réglementaire à l'échelle de l'Union pour empêcher les entreprises de médias qui sont sous le contrôle éditorial de gouvernements étrangers ***à haut risque*** d'acquérir des entreprises de médias européennes; ce système devrait s'appliquer principalement aux pays non démocratiques où les organisations de médias européennes ne sont pas autorisées à exercer librement leur activité ou subissent des pressions pour assurer une couverture en faveur des gouvernements nationaux; ces efforts devraient s'appuyer sur une base de données commune pour faciliter une prévention et/ou des poursuites harmonisées dans toute l'Union européenne;

Or. en

Amendement 476

Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 26

Proposition de résolution	*Amendement*
26. encourage la Commission à mettre au point un système réglementaire à l'échelle de l'Union pour empêcher les entreprises de médias qui sont sous le contrôle éditorial de gouvernements étrangers ou qui appartiennent à des pays tiers non démocratiques d'acquérir des entreprises de médias européennes; ce système devrait s'appliquer principalement aux pays ***non démocratiques*** où les organisations de médias européennes ne sont pas autorisées à exercer librement leur activité ou subissent des pressions pour assurer une couverture en faveur des gouvernements nationaux; ces efforts devraient s'appuyer sur une base de données commune pour faciliter une prévention et/ou des poursuites harmonisées dans toute l'Union européenne;	26. encourage la Commission à mettre au point un système réglementaire à l'échelle de l'Union pour empêcher les entreprises de médias qui sont sous le contrôle éditorial de gouvernements étrangers ou qui appartiennent à des pays tiers non démocratiques d'acquérir des entreprises de médias européennes; ce système devrait s'appliquer principalement aux pays où les organisations de médias européennes ne sont pas autorisées à exercer librement leur activité ou subissent des pressions pour assurer une couverture en faveur des gouvernements nationaux; ces efforts devraient s'appuyer sur une base de données commune pour faciliter une prévention et/ou des poursuites harmonisées dans toute l'Union européenne;

Or. en

Amendement 477
Morten Løkkegaard, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Paragraphe 26 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	26 bis. encourage l'inclusion, dans la législation sur la liberté des médias, de dispositions relatives à la transparence de la propriété des médias, jusqu'à présent contenues dans les recommandations; estime que ces dispositions devraient s'appliquer à tous les médias, car seule une transparence totale de la propriété des médias, que les propriétaires soient

nationaux ou étrangers, peut garantir qu'aucune influence étrangère ne peut être dissimulée dans des médias par ailleurs nationaux ainsi qu'une liberté totale des médias

Or. en

Amendement 478
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 26 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	26 bis. encourage l'inclusion, dans la législation sur la liberté des médias, de dispositions relatives à la transparence de la propriété des médias, jusqu'à présent contenues dans les recommandations; estime que ces dispositions devraient s'appliquer à tous les médias, car seule une transparence totale de la propriété des médias, que les propriétaires soient nationaux ou étrangers, peut garantir qu'aucune influence étrangère ne peut être dissimulée dans des médias par ailleurs nationaux ainsi qu'une liberté totale des médias

Or. en

Amendement 479
Andreas Schieder, Tonino Picula, Radka Maxová, Pierfrancesco Majorino, Nacho Sánchez Amor, Cristina Maestre Martín De Almagro

Proposition de résolution
Paragraphe 26 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	26 bis. encourage l'inclusion, dans la législation sur la liberté des médias, de dispositions relatives à la transparence de

la propriété des médias, jusqu'à présent contenues dans les recommandations; estime que ces dispositions devraient s'appliquer à tous les médias, car seule une transparence totale de la propriété des médias, que les propriétaires soient nationaux ou étrangers, peut garantir qu'aucune influence étrangère ne peut être dissimulée dans des médias par ailleurs nationaux ainsi qu'une liberté totale des médias

Or. en

Amendement 480
Nathalie Loiseau, Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Paragraphe 26 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	26 bis. note que tout mécanisme de réciprocité («clauses miroir») devrait inclure des moyens d'évaluer l'ouverture des espaces d'information des pays tiers, des entretiens réguliers avec les gouvernements des pays tiers, une protection pertinente du secteur européen des médias, des normes visant à garantir le respect des principes fondamentaux tels que les droits de l'homme, l'état de droit et le soutien au Partenariat pour l'information et la démocratie;

Or. en

Amendement 481
Anna Bonfrisco, Marco Campomenosi, Marco Zanni, Silvia Sardone

Proposition de résolution
Paragraphe 26 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	26 bis. insiste sur les risques d'une

coopération déséquilibrée entre les médias chinois et les médias étrangers, en tenant également compte du fait que les médias chinois sont la voix du parti communiste chinois à l'intérieur du pays comme à l'étranger;

Or. en

Amendement 482
Morten Løkkegaard, Bart Groothuis, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Paragraphe 26 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	26 ter. invite les États membres et la Commission à garantir la transparence du financement des organisations participant aux débats publics, telles que les groupes de réflexion nationaux et européens, les instituts politiques, les organisations non gouvernementales, etc.;

Or. en

Amendement 483
Nathalie Loiseau, Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Paragraphe 26 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	26 ter. rappelle qu'il convient de soumettre les médias étrangers autorisés à être diffusés au sein de l'Union aux mêmes obligations que les médias basés dans l'Union;

Or. en

Amendement 484

Aurélia Beigneux

Proposition de résolution
Paragraphe 27

Proposition de résolution	*Amendement*
27. souligne que l'augmentation du déni de la réalité climatique peut être liée à une plus grande adhésion aux théories du complot qui incluent des idées fausses sur tout sujet, de la guerre menée par la Russie en Ukraine aux vaccins contre la COVID-19;	***supprimé***

Or. fr

Amendement 485
Jorge Buxadé Villalba

Proposition de résolution
Paragraphe 27

Proposition de résolution	*Amendement*
27. souligne que ***l'augmentation du déni de la réalité climatique peut être liée à une plus grande adhésion aux théories du complot qui incluent des idées fausses sur tout sujet, de*** la guerre menée par la Russie en Ukraine ***aux*** vaccins contre la COVID-19;	27. souligne que***, pour ce qui concerne les questions d'actualité telles que les changements climatiques à l'échelle mondiale,*** la guerre ***d'agression*** menée par la Russie en Ukraine ***ou les*** vaccins contre la COVID-19***, il importe de respecter et de promouvoir la liberté d'expression et le débat public fondé sur des éléments factuels***; ***fait remarquer que les tentatives répétées visant à imposer une version unique des faits, notamment sur des questions qui n'ont pas pu être prouvées scientifiquement bien qu'elles revêtent un certain caractère consensuel, encouragent la propagation de théories du complot et vont à l'encontre d'une société démocratique et dotée d'un esprit critique;***

Or. es

Amendement 486

Andreas Schieder, Tonino Picula, Radka Maxová, Pierfrancesco Majorino, Nacho Sánchez Amor, Cristina Maestre Martín De Almagro

Proposition de résolution
Paragraphe 27

Proposition de résolution	*Amendement*
27. souligne que l'augmentation du déni de la réalité climatique peut être liée à une plus grande adhésion aux théories du complot qui incluent des idées fausses sur ***tout sujet, de*** la guerre menée par la Russie en Ukraine ***aux*** vaccins contre la COVID-19;	27. souligne que l'augmentation du déni de la réalité climatique peut être liée à une plus grande adhésion aux théories du complot qui ***sont basées sur la création délibérée d'une contre-réalité, et qui*** incluent des idées fausses sur la guerre menée par la Russie en Ukraine ***et les*** vaccins contre la COVID-19 ***et diffusent un rejet de la science***; ***souligne que les acteurs étrangers diffusant de la désinformation sur le changement climatique et la politique climatique de l'Union contribuent à miner le soutien du public, certains acteurs nationaux reprenant par ailleurs cette désinformation climatique dans leurs discours pour l'utiliser à leurs propres fins politiques.***

Or. en

Amendement 487
Nathalie Loiseau, Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Paragraphe 27

Proposition de résolution	*Amendement*
27. souligne que l'augmentation du déni de la réalité climatique peut être liée à une plus grande adhésion aux théories du complot qui incluent des idées fausses sur tout sujet, de la guerre menée par la Russie en Ukraine aux vaccins contre la COVID-19;	27. ***s'inquiète de la montée en puissance des contenus pseudo-scientifiques marginaux qui alimentent la désinformation scientifique;*** souligne que l'augmentation du déni de la réalité climatique peut être liée à une plus grande adhésion aux théories du complot qui incluent des idées fausses sur tout sujet, de la guerre menée par la Russie en Ukraine aux vaccins contre la COVID-19;

Or. en

Amendement 488
Sunčana Glavak

Proposition de résolution
Paragraphe 27

Proposition de résolution	*Amendement*
27. souligne que l'augmentation du déni de la réalité climatique peut être liée à une plus grande adhésion aux théories du complot qui incluent des idées fausses sur tout sujet, de la guerre menée par la Russie en Ukraine aux vaccins contre la COVID-19;	27. souligne que l'augmentation du déni de la réalité climatique peut être liée à une plus grande adhésion aux théories du complot***, qui sont, en particulier, diffusées et amplifiées sur les médias sociaux et les portails marginaux en ligne, et*** qui incluent des idées fausses sur tout sujet, de la guerre menée par la Russie en Ukraine aux vaccins contre la COVID-19;

Or. hr

Amendement 489
Sabine Verheyen, Daniel Caspary, Monika Hohlmeier, Marlene Mortler, Markus Pieper, Christine Schneider, Ralf Seekatz, Sven Simon, Axel Voss

Proposition de résolution
Paragraphe 27

Proposition de résolution	*Amendement*
27. souligne que l'***augmentation du déni de la réalité climatique peut être liée à une plus grande*** adhésion aux théories du complot ***qui incluent des idées fausses sur tout sujet, de*** la guerre menée par la Russie en Ukraine ***aux vaccins contre la COVID-19***;	27. souligne que l'adhésion ***toujours plus large*** aux théories du complot***, phénomène également lié à une hausse du nombre de climatosceptiques et à une compréhension de plus en plus erronée d'un large éventail de sujets, des vaccins contre la COVID-19 à*** la guerre menée par la Russie en Ukraine;

Or. de

Amendement 490
Clare Daly

Proposition de résolution
Paragraphe 27

Proposition de résolution	*Amendement*
27. souligne que l'augmentation du déni de la réalité climatique peut être liée à une plus grande adhésion aux théories du complot ***qui incluent des idées fausses sur tout sujet, de la guerre menée par la Russie en Ukraine aux vaccins contre la COVID-19***;	27. souligne que l'augmentation du déni de la réalité climatique peut être liée à une plus grande adhésion aux théories du complot;

Or. en

Amendement 491
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 27

Proposition de résolution	*Amendement*
27. souligne que l'augmentation du déni de la réalité climatique peut être liée à une plus grande adhésion aux théories du complot qui incluent des idées ***fausses*** sur tout sujet, de la guerre menée par la Russie en Ukraine aux ***vaccins contre*** la COVID-19;	27. souligne que l'augmentation du déni de la réalité climatique peut être liée à une plus grande adhésion ***dans le débat public*** aux théories du complot qui incluent des idées ***sans fondement factuel solide*** sur tout sujet, de la guerre menée par la Russie en Ukraine aux ***migrations et à*** la ***pandémie de*** COVID-19;

Or. en

Amendement 492
Petras Auštrevičius, Bart Groothuis, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Paragraphe 27

Proposition de résolution	*Amendement*
27. souligne que l'augmentation du déni de la réalité climatique peut être liée à	27. souligne que l'augmentation du déni de la réalité climatique peut être liée à

une plus grande adhésion aux théories du complot qui incluent des idées fausses sur tout sujet, de la guerre menée par la Russie ***en Ukraine*** aux vaccins contre la COVID-19;

une plus grande adhésion aux théories du complot qui incluent des idées fausses sur tout sujet, de la guerre ***d'agression*** menée par la Russie ***contre l'Ukraine*** aux vaccins contre la COVID-19;

Or. en

Amendement 493
Isabel Wiseler-Lima, Vladimír Bilčík

Proposition de résolution
Paragraphe 27

Proposition de résolution	*Amendement*
27. souligne que l'augmentation du déni de la réalité climatique peut être liée à une plus grande adhésion aux théories du complot qui incluent des idées fausses sur tout sujet, de la guerre menée par la Russie en Ukraine aux vaccins contre la COVID-19;	27. souligne que l'augmentation du déni de la réalité ***du changement*** climatique peut être liée à une plus grande adhésion aux théories du complot qui incluent des idées fausses sur tout sujet, de la guerre menée par la Russie en Ukraine aux vaccins contre la COVID-19;

Or. en

Amendement 494
Jorge Buxadé Villalba

Proposition de résolution
Paragraphe 28

Proposition de résolution	*Amendement*
28. soutient l'appel lancé lors de la COP27 par d'éminents experts du climat aux entreprises technologiques pour qu'elles s'attaquent au problème croissant de la désinformation, et en particulier pour qu'elles acceptent une définition universelle de la désinformation climatique qui englobe la déformation des preuves scientifiques et la promotion de fausses solutions, pour qu'elles s'engagent à ne pas mettre en ligne de publicité comportant des informations	***supprimé***

erronées/de la désinformation sur le climat et pour qu'elles partagent leurs recherches internes sur la diffusion de la désinformation climatique sur leurs plateformes;

Or. es

Amendement 495
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 28

Proposition de résolution	*Amendement*
28. soutient l'appel lancé lors de la COP27 par d'éminents experts du climat ***aux entreprises technologiques*** pour ***qu'elles s'attaquent*** au problème croissant de la désinformation, et en particulier pour ***qu'elles acceptent*** une définition universelle de la désinformation climatique qui englobe la déformation des preuves scientifiques et la promotion de fausses solutions, pour ***qu'elles s'engagent*** à ne pas mettre en ligne de publicité comportant des informations erronées/de la désinformation sur le climat ***et pour qu'elles partagent leurs*** recherches internes sur la diffusion de la désinformation climatique sur les plateformes***;***	28. soutient l'appel lancé lors de la COP27 par d'éminents experts du climat pour ***s'attaquer*** au problème croissant de la désinformation, et en particulier pour ***adopter*** une définition universelle de la désinformation climatique qui englobe la déformation des preuves scientifiques et la promotion de fausses solutions, pour ***s'engager*** à ne pas mettre en ligne de publicité comportant des informations erronées/de la désinformation sur le climat***, pour partager les*** recherches internes sur la diffusion de la désinformation climatique sur leurs plateformes ***et pour travailler activement avec des partenaires agréés dans les secteurs du climat et de la recherche pour comprendre l'ampleur et la prévalence de la désinformation climatique sur leurs produits et élaborer des réponses proportionnées;***

Or. en

Amendement 496
Andreas Schieder, Tonino Picula, Radka Maxová, Pierfrancesco Majorino, Nacho Sánchez Amor, Cristina Maestre Martín De Almagro

Proposition de résolution
Paragraphe 28

Proposition de résolution	*Amendement*
28. soutient l'appel lancé lors de la COP27 par d'éminents experts du climat aux entreprises technologiques pour qu'elles s'attaquent au problème croissant de la désinformation, et en particulier pour qu'elles acceptent une définition universelle de la désinformation climatique qui englobe la déformation des preuves scientifiques et la promotion de fausses solutions, pour qu'elles s'engagent à ne pas mettre en ligne de publicité comportant des informations erronées/de la désinformation sur le climat***;*** et pour qu'elles partagent leurs recherches internes sur la diffusion de la désinformation climatique sur leurs plateformes;	28. soutient l'appel lancé lors de la COP27 par d'éminents experts du climat aux entreprises technologiques pour qu'elles s'attaquent au problème croissant de la désinformation, et en particulier pour qu'elles acceptent une définition universelle de la désinformation climatique qui englobe la déformation des preuves scientifiques et la promotion de fausses solutions, pour qu'elles s'engagent à ne pas mettre en ligne de publicité comportant des informations erronées/de la désinformation sur le climat ***et l'écoblanchiment,*** et pour qu'elles partagent leurs recherches internes sur la diffusion de la désinformation climatique ***et l'écoblanchiment*** sur leurs plateformes;
	Or. en

Amendement 497
David Lega

Proposition de résolution
Paragraphe 28

Proposition de résolution	*Amendement*
28. soutient l'appel lancé lors de la COP27 par d'éminents experts du climat aux entreprises technologiques pour qu'elles s'attaquent au problème croissant de la désinformation, et en particulier pour qu'elles acceptent une définition universelle de la désinformation climatique qui englobe la déformation des preuves scientifiques et la promotion de fausses solutions, pour qu'elles s'engagent à ne pas mettre en ligne de publicité comportant des informations erronées/de la désinformation sur le climat***;*** et pour qu'elles partagent leurs recherches internes sur la diffusion de la désinformation climatique sur leurs plateformes;	28. soutient l'appel lancé lors de la COP27 par d'éminents experts du climat aux entreprises technologiques pour qu'elles s'attaquent au problème croissant de la désinformation, et en particulier pour qu'elles acceptent une définition universelle de la désinformation climatique qui englobe la déformation des preuves scientifiques et la promotion de fausses solutions, pour qu'elles s'engagent à ***respecter l'objectif de*** ne pas mettre en ligne de publicité comportant des informations erronées/de la désinformation sur le climat**,** et pour qu'elles partagent leurs recherches internes sur la diffusion de la désinformation climatique sur leurs plateformes;

Or. en

Amendement 498
Sandra Kalniete

Proposition de résolution
Paragraphe 28 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	28 bis. encourage à inclure dans la législation sur la liberté des médias des dispositions relatives à la transparence de la propriété des médias qui s'appliquent à tous les médias, que leurs propriétaires soient nationaux ou étrangers, afin de garantir que l'influence étrangère ne puisse être dissimulée.

Or. en

Amendement 499
Jorge Buxadé Villalba

Proposition de résolution
Paragraphe 29

Proposition de résolution	*Amendement*
29. appelle les plateformes à prendre des mesures pour empêcher la diffusion de publicités favorisant le déni de la réalité climatique;	***supprimé***

Or. es

Amendement 500
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 29

Proposition de résolution	*Amendement*

29. appelle les plateformes à prendre des mesures pour empêcher la diffusion de publicités favorisant le déni de la réalité climatique;	29. appelle les plateformes à prendre des mesures pour empêcher la diffusion de publicités favorisant le déni de la réalité climatique; ***reconnaît l'urgence de démonétiser la diffusion de l'économie de la désinformation autour du changement climatique, actuellement facilitée par la publicité, y compris au moyen de produits et services technologiques opaques, en ligne ainsi que dans les médias audiovisuels et imprimés traditionnels; souligne qu'une réponse coordonnée devrait également tenir compte de la manière dont les modèles économiques actuels perpétuent une économie du contenu faux, trompeur et incendiaire dans les médias sociaux, dont on sait qu'elle amplifie le négationnisme climatique et la désinformation sur l'action climatique au détriment des connaissances scientifiques vérifiées;***
	Or. en

Amendement 501
Sunčana Glavak

Proposition de résolution
Paragraphe 29

Proposition de résolution	*Amendement*
29. appelle les plateformes à prendre des mesures pour empêcher la diffusion de publicités favorisant le déni de la réalité climatique;	29. appelle les plateformes à prendre des mesures pour empêcher la diffusion de publicités favorisant le déni de la réalité climatique ***et d'également les appliquer aux théories du complot et aux fausses informations sur d'autres questions sociales pertinentes***;
	Or. hr

Amendement 502
David Lega

Proposition de résolution

Paragraphe 29

Proposition de résolution	*Amendement*
29. appelle les plateformes à prendre des mesures pour empêcher la diffusion de publicités favorisant le déni de la réalité climatique;	29. appelle les plateformes à prendre des mesures pour ***renforcer la transparence et*** empêcher la diffusion de publicités favorisant le déni de la réalité climatique;

Or. en

Amendement 503
Andreas Schieder, Tonino Picula, Radka Maxová, Pierfrancesco Majorino, Nacho Sánchez Amor, Cristina Maestre Martín De Almagro

Proposition de résolution
Paragraphe 29

Proposition de résolution	*Amendement*
29. appelle les plateformes à ***prendre des mesures pour empêcher*** la diffusion de publicités favorisant le déni de la réalité climatique;	29. appelle les plateformes à ***interdire*** la diffusion de publicités favorisant le déni de la réalité climatique;

Or. en

Amendement 504
Jorge Buxadé Villalba

Proposition de résolution
Paragraphe 30

Proposition de résolution	*Amendement*
30. déplore que plusieurs négateurs du changement climatique aient acheté des «coches bleues» sur Twitter, acquérant ainsi un «statut vérifié», et diffusent des désinformations sous couvert de ce statut «privilégié»;	***supprimé***

Or. es

Amendement 505
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 30

Proposition de résolution	*Amendement*
30. ***déplore que plusieurs négateurs du*** changement climatique ***aient acheté des «coches bleues» sur Twitter, acquérant ainsi un*** «statut vérifié», et ***diffusent*** des désinformations sous couvert de ce statut «privilégié»;	30. ***constate avec inquiétude que de nombreuses voix parmi les plus influentes qui font commerce du déni du*** changement climatique ***et des attaques contre l'action climatique ont un*** «statut vérifié» ***sur diverses plateformes de médias sociaux, notamment sur Twitter, ce qui leur permet de diffuser des informations erronées*** et des désinformations sous couvert de ce statut «privilégié» ***auprès de millions d'adeptes, et qu'elles sont souvent basées en dehors de l'Union européenne, mettant à profit la nature transnationale de la désinformation et l'influence démesurée des acteurs externes sur le discours public dans les États membres***;

Or. en

Amendement 506
Sunčana Glavak

Proposition de résolution
Paragraphe 30

Proposition de résolution	*Amendement*
30. déplore que plusieurs négateurs du changement climatique aient acheté des «coches bleues» sur Twitter, acquérant ainsi un «statut vérifié», et diffusent des désinformations sous couvert de ce statut «privilégié»;	30. déplore que plusieurs négateurs du changement climatique aient acheté des «coches bleues» sur Twitter, acquérant ainsi un «statut vérifié», et diffusent des désinformations sous couvert de ce statut «privilégié»; ***espère que la vérification des comptes sur les médias sociaux reposera sur la vérification non seulement de l'identité, mais également du contenu publié par ces comptes;***

Or. hr

Amendement 507
Nathalie Loiseau, Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Paragraphe 30

Proposition de résolution	*Amendement*
30. déplore que plusieurs négateurs du changement climatique aient acheté des «coches bleues» sur Twitter, acquérant ainsi un «statut vérifié», et diffusent des désinformations sous couvert de ce statut «privilégié»;	30. déplore que plusieurs négateurs du changement climatique aient acheté des «coches bleues» sur Twitter, acquérant ainsi un «statut vérifié», et diffusent des désinformations sous couvert de ce statut «privilégié»; ***demande à Twitter de mettre en place des contrôles plus stricts lors de la vente de ses «coches bleues»; rappelle que le statut vérifié doit être un indicateur de confiance, et non un indicateur de richesse;***

Or. en

Amendement 508
Aurélia Beigneux

Proposition de résolution
Paragraphe 30

Proposition de résolution	*Amendement*
30. déplore ***que plusieurs négateurs du changement climatique aient acheté*** des «coches bleues» sur Twitter***, acquérant*** ainsi un «statut vérifié», et ***diffusent des désinformations sous couvert de ce statut «privilégié»***;	30. déplore ***le système*** des «coches bleues» sur Twitter ***et autres mécanismes de certification arbitraires ou payants, permettant à des comptes d'acquérir*** ainsi un «statut vérifié», et ***donnant une garantie d'authenticité à l'information qu'ils relaient***;

Or. fr

Amendement 509
Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Sandro Gozi, Maite Pagazaurtundúa, Petras Auštrevičius, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Paragraphe 30

Proposition de résolution	*Amendement*
30. déplore que plusieurs négateurs du changement climatique ***aient acheté*** des «coches bleues» sur Twitter, acquérant ainsi un «statut vérifié», et diffusent des désinformations sous couvert de ce statut «privilégié»;	30. déplore que plusieurs négateurs du changement climatique ***puissent acheter*** des «coches bleues» sur Twitter, acquérant ainsi un «statut vérifié», et diffusent des désinformations sous couvert de ce statut «privilégié»;

Or. en

Amendement 510
Morten Løkkegaard, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Paragraphe 30 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	30 bis. demande à la Commission de déterminer si la mise en œuvre et l'application du règlement général sur la protection des données empêchent les autorités et les chercheurs d'enquêter sur les tendances en matière de désinformation et sur les actions des plateformes en ligne pour contrer la désinformation malveillante;

Or. en

Amendement 511
Clare Daly

Proposition de résolution
Paragraphe 31

Proposition de résolution	*Amendement*
31. ***rappelle*** que le modèle économique des plateformes en ligne ***repose aujourd'hui encore sur les données, et*** que la capacité de ces plateformes à	31. ***déplore*** que le modèle économique des plateformes en ligne***, axé sur la publicité, impose des solutions conceptuelles qui favorisent la***

collecter de grandes quantités de données à caractère personnel, sur fond de réglementation laxe du marché des données, présente toujours d'importants risques de manipulation des données;

polarisation et les opinions extrêmes et conduisent à la dégradation du débat public et au développement des théories du complot et de la désinformation; rappelle que la capacité de ces plateformes à collecter de grandes quantités de données à caractère personnel, sur fond de réglementation laxe du marché des données, présente toujours d'importants risques de manipulation des données; ***pense que les approches ad hoc pour contrer la désinformation en ligne doivent être accompagnées d'efforts systématiques pour s'attaquer aux effets pernicieux du modèle économique de la publicité ciblée sur la santé des sociétés démocratiques;***

Or. en

Amendement 512
Sandro Gozi, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Paragraphe 31

Proposition de résolution	*Amendement*
31. rappelle que le modèle économique des plateformes en ligne repose aujourd'hui encore sur les données, et que la capacité de ces plateformes à collecter de grandes quantités de données à caractère personnel, sur fond de réglementation laxe du marché des données, présente toujours d'importants risques de manipulation des données;	31. rappelle que le modèle économique des plateformes en ligne repose aujourd'hui encore sur les données, et que la capacité de ces plateformes à collecter de grandes quantités de données à caractère personnel, sur fond de réglementation laxe du marché des données, présente toujours d'importants risques de manipulation des données; ***souligne que le règlement général sur la protection des données, la législation sur les services numériques, le code de bonnes pratiques contre la désinformation et le règlement relatif à la transparence et au ciblage de la publicité à caractère politique à venir créent des garanties supplémentaires contre ces pratiques abusives et manipulatrices;***

Or. en

Amendement 513
Andreas Schieder, Tonino Picula, Radka Maxová, Pierfrancesco Majorino, Nacho Sánchez Amor, Cristina Maestre Martín De Almagro

Proposition de résolution
Paragraphe 31

Proposition de résolution	*Amendement*
31. rappelle que le modèle économique des plateformes en ligne repose aujourd'hui encore sur les données, et que la capacité de ces plateformes à collecter de grandes quantités de données à caractère personnel, sur fond de réglementation laxe du marché des données, présente toujours d'importants risques de manipulation des données;	31. rappelle que le modèle économique des plateformes en ligne repose aujourd'hui encore sur les données, et que la capacité de ces plateformes à collecter de grandes quantités de données à caractère personnel, sur fond de réglementation laxe du marché des données, présente toujours d'importants risques de manipulation des données; ***réitère son soutien à toutes les mesures visant à interdire le micro-ciblage en matière de publicité à caractère politique, et notamment, mais pas uniquement, le micro-ciblage basé sur des données à caractère personnel sensibles, telles que l'origine ethnique, les croyances religieuses ou l'orientation sexuelle;***

Or. en

Amendement 514
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 31

Proposition de résolution	*Amendement*
31. rappelle que le modèle économique des plateformes en ligne repose ***aujourd'hui*** encore sur ***les données, et que la capacité de ces plateformes à collecter de grandes quantités de*** données à caractère personnel***, sur fond de réglementation laxe du marché des données, présente toujours*** d'importants risques de manipulation des données;	31. rappelle que le modèle économique des plateformes en ligne repose encore sur ***de la publicité qui repose sur des*** données à caractère personnel ***et que, par conséquent, participation accrue rime avec hausse des recettes publicitaires, alors que la participation est générée par des algorithmes qui récompensent les opinions polarisées et extrêmes au détriment des informations basées sur les***

faits et présentent donc d'importants risques de manipulation des données;

Or. en

Amendement 515
Sunčana Glavak

Proposition de résolution
Paragraphe 31

Proposition de résolution	*Amendement*
31. rappelle que le modèle économique des plateformes en ligne repose aujourd'hui encore sur ***les*** données, et que la capacité de ces plateformes à collecter de grandes quantités de données à caractère personnel, sur fond de réglementation laxe du marché des données, présente toujours d'importants risques de manipulation des données;	31. rappelle que le modèle économique des plateformes en ligne repose aujourd'hui encore sur ***des*** données ***et des algorithmes manquant de transparence***, et que la capacité de ces plateformes à collecter de grandes quantités de données à caractère personnel, sur fond de réglementation laxe du marché des données, présente toujours d'importants risques de manipulation des données et ***d'informations fondées sur des algorithmes***;

Or. hr

Amendement 516
Nathalie Loiseau, Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Paragraphe 32

Proposition de résolution	*Amendement*
32. déplore que les grandes plateformes, telles que Meta, Google, YouTube ***ou*** TikTok, soient toujours à la traîne en matière de lutte active contre la désinformation, malgré les appels constants des régulateurs, de la société civile, voire, en interne, des personnels responsables des questions d'intégrité;	32. déplore que les grandes plateformes, telles que Meta, Google, YouTube***,*** TikTok ***et Twitter***, soient toujours à la traîne en matière de lutte active contre la désinformation, malgré les appels constants des régulateurs, de la société civile, voire, en interne, des personnels responsables des questions d'intégrité; ***rappelle que les campagnes de désinformation et d'ingérence reposent***

fortement sur la coordination interplateforme de la désinformation et du micro-ciblage; invite donc instamment toutes les plateformes, y compris les plus petites, à renforcer leur coordination afin de mieux identifier les campagnes et d'empêcher leur propagation;

Or. en

Amendement 517
Sunčana Glavak

Proposition de résolution
Paragraphe 32

Proposition de résolution	*Amendement*
32. déplore que les grandes plateformes, telles que Meta, Google, YouTube ou TikTok, soient toujours à la traîne en matière de lutte active contre la désinformation, malgré les appels constants des régulateurs, de la société civile, voire, en interne, des personnels responsables des questions d'intégrité;	32. déplore que les grandes plateformes, telles que Meta, Google, YouTube ou TikTok, soient toujours à la traîne en matière de lutte active contre la désinformation, malgré les appels constants des régulateurs, de la société civile, voire, en interne, des personnels responsables des questions d'intégrité; ***apprécie les progrès réalisés en ce qui concerne la coopération des grandes plateformes de médias sociaux dans la lutte contre les fausses informations; note que les plateformes de médias sociaux restent le canal le plus puissant pour encourager le débat démocratique entre les citoyens;***

Or. hr

Amendement 518
Anna Bonfrisco, Silvia Sardone, Marco Zanni, Marco Campomenosi

Proposition de résolution
Paragraphe 32

Proposition de résolution	*Amendement*
32. déplore que les grandes plateformes, telles que Meta, Google,	32. déplore que les grandes plateformes, telles que Meta, Google,

YouTube ou TikTok, soient toujours à la traîne en matière de lutte active contre la désinformation, malgré les appels constants des régulateurs, de la société civile, voire, en interne, des personnels responsables des questions d'intégrité;	YouTube ou TikTok, soient toujours à la traîne en matière de lutte active contre la désinformation, malgré les appels constants des régulateurs, de la société civile, voire, en interne, des personnels responsables des questions d'intégrité; ***invite les grandes plateformes à développer les technologies numériques, y compris l'intelligence artificielle, suivant une approche anthropocentrique basée sur les droits humains et l'état de droit;***

Or. it

Amendement 519
Vladimír Bilčík, David Lega, Sabine Verheyen, Isabel Wiseler-Lima, Javier Zarzalejos, Andrey Kovatchev

Proposition de résolution
Paragraphe 32

Proposition de résolution	*Amendement*
32. déplore que les grandes plateformes, telles que Meta, Google, YouTube ou TikTok, soient toujours à la traîne en matière de lutte active contre la désinformation, malgré les appels constants des régulateurs, de la société civile, voire, en interne, des personnels responsables des questions d'intégrité;	32. déplore que les grandes plateformes, telles que Meta, Google, YouTube ou TikTok, soient toujours à la traîne en matière de lutte active contre la désinformation, malgré les appels constants des régulateurs, de la société civile, voire, en interne, des personnels responsables des questions d'intégrité; ***se félicite des appels répétés du commissaire européen chargé du marché intérieur à se conformer aux règles de l'Union de la législation sur les services numériques;***

Or. en

Amendement 520
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 32

Proposition de résolution	*Amendement*
32. déplore que les grandes plateformes, telles que Meta, Google, YouTube ou TikTok, soient toujours à la traîne en matière de lutte active contre la désinformation, malgré les appels constants des régulateurs, de la société civile, voire, en interne, des personnels responsables des questions d'intégrité;	32. déplore que les grandes plateformes, telles que Meta, Google, YouTube ou TikTok, soient toujours à la traîne en matière de lutte active contre la désinformation, ***ayant même licencié du personnel au cours des derniers mois,*** malgré les appels constants des régulateurs, de la société civile, voire, en interne, des personnels responsables des questions d'intégrité;

Or. en

Amendement 521
Jorge Buxadé Villalba

Proposition de résolution
Paragraphe 32

Proposition de résolution	*Amendement*
32. déplore que les grandes plateformes, telles que Meta, Google, YouTube ou TikTok, soient toujours ***à la traîne en matière de lutte active contre la désinformation, malgré les appels constants des régulateurs, de la société civile, voire, en interne, des personnels responsables des questions d'intégrité***;	32. déplore que les grandes plateformes, telles que Meta, Google, YouTube ou TikTok, ***ne*** soient toujours ***pas neutres alors qu'elles sont considérées comme telles dans la réglementation; demande, dans cette optique, que les plateformes qui modifient les contenus légaux soient tenues pour responsables de tous les contenus qu'elles hébergent, à l'instar des autres médias de communication***;

Or. es

Amendement 522
Jorge Buxadé Villalba

Proposition de résolution
Paragraphe 32 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	32 bis. rappelle que les plateformes

	appartiennent, pour la plupart, à des conglomérats étrangers, principalement des États-Unis, de sorte que la modération de contenus, et donc l'ingérence dans le débat public au sein des États membres, constitue un acte d'ingérence étrangère qui sert le plus souvent les intérêts stratégiques de ce pays; rappelle également, à cet égard, que les États-Unis sont certes un allié majeur de l'Union, mais que leurs intérêts stratégiques ne coïncident pas toujours avec ceux des États membres;

Or. es

Amendement 523
Jorge Buxadé Villalba

Proposition de résolution
Paragraphe 33

Proposition de résolution	*Amendement*
33. regrette que les entreprises de médias sociaux ne réagissent souvent que lorsque les citoyens, les chercheurs ou les médias signalent certains contenus, et qu'elles ne soient pas aussi performantes lorsqu'il s'agit de repérer et de supprimer de manière proactive la désinformation et les informations erronées sur leurs plateformes;	***supprimé***

Or. es

Amendement 524
Andreas Schieder, Tonino Picula, Radka Maxová, Pierfrancesco Majorino, Nacho Sánchez Amor, Cristina Maestre Martín De Almagro

Proposition de résolution
Paragraphe 33

Proposition de résolution	*Amendement*
33. regrette que les entreprises de	33. regrette que les entreprises de

médias sociaux ne réagissent souvent que lorsque les citoyens, les chercheurs ou les médias signalent certains contenus, et qu'elles ne soient pas aussi performantes lorsqu'il s'agit de repérer et de supprimer de manière proactive la désinformation et les informations erronées sur leurs plateformes;

médias sociaux ne réagissent souvent que lorsque les citoyens, les chercheurs ou les médias signalent certains contenus, et qu'elles ne soient pas aussi performantes lorsqu'il s'agit de repérer et de supprimer de manière proactive la désinformation et les informations erronées sur leurs plateformes; ***déplore que cette inaction des plateformes en ligne soit à imputer à l'absence de règles contraignantes dans le cadre réglementaire européen.***

Or. en

Amendement 525
Nathalie Loiseau, Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Paragraphe 33

Proposition de résolution	*Amendement*
33. regrette que les entreprises de médias sociaux ***ne réagissent souvent que lorsque les citoyens, les chercheurs ou les médias signalent certains contenus,*** et qu'elles ne soient pas aussi performantes lorsqu'il s'agit de repérer et de supprimer de manière proactive la désinformation et les informations erronées sur leurs plateformes;	33. regrette que les entreprises de médias sociaux ***n'assument pas leurs pleines responsabilités*** et qu'elles ne soient pas aussi performantes lorsqu'il s'agit de repérer et de supprimer de manière proactive la désinformation et les informations erronées sur leurs plateformes; ***rappelle que leur modèle économique repose sur un accès aux données pertinentes; regrette qu'elles n'agissent souvent que lorsque les citoyens, les chercheurs ou les médias signalent certains contenus;***

Or. en

Amendement 526
Sunčana Glavak

Proposition de résolution
Paragraphe 33

Proposition de résolution	*Amendement*

33. regrette que les entreprises de médias sociaux ne réagissent souvent que lorsque les citoyens, les chercheurs ou les médias signalent certains contenus, et qu'elles ne soient pas aussi performantes lorsqu'il s'agit de repérer et de supprimer de manière proactive la désinformation et les informations erronées sur leurs plateformes;	33. regrette que les entreprises de médias sociaux ne réagissent souvent que lorsque les citoyens, les chercheurs ou les médias signalent certains contenus, et qu'elles ne soient pas aussi performantes lorsqu'il s'agit de repérer et de supprimer de manière proactive ***et rapide*** la désinformation et les informations erronées sur leurs plateformes;

Or. hr

Amendement 527
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 33

Proposition de résolution	*Amendement*
33. regrette que les entreprises de médias sociaux ne réagissent souvent que lorsque les citoyens, les chercheurs ou les médias signalent certains contenus, et qu'elles ne soient pas aussi performantes lorsqu'il s'agit de repérer et de supprimer ***de manière proactive*** la désinformation ***et les informations erronées*** sur leurs plateformes;	33. regrette que les entreprises de médias sociaux ne réagissent souvent que lorsque les citoyens, les chercheurs ou les médias signalent certains contenus, et qu'elles ne soient pas aussi performantes lorsqu'il s'agit de repérer et de supprimer la désinformation sur leurs plateformes;

Or. en

Amendement 528
Morten Løkkegaard, Bart Groothuis, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Paragraphe 33 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	33 bis. déplore vivement les allégations selon lesquelles les plateformes en ligne limiteraient le plein accès des chercheurs aux données pertinentes pour lutter contre la désinformation; appelle les

plateformes en ligne à respecter pleinement leurs obligations futures en vertu de la législation sur les services numériques et celles en vigueur conformément au code de bonnes pratiques contre la désinformation; souligne la nécessité potentielle d'un code de conduite relatif à l'accès des chercheurs aux données sur les plateformes en ligne ou d'un acte délégué consolidant les obligations imposées aux plateformes en ligne pour garantir l'accès aux données pertinentes;

Or. en

Amendement 529
Sunčana Glavak

Proposition de résolution
Paragraphe 33 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	33 bis. demande aux plateformes de donner la priorité aux comptes vérifiés, tels que les médias indépendants et les vérificateurs de faits;

Or. hr

Amendement 530
Jorge Buxadé Villalba

Proposition de résolution
Paragraphe 3

Proposition de résolution	*Amendement*
34. invite les plateformes à allouer des ressources et des capacités supplémentaires au suivi et à la modération des contenus et des comportements préjudiciables, dans toutes les langues officielles de l'Union ainsi que dans les langues et dialectes locaux;	***supprimé***

Or. es

Amendement 531
Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Sandro Gozi, Maite Pagazaurtundúa, Petras Auštrevičius, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Paragraphe 34

Proposition de résolution	*Amendement*
34. invite les plateformes à allouer des ressources et des capacités supplémentaires au suivi et à la modération des contenus et des comportements préjudiciables, dans toutes les langues officielles de l'Union ***ainsi que dans les*** langues ***et dialectes locaux***;	34. invite les plateformes à allouer des ressources et des capacités supplémentaires au suivi et à la modération des contenus et des comportements préjudiciables, dans toutes les langues officielles de l'Union***; encourage les plateformes à augmenter le financement et à améliorer l'intégration des vérificateurs de faits accrédités tiers qui agissent conformément aux normes du secteur, dans toutes les*** langues ***de l'Union, et encourage l'Observatoire européen des médias numériques à superviser cette collaboration afin de garantir que les vérificateurs de faits bénéficient d'un soutien et d'un accès suffisants pour s'acquitter correctement de leur mission***;

Or. en

Amendement 532
Morten Løkkegaard, Bart Groothuis, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Paragraphe 34

Proposition de résolution	*Amendement*
34. invite les plateformes à allouer des ressources et des capacités supplémentaires au suivi et à la modération des contenus et des comportements préjudiciables, dans toutes les langues officielles de l'Union ainsi que dans les langues et dialectes locaux;	34. invite les plateformes à allouer des ressources et des capacités supplémentaires au suivi et à la modération des contenus et des comportements préjudiciables, dans toutes les langues officielles de l'Union ainsi que dans les langues et dialectes locaux; ***rappelle la nécessité pour les***

plateformes en ligne de garantir les droits fondamentaux des citoyens européens, tels que la liberté d'expression et d'information, comme mentionné aux considérants 22, 41, 42 et 105 de la législation sur les services numériques;

Or. en

Amendement 533
Anna Bonfrisco, Silvia Sardone, Marco Zanni, Marco Campomenosi

Proposition de résolution
Paragraphe 34

Proposition de résolution	*Amendement*
34. invite les plateformes à allouer des ressources et des capacités supplémentaires au suivi et à la modération des contenus et des comportements préjudiciables, dans ***toutes*** les langues officielles de l'Union ainsi que dans les langues et dialectes locaux;	34. invite les plateformes à allouer des ressources et des capacités supplémentaires au suivi et à la modération des contenus et des comportements préjudiciables, ***et même à valoriser les contenus et leur traduction*** dans les langues officielles de l'Union ainsi que dans les langues et dialectes locaux;

Or. it

Amendement 534
David Lega

Proposition de résolution
Paragraphe 34

Proposition de résolution	*Amendement*
34. invite les plateformes à allouer des ressources et des capacités supplémentaires au suivi et à la modération des contenus et des comportements préjudiciables***, dans toutes les langues officielles de l'Union ainsi que dans les langues et dialectes locaux***;	34. invite les plateformes à allouer des ressources et des capacités supplémentaires au suivi et à la modération des contenus et des comportements préjudiciables;

Or. en

Amendement 535
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 34

Proposition de résolution	*Amendement*
34. invite les plateformes à allouer des ressources et des capacités supplémentaires au suivi et à la modération des contenus et des comportements préjudiciables, dans toutes les langues officielles de l'Union ainsi que dans les langues et dialectes locaux;	34. invite les plateformes à allouer ***du personnel qualifié,*** des ressources et des capacités supplémentaires au suivi et à la modération des contenus et des comportements préjudiciables, dans toutes les langues officielles de l'Union ainsi que dans les langues et dialectes locaux;

Or. en

Amendement 536
Nathalie Loiseau, Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Paragraphe 35

Proposition de résolution	*Amendement*
35. fait remarquer qu'il est également très regrettable que les grandes plateformes technologiques ne proposent pas de service client humain à humain dans la plupart des États membres de l'Union;	35. fait remarquer qu'il est également très regrettable que les grandes plateformes technologiques ne proposent pas de service client humain à humain dans la plupart des États membres de l'Union; ***fait observer que la guerre d'agression menée par la Russie en Ukraine a mis en évidence le manque de points de contact permettant aux autorités de signaler la désinformation et les contenus préjudiciables;***

Or. en

Amendement 537
Nathalie Loiseau, Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Paragraphe 35 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	35 bis. déplore que les responsables de Meta se soient souvent déchargés de leurs responsabilités sur l'équipe de sécurité basée aux États-Unis, et qu'il n'y a que deux représentants de Meta dans la région balte, qui se fient à des rapports produits par des personnes et à des algorithmes qui ne sont pas adaptés aux langues locales, ce qui engendre des erreurs menant à l'interdiction de comptes légitimes, y compris ceux dont les utilisateurs sensibilisent aux crimes de guerre de la Russie en Ukraine et expriment leur soutien à l'Ukraine;

Or. en

Amendement 538
Aurélia Beigneux

Proposition de résolution
Paragraphe 36

Proposition de résolution	*Amendement*
36. déplore les décisions récentes chez Twitter, qui ont vu une réduction massive du nombre d'effectifs chargés de faire barrage à la désinformation; déplore le rétablissement récent de comptes suspendus sans évaluation appropriée; rejette fermement la décision de Twitter de ne plus appliquer sa politique contre la désinformation concernant la COVID-19;	***supprimé***

Or. fr

Amendement 539
Benoît Lutgen

Proposition de résolution

Paragraphe 36

Proposition de résolution	*Amendement*
36. déplore les décisions récentes chez Twitter, qui ont vu une réduction massive du nombre d'effectifs chargés de faire barrage à la désinformation; déplore le rétablissement récent de comptes suspendus sans évaluation appropriée; rejette fermement la décision de Twitter de ne plus appliquer sa politique contre la désinformation concernant la COVID-19;	36. déplore les décisions récentes chez Twitter, qui ont vu une réduction massive du nombre d'effectifs chargés de faire barrage à la désinformation; déplore le rétablissement récent de comptes suspendus sans évaluation appropriée; rejette fermement la décision de Twitter de ne plus appliquer sa politique contre la désinformation concernant la COVID-19; ***se félicite des déclarations des commissaires Thierry Breton et Margrethe Vestager sur la volonté de faire respecter pleinement les règles européennes par Twitter ; demande que ces propos soient suivis rapidement d'actes en cas d'infractions persistantes par Twitter***

Or. fr

Amendement 540
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 36

Proposition de résolution	*Amendement*
36. déplore les décisions récentes chez Twitter, qui ont vu une réduction massive du nombre d'effectifs chargés de faire barrage à la désinformation; déplore le rétablissement récent de comptes suspendus sans évaluation appropriée; rejette fermement la décision de Twitter de ne plus appliquer sa politique contre la désinformation concernant la COVID-19;	36. déplore les décisions récentes chez Twitter, qui ont vu une réduction massive du nombre d'effectifs chargés de faire barrage à la désinformation; déplore le rétablissement récent de comptes suspendus sans évaluation appropriée ***et le rétablissement de comptes dont on sait que les utilisateurs appartiennent à l'aile violente et ouvertement fasciste de la droite, y compris des comptes dont les utilisateurs nient le vrai résultat des élections présidentielles aux États-Unis de 2020***; rejette fermement la décision de Twitter de ne plus appliquer sa politique contre la désinformation concernant la

COVID-19;

Or. en

Amendement 541
Nathalie Loiseau, Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Paragraphe 36

Proposition de résolution	*Amendement*
36. déplore les décisions récentes chez Twitter, qui ont vu une réduction massive du nombre d'effectifs chargés de faire barrage à la désinformation; déplore le rétablissement récent de comptes suspendus sans évaluation appropriée; rejette fermement la décision de Twitter de ne plus appliquer sa politique contre la désinformation concernant la COVID-19;	36. ***dénonce le recul de la lutte contre la désinformation par Twitter depuis son changement de propriétaire;*** déplore ***en particulier*** les décisions récentes chez Twitter, qui ont vu une réduction massive du nombre d'effectifs chargés de faire barrage à la désinformation; déplore le rétablissement récent de comptes suspendus sans évaluation appropriée; rejette fermement la décision de Twitter de ne plus appliquer sa politique contre la désinformation concernant la COVID-19;

Or. en

Amendement 542
Vladimír Bilčík, Sabine Verheyen, Isabel Wiseler-Lima, Javier Zarzalejos, Andrey Kovatchev

Proposition de résolution
Paragraphe 36

Proposition de résolution	*Amendement*
36. déplore les décisions récentes chez Twitter, qui ont vu une réduction massive du nombre d'effectifs chargés de faire barrage à la désinformation***;*** déplore le rétablissement récent de comptes suspendus sans évaluation appropriée; rejette fermement la décision de Twitter de ne plus appliquer sa politique contre la désinformation concernant la COVID-19;	36. déplore les décisions récentes chez Twitter, qui ont vu une réduction massive du nombre d'effectifs chargés de faire barrage à la désinformation***, notamment les personnes chargées de la modération des contenus au niveau mondial et de la lutte contre les discours haineux et le harcèlement en ligne***; déplore le rétablissement récent de comptes suspendus sans évaluation appropriée;

rejette fermement la décision de Twitter de ne plus appliquer sa politique contre la désinformation concernant la COVID-19;

Or. en

Amendement 543
Jorge Buxadé Villalba

Proposition de résolution
Paragraphe 36

Proposition de résolution	*Amendement*
36. ***déplore les*** décisions récentes chez Twitter, qui ont ***vu une réduction massive du nombre d'effectifs chargés de faire barrage à la désinformation; déplore le rétablissement récent de comptes suspendus sans évaluation appropriée; rejette fermement la décision de Twitter de ne plus appliquer sa politique contre la désinformation concernant la COVID-19***;	36. ***prend acte des*** décisions récentes chez Twitter, qui ont ***certes permis d'améliorer la liberté d'expression et de mettre au jour des éléments attestant les ingérences politiques dont a fait l'objet la plateforme, mais font ressortir combien le manque de neutralité des plateformes orientant le débat public compromet les droits de l'homme ainsi que la liberté d'expression et encourage l'utilisation de celles-ci à des fins d'ingérence étrangère***;

Or. es

Amendement 544
Andreas Schieder, Tonino Picula, Radka Maxová, Pierfrancesco Majorino, Nacho Sánchez Amor, Cristina Maestre Martín De Almagro

Proposition de résolution
Paragraphe 36

Proposition de résolution	*Amendement*
36. déplore ***les décisions récentes chez*** Twitter***, qui ont vu une réduction massive du*** nombre d'effectifs chargés de faire barrage à la désinformation; déplore le rétablissement récent de comptes suspendus sans évaluation appropriée; rejette fermement la décision de Twitter de ne plus appliquer sa politique contre la désinformation concernant la COVID-19;	36. déplore ***que, depuis la prise de contrôle de*** Twitter ***par Elon Musk, le*** nombre d'effectifs chargés de faire barrage à la désinformation ***ait été considérablement réduit***; déplore le rétablissement récent de comptes suspendus sans évaluation appropriée; rejette fermement la décision de Twitter de ne plus appliquer sa politique contre la

désinformation concernant la COVID-19;

Or. en

Amendement 545
Jorge Buxadé Villalba

Proposition de résolution
Paragraphe 37

Proposition de résolution	*Amendement*
37. juge inquiétant que les groupes de désinformation dans le domaine de la santé et les extrémistes d'extrême droite aient désormais obtenu le statut «vérifié» avec une coche en s'abonnant à «Twitter Blue»;	***supprimé***

Or. es

Amendement 546
Nathalie Loiseau, Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Paragraphe 37

Proposition de résolution	*Amendement*
37. juge inquiétant que les groupes de désinformation dans le domaine de la santé et les extrémistes d'extrême droite aient désormais obtenu le statut «vérifié» avec une coche en s'abonnant à «Twitter Blue»;	37. juge inquiétant que les groupes de désinformation dans le domaine de la santé et les extrémistes d'extrême droite aient désormais obtenu le statut «vérifié» avec une coche en s'abonnant à «Twitter Blue»; ***demande à Twitter de modifier sa politique afin de lutter contre l'usurpation d'identité, la falsification d'expertise ou les fausses prétentions d'expertise;***

Or. en

Amendement 547
Andreas Schieder, Tonino Picula, Radka Maxová, Pierfrancesco Majorino, Nacho Sánchez Amor, Cristina Maestre Martín De Almagro

Proposition de résolution
Paragraphe 37

Proposition de résolution	*Amendement*
37. juge inquiétant que les groupes de désinformation dans le domaine de la santé ***et*** les extrémistes d'extrême droite aient ***désormais*** obtenu le statut «vérifié» avec une coche en s'abonnant à «Twitter Blue»;	37. juge inquiétant que les groupes de désinformation dans le domaine de la santé***,*** les extrémistes d'extrême droite ***et des membres des Talibans*** aient obtenu le statut «vérifié» avec une coche en s'abonnant à «Twitter Blue»;

Or. en

Amendement 548
Aurélia Beigneux

Proposition de résolution
Paragraphe 37

Proposition de résolution	*Amendement*
37. juge ***inquiétant*** que les ***groupes de désinformation dans le domaine de la santé et les extrémistes d'extrême droite aient désormais obtenu le statut «vérifié» avec une coche en s'abonnant à «Twitter Blue»;***	37. juge que les ***certifications payantes et/ou arbitraires de comptes sur les réseaux sociaux amplifient et crédibilisent des discours appelant à la haine religieuse, la déstabilisation politique interne et la remise en cause des acquis scientifiques***

Or. fr

Amendement 549
Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Sandro Gozi, Maite Pagazaurtundúa, Petras Auštrevičius, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Paragraphe 37

Proposition de résolution	*Amendement*
37. juge inquiétant que les groupes de désinformation dans le domaine de la santé et les extrémistes d'extrême droite aient ***désormais obtenu*** le statut «vérifié» avec	37. juge inquiétant que les groupes de désinformation dans le domaine de la santé et les extrémistes d'extrême droite aient ***pu obtenir*** le statut «vérifié» avec une coche

une coche en s’abonnant à «Twitter Blue»;	en s’abonnant à «Twitter Blue»;

Or. en

Amendement 550
Aurélia Beigneux

Proposition de résolution
Paragraphe 38

Proposition de résolution	*Amendement*
38. rappelle que Twitter est signataire du code renforcé de bonnes pratiques contre la désinformation, et qu’un changement de propriétaire ne devrait pas avoir de conséquences sur les engagements de la plateforme au titre dudit code;	***supprimé***

Or. fr

Amendement 551
Nathalie Loiseau, Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Paragraphe 38

Proposition de résolution	*Amendement*
38. rappelle que Twitter est signataire du code renforcé de bonnes pratiques contre la désinformation, et qu’un changement de propriétaire ne devrait pas avoir de conséquences sur les engagements de la plateforme au titre dudit code;	38. rappelle que Twitter est signataire du code renforcé de bonnes pratiques contre la désinformation, et qu’un changement de propriétaire ne devrait pas avoir de conséquences sur les engagements de la plateforme au titre dudit code; ***rappelle à Twitter que l’entreprise doit se conformer à toutes les réglementations pertinentes de l’Union européenne, y compris la législation sur les services numériques;***

Or. en

Amendement 552
Jorge Buxadé Villalba

Proposition de résolution
Paragraphe 38

Proposition de résolution	*Amendement*
38. rappelle que Twitter est signataire du code renforcé de bonnes pratiques contre la désinformation***, et qu'un changement de propriétaire ne devrait pas avoir de conséquences sur les engagements de la plateforme au titre dudit code***;	38. rappelle que Twitter est signataire du code renforcé de bonnes pratiques contre la désinformation;

Or. es

Amendement 553
Clare Daly

Proposition de résolution
Paragraphe 38 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	38 bis. est préoccupé par les rapports indiquant que les mesures engagées par Twitter pour contrer l'ingérence étrangère et la désinformation lors de l'élection présidentielle de 2020 aux États-Unis pourraient également avoir constitué une ingérence dans cette élection; souligne la nécessité d'une enquête plus approfondie sur ce sujet; déplore dans ce contexte que l'Union dépende des mesures prises par des entreprises non européennes pour préserver l'intégrité des élections européennes; souligne l'importance de la souveraineté industrielle et d'un contrôle public accru sur les plateformes en ligne pour protéger la démocratie;

Or. en

Amendement 554
Benoît Lutgen

Proposition de résolution
Paragraphe 38 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	38 bis. s'inquiète des informations sur la possibilité d'accès qu'auraient les autorités chinoises aux données personnelles des utilisateurs de TikTok ; exige une transparence totale de la direction de TikTok et la démonstration qu'un tel accès est impossible ; demande aux autorités compétentes de prendre les mesures nécessaires ; demande une meilleure information des utilisateurs sur les risques liés à cette utilisation ;

Or. fr

Amendement 555
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 38 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	38 bis. demande instamment à la Commission et aux autorités nationales compétentes de veiller à ce que Twitter respecte les normes et règles de l'Union et d'instaurer des sanctions appropriées si les entreprises technologiques ne se conforment pas aux normes de l'Union;

Or. en

Amendement 556
Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Sandro Gozi, Maite Pagazaurtundúa, Petras Auštrevičius, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution

Paragraphe 39

Proposition de résolution	*Amendement*
39. invite les plateformes à faciliter l'accès aux données sur lesquelles reposent les conclusions et à conserver un répertoire des retraits afin d'aider les chercheurs lors de futurs travaux, ainsi que les autres entreprises technologiques, les gouvernements et les autorités chargées de l'application de la loi à prendre les mesures appropriées; demande à la Commission de veiller à ce que cette démarche se fasse dans le cadre de la législation sur les services numériques et du code de bonnes pratiques contre la désinformation;	39. invite les plateformes à faciliter l'accès aux données sur lesquelles reposent les conclusions et à conserver un répertoire des retraits afin d'aider les chercheurs lors de futurs travaux, ainsi que les autres entreprises technologiques, les gouvernements et les autorités chargées de l'application de la loi à prendre les mesures appropriées; demande à la Commission de veiller à ce que cette démarche se fasse dans le cadre de la législation sur les services numériques et du code de bonnes pratiques contre la désinformation***, et d'exiger des plateformes qu'elles exposent, le cas échéant, les raisons pour lesquelles elles considèrent qu'il n'est pas techniquement possible de fournir l'accès aux données***;

Or. en

Amendement 557
Jorge Buxadé Villalba

Proposition de résolution
Paragraphe 39

Proposition de résolution	*Amendement*
39. ***invite les*** plateformes ***à faciliter l'accès aux données sur lesquelles reposent les conclusions et à conserver un répertoire des retraits afin d'aider les chercheurs lors de futurs travaux, ainsi que les autres entreprises technologiques, les gouvernements et*** les autorités ***chargées de l'application de la loi à prendre les mesures appropriées***; demande à la Commission de veiller à ce que cette démarche se fasse dans le cadre de la législation sur les services numériques et du code de bonnes pratiques contre la désinformation;	39. ***enjoint aux*** plateformes ***de collaborer avec les systèmes judiciaires et*** les autorités ***compétentes des États membres pour favoriser l'application de la loi sur l'internet***; demande à la Commission de veiller à ce que cette démarche se fasse dans le cadre de la législation sur les services numériques et du code de bonnes pratiques contre la désinformation; ***avertit les plateformes que toute action concertée visant à restreindre les droits et les libertés sera lourdement sanctionnée par les États membres dans l'exercice de leurs compétences;***

Or. es

Amendement 558
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 39

Proposition de résolution	*Amendement*
39. invite les plateformes à faciliter l'accès aux données sur lesquelles reposent les conclusions et à conserver un répertoire des retraits afin d'aider les chercheurs lors de futurs travaux, ainsi que les autres entreprises technologiques, les gouvernements et les autorités chargées de l'application de la loi à prendre les mesures appropriées; demande à la Commission de veiller à ce que cette démarche se fasse dans le cadre de la législation sur les services numériques et du code de bonnes pratiques contre la désinformation;	39. invite les plateformes à faciliter l'accès aux données sur lesquelles reposent les conclusions et à conserver un répertoire des retraits afin d'aider les chercheurs lors de futurs travaux, ainsi que les autres entreprises technologiques, les gouvernements ***démocratiques*** et les autorités chargées de l'application de la loi à prendre les mesures appropriées; demande à la Commission de veiller à ce que cette démarche se fasse dans le cadre de la législation sur les services numériques et du code de bonnes pratiques contre la désinformation;

Or. en

Amendement 559
Sandro Gozi, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Paragraphe 40

Proposition de résolution	*Amendement*
40. se félicite des dispositions de la législation sur les services numériques qui obligent les très grandes plateformes en ligne et les très grands moteurs de recherche en ligne à fournir des informations sur les algorithmes, à y permettre l'accès, à en expliquer leur fonctionnement, à évaluer leurs effets sur les processus démocratiques et électoraux et à prendre des mesures d'atténuation des	40. se félicite des dispositions de la législation sur les services numériques qui obligent les très grandes plateformes en ligne et les très grands moteurs de recherche en ligne à fournir des informations sur les algorithmes, à y permettre l'accès, à en expliquer leur fonctionnement, à évaluer leurs effets sur les processus démocratiques et électoraux et à prendre des mesures d'atténuation des

risques; approuve le renforcement du code de bonnes pratiques contre la désinformation et soutient fermement ses nouveaux engagements;	risques; approuve le renforcement du code de bonnes pratiques contre la désinformation et soutient fermement ses nouveaux engagements; ***invite les signataires du code de bonnes pratiques contre la désinformation à respecter pleinement leurs engagements et déplore le caractère non contraignant de ces engagements; demande à la Commission de réfléchir à la manière dont les obligations non contraignantes du code pourraient être rendues contraignantes, au moyen de nouvelles propositions législatives ou mises à jour, ainsi que de prévoir la possibilité de suspendre temporairement ou définitivement les plateformes qui ne respectent pas systématiquement les engagements pris dans le cadre du code.***

Or. en

Amendement 560
Jorge Buxadé Villalba

Proposition de résolution
Paragraphe 40

Proposition de résolution	*Amendement*
40. se félicite des dispositions de la législation sur les services numériques qui obligent les très grandes plateformes en ligne et les très grands moteurs de recherche en ligne à fournir des informations sur les algorithmes, à y permettre l'accès, à en expliquer leur fonctionnement, à évaluer leurs effets sur les processus démocratiques et électoraux et à prendre des mesures d'atténuation des risques; ***approuve le renforcement du code de bonnes pratiques contre la désinformation et soutient fermement ses nouveaux engagements;***	40. se félicite des dispositions de la législation sur les services numériques qui obligent les très grandes plateformes en ligne et les très grands moteurs de recherche en ligne à fournir des informations sur les algorithmes, à y permettre l'accès, à en expliquer leur fonctionnement, à évaluer leurs effets sur les processus démocratiques et électoraux et à prendre des mesures d'atténuation des risques;

Or. es

Amendement 561
Morten Løkkegaard, Bart Groothuis, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Paragraphe 40

Proposition de résolution	*Amendement*
40. se félicite des dispositions de la législation sur les services numériques qui obligent les très grandes plateformes en ligne et les très grands moteurs de recherche en ligne à fournir des informations sur les algorithmes, à y permettre l'accès, à en expliquer leur fonctionnement, à évaluer leurs effets sur les processus démocratiques et électoraux et à prendre des mesures d'atténuation des risques; approuve le renforcement du code de bonnes pratiques contre la désinformation et soutient fermement ses nouveaux engagements;	40. se félicite des dispositions de la législation sur les services numériques qui obligent les très grandes plateformes en ligne et les très grands moteurs de recherche en ligne à fournir des informations sur les algorithmes, à y permettre l'accès, à en expliquer leur fonctionnement, à évaluer leurs effets sur les processus démocratiques et électoraux et à prendre des mesures d'atténuation des risques; approuve le renforcement du code de bonnes pratiques contre la désinformation et soutient fermement ses nouveaux engagements; ***déplore l'absence d'engagements contraignants de la part des signataires du code de bonnes pratiques contre la désinformation;***

Or. en

Amendement 562
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 40

Proposition de résolution	*Amendement*
40. ***se félicite des*** dispositions de la législation sur les services numériques ***qui*** obligent les très grandes plateformes en ligne et les très grands moteurs de recherche en ligne à fournir des informations sur les algorithmes, à y permettre l'accès, à en expliquer leur fonctionnement, à évaluer leurs effets sur les processus démocratiques et électoraux et à prendre des mesures d'atténuation des risques; approuve le renforcement du code	40. ***rappelle que les*** dispositions de la législation sur les services numériques obligent les très grandes plateformes en ligne et les très grands moteurs de recherche en ligne à fournir des informations sur les algorithmes, à y permettre l'accès, à en expliquer leur fonctionnement, à évaluer leurs effets sur les processus démocratiques et électoraux et à prendre des mesures d'atténuation des risques; approuve le renforcement du code

de bonnes pratiques contre la désinformation et soutient fermement ses nouveaux engagements;	de bonnes pratiques contre la désinformation et soutient fermement ses nouveaux engagements;

Or. en

Amendement 563
Jorge Buxadé Villalba

Proposition de résolution
Paragraphe 41

Proposition de résolution	*Amendement*
41. fait part de l'inquiétude que lui inspirent certains acteurs dont les services contribuent de manière significative à la diffusion de la désinformation, et qui ne sont pas signataires du code de bonnes pratiques, comme Odysee, Patreon, GoFundMe et Telegram; invite la Commission, en tant qu'organe clé chargé du suivi de ce code, à accroître sensiblement ses capacités et à allouer des ressources supplémentaires à ce suivi;	***supprimé***

Or. es

Amendement 564
Aurélia Beigneux

Proposition de résolution
Paragraphe 41

Proposition de résolution	*Amendement*
41. fait part de l'inquiétude que lui inspirent certains acteurs dont les services contribuent de manière significative à la diffusion de la désinformation, et qui ne sont pas signataires du code de bonnes pratiques, comme Odysee, Patreon, GoFundMe et Telegram; invite la Commission, en tant qu'organe clé chargé du suivi de ce code, à accroître sensiblement ses capacités et à allouer des	***supprimé***

ressources supplémentaires à ce suivi;

Or. fr

Amendement 565
Andreas Schieder, Tonino Picula, Radka Maxová, Pierfrancesco Majorino, Nacho Sánchez Amor, Cristina Maestre Martín De Almagro

Proposition de résolution
Paragraphe 41

Proposition de résolution	*Amendement*
41. fait part de l'inquiétude que lui inspirent certains acteurs dont les services contribuent de manière significative à la diffusion de la désinformation, et qui ne sont pas signataires du code de bonnes pratiques, comme Odysee, Patreon, GoFundMe et Telegram; invite la Commission, en tant qu'organe clé chargé du suivi de ce code, à accroître sensiblement ses capacités et à allouer des ressources supplémentaires à ce suivi;	41. fait part de l'inquiétude que lui inspirent certains acteurs dont les services contribuent de manière significative à la diffusion de la désinformation, et qui ne sont pas signataires du code de bonnes pratiques, comme ***Apple, Amazon,*** Odysee, Patreon, GoFundMe et Telegram***; invite par conséquent la Commission à rendre obligatoire pour les entreprises la signature du code de bonnes pratiques renforcé contre la désinformation, ainsi qu'à mettre fin à la pratique qui veut que les signataires peuvent choisir leurs propres engagements;*** invite la Commission, en tant qu'organe clé chargé du suivi de ce code, à accroître sensiblement ses capacités et à allouer des ressources supplémentaires à ce suivi;

Or. en

Amendement 566
Nathalie Loiseau, Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Paragraphe 41

Proposition de résolution	*Amendement*
41. fait part de l'inquiétude que lui inspirent certains acteurs dont les services contribuent de manière significative à la diffusion de la désinformation, et qui ne	41. fait part de l'inquiétude que lui inspirent certains acteurs dont les services contribuent de manière significative à la diffusion de la désinformation, et qui ne

sont pas signataires du code de bonnes pratiques, comme Odysee, Patreon, GoFundMe et Telegram; invite la Commission, en tant qu'organe clé chargé du suivi de ce code, à accroître sensiblement ses capacités et à allouer des ressources supplémentaires à ce suivi;	sont pas signataires du code de bonnes pratiques, comme Odysee, Patreon, GoFundMe et Telegram; invite la Commission, en tant qu'organe clé chargé du suivi de ce code, à accroître sensiblement ses capacités et à allouer des ressources supplémentaires à ce suivi; ***demande qu'un cadre juridique soit mis en place afin de garantir un niveau minimum d'engagements pour lutter contre la désinformation diffusée par l'intermédiaire de ces services;***

Or. en

Amendement 567
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 41

Proposition de résolution	*Amendement*
41. fait part de l'inquiétude que lui inspirent certains acteurs dont les services contribuent de manière significative à la diffusion de la désinformation, et qui ne sont pas signataires du code de bonnes pratiques, comme Odysee, Patreon, GoFundMe et Telegram; invite la Commission***, en tant qu'organe clé chargé du suivi de*** ce code***, à accroître sensiblement ses capacités et à allouer des ressources supplémentaires à ce suivi***;	41. fait part de l'inquiétude que lui inspirent certains acteurs dont les services contribuent de manière significative à la diffusion de la désinformation, et qui ne sont pas signataires du code de bonnes pratiques, comme Odysee, Patreon, GoFundMe et Telegram; invite la Commission ***à encourager les autres acteurs concernés à signer et à respecter pleinement*** ce code ***et à rejoindre son groupe de travail***;

Or. en

Amendement 568
Nathalie Loiseau, Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Paragraphe 41 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*

41 bis. s'inquiète du fait que Telegram ne coopère pas avec les responsables politiques des pays démocratiques, et que l'entreprise soit réticente à travailler avec les organisations de la société civile;

Or. en

Amendement 569
Nathalie Loiseau, Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Paragraphe 42

Proposition de résolution	*Amendement*
42. se félicite, tout particulièrement en ce qui concerne la publicité en ligne, du fait que tous les acteurs de l'écosystème de la publicité en ligne se soient engagés à contrôler et à limiter la diffusion de publicités sur des comptes et des sites Internet qui s'adonnent à la désinformation ou à côté de contenus de désinformation, ainsi qu'à limiter la diffusion de publicités contenant de la désinformation;	42. se félicite, tout particulièrement en ce qui concerne la publicité en ligne, du fait que tous les acteurs de l'écosystème de la publicité en ligne se soient engagés à contrôler et à limiter la diffusion de publicités sur des comptes et des sites Internet qui s'adonnent à la désinformation ou à côté de contenus de désinformation, ainsi qu'à limiter la diffusion de publicités contenant de la désinformation; ***est toutefois préoccupé par la volonté des plateformes de faire peser sur leurs utilisateurs, sous prétexte de les «responsabiliser», la responsabilité de limiter le placement de publicités sur des comptes et des sites web diffusant de la désinformation, alors que cette responsabilité devrait incomber aux plateformes, qui disposent des données et de l'expertise nécessaires, pour autant que leurs actions restent transparentes et que les données soient mises à la disposition des chercheurs; s'inquiète du manque de transparence sur le marché des outils de protection des marques contre les risques liés à leur image, s'appuyant souvent sur des algorithmes qui se sont révélés inaptes à reconnaître des organes d'information légitimes et dignes de confiance;***

Or. en

Amendement 570
Jorge Buxadé Villalba

Proposition de résolution
Paragraphe 42

Proposition de résolution	*Amendement*
42. ***se félicite***, tout particulièrement en ce qui concerne la publicité en ligne, ***du fait que tous les*** acteurs de l'écosystème de la publicité en ligne ***se soient engagés à contrôler et à limiter la diffusion de publicités sur des comptes et des sites Internet qui s'adonnent à la désinformation ou à côté de contenus de désinformation, ainsi qu'à limiter la diffusion de publicités contenant de la désinformation***;	42. ***déplore***, tout particulièrement en ce qui concerne la publicité en ligne, ***les tentatives des*** acteurs de l'écosystème de la publicité en ligne ***de contrôler le débat public dans un plus grand nombre de médias, en menaçant de supprimer la publicité si certains avis contraires à leurs intérêts commerciaux ne sont pas modérés; fait remarquer que de tels comportements constituent une véritable ingérence dans le débat public, nuisent à la santé des systèmes démocratiques européens et, dans de nombreux cas, portent atteinte aux intérêts stratégiques des États membres***;

Or. es

Amendement 571
Andreas Schieder, Tonino Picula, Radka Maxová, Pierfrancesco Majorino, Nacho Sánchez Amor, Cristina Maestre Martín De Almagro

Proposition de résolution
Paragraphe 42

Proposition de résolution	*Amendement*
42. ***se félicite***, tout particulièrement en ce qui concerne la publicité en ligne, ***du fait*** que tous les acteurs de l'écosystème de la publicité en ligne se soient engagés à contrôler et à limiter la diffusion de publicités sur des comptes et des sites Internet qui s'adonnent à la désinformation ou à côté de contenus de désinformation, ainsi qu'à limiter la diffusion de publicités contenant de la désinformation;	42. ***reconnaît***, tout particulièrement en ce qui concerne la publicité en ligne, que tous les acteurs de l'écosystème de la publicité en ligne se soient engagés à contrôler et à limiter la diffusion de publicités sur des comptes et des sites Internet qui s'adonnent à la désinformation ou à côté de contenus de désinformation, ainsi qu'à limiter la diffusion de publicités contenant de la désinformation; ***souligne toutefois que l'on ne dispose pas encore***

de données suffisantes pour vérifier si les mesures prises portent leurs fruits;

Or. en

Amendement 572
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 42

Proposition de résolution	*Amendement*
42. ***se félicite***, tout particulièrement en ce qui concerne la publicité en ligne, ***du*** fait que tous les acteurs de l'écosystème de la publicité en ligne se soient engagés à contrôler et à limiter la diffusion de publicités sur des comptes et des sites Internet qui s'adonnent à la désinformation ou à côté de contenus de désinformation, ainsi qu'à limiter la diffusion de publicités contenant de la désinformation;	42. ***déplore***, tout particulièrement en ce qui concerne la publicité en ligne, ***que malgré le*** fait que tous les acteurs de l'écosystème de la publicité en ligne se soient engagés à contrôler et à limiter la diffusion de publicités sur des comptes et des sites Internet qui s'adonnent à la désinformation ou à côté de contenus de désinformation, ainsi qu'à limiter la diffusion de publicités contenant de la désinformation***, ce modèle économique et l'algorithme de recommandation qui le sous-tend demeurent un outil favorisant la diffusion de la désinformation et de contenus faux, trompeurs et incendiaires***;

Or. en

Amendement 573
Sandro Gozi, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Paragraphe 42

Proposition de résolution	*Amendement*
42. se félicite, tout particulièrement en ce qui concerne la publicité en ligne, du fait que tous les acteurs de l'écosystème de la publicité en ligne se soient engagés à contrôler et à limiter la diffusion de publicités sur des comptes et des sites	42. se félicite, tout particulièrement en ce qui concerne la publicité en ligne, du fait que tous les acteurs de l'écosystème de la publicité en ligne se soient engagés à contrôler et à limiter la diffusion de publicités sur des comptes et des sites

Internet qui s'adonnent à la désinformation ou à côté de contenus de désinformation, ainsi qu'à limiter la diffusion de publicités contenant de la désinformation;	Internet qui s'adonnent à la désinformation ou à côté de contenus de désinformation, ainsi qu'à limiter la diffusion de publicités contenant de la désinformation***, y compris dans le contexte de la publicité à caractère politique***;

Or. en

Amendement 574
Beata Szydło, Ryszard Czarnecki
au nom du groupe ECR

Proposition de résolution
Paragraphe 42 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	42 bis. se déclare préoccupé par le fait que des sociétés de jeux vidéo et de jeux en ligne basées en Russie, y compris celles qui produisent des jeux mobiles, exercent encore librement leurs activités sur les marchés européens et pourraient être utilisées pour diffuser de la désinformation et de la propagande; demande à la Commission de s'intéresser aux produits proposés par ces entreprises et de leur appliquer des mesures restrictives si leurs actions s'avèrent malveillantes;

Or. en

Amendement 575
Jorge Buxadé Villalba

Proposition de résolution
Paragraphe 43

Proposition de résolution	*Amendement*
43. fait remarquer que la législation sur les services numériques encourage les initiatives de corégulation (codes de conduite) telles que le code de bonnes	***supprimé***

pratiques; invite la Commission à aligner ce dernier code sur la législation sur les services numériques en harmonisant les engagements relatifs à la surmodération et à la sous-modération;

Or. es

Amendement 576
Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Sandro Gozi, Maite Pagazaurtundúa, Petras Auštrevičius, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Paragraphe 43

Proposition de résolution	*Amendement*
43. ***fait remarquer que la législation sur les services numériques encourage les initiatives de*** corégulation ***(codes de conduite) telles que le code de bonnes pratiques; invite la Commission à aligner ce dernier code sur*** la législation sur les services numériques ***en harmonisant les*** engagements relatifs à la surmodération et à la sous-modération;	43. ***demande que le code de bonnes pratiques contre la désinformation soit adopté rapidement à titre de code de conduite en vertu du mécanisme de*** corégulation ***de la législation sur les services numériques, en gardant à l'esprit que sa réussite dépendra de la rigueur de son application à l'égard des signataires qui ne respectent pas les règles, sous forme d'audits obligatoires en vertu de l'article 28 de*** la législation sur les services numériques***; demande l'harmonisation des différents mécanismes de recours des utilisateurs et des*** engagements relatifs à la surmodération et à la sous-modération;

Or. en

Amendement 577
Nathalie Loiseau, Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Paragraphe 43 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	43 bis. rappelle que les autorités nationales disposent, y compris à des fins de maintien de l'ordre, de comptes sur les

plateformes de médias sociaux pour effectuer un suivi des tendances en matière de désinformation; fait observer que, tant que ces comptes ne s'engagent pas dans des interactions avec d'autres utilisateurs, ils devraient être reconnus comme sûrs et ne devraient pas être retirés par les plateformes;

Or. en

Amendement 578
Beata Szydło, Ryszard Czarnecki
au nom du groupe ECR

Proposition de résolution
Paragraphe 43 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	43 bis. est préoccupé par l'utilisation de séquences créées à l'aide de jeux vidéo pour diffuser des informations erronées sur l'invasion russe en Ukraine et sur d'autres conflits armés; invite les médias à faire preuve de davantage de vigilance à l'égard de ces contenus et à développer des moyens efficaces pour les retirer de leurs plateformes;

Or. en

Amendement 579
Nathalie Loiseau, Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Paragraphe 43 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	43 ter. rappelle que les plateformes doivent disposer d'un personnel suffisant pour assurer la mise à jour régulière des outils de modération automatisée afin d'éviter que des contenus préjudiciables ne contournent leur politique de

modération, par exemple en utilisant un vocabulaire codé;

Or. en

Amendement 580
Nathalie Loiseau, Morten Løkkegaard, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Paragraphe 43 quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	43 quater. demande que les personnes physiques et les personnes morales puissent poursuivre les plateformes pour inaction lorsque la désinformation ou les fausses informations ne sont pas retirées, en particulier lorsque ces personnes en sont la cible;

Or. en

Amendement 581
Nathalie Loiseau, Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Paragraphe 43 quinquies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	43 quinquies. soutient la création d'agences de notation indépendantes des plateformes, qui informeraient le public des pratiques des plateformes afin qu'il puisse faire un choix éclairé au moment de s'inscrire;

Or. en

Amendement 582
Morten Løkkegaard, Bart Groothuis, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution

Paragraphe 43 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	43 bis. demande à la Commission d'évaluer le respect par les signataires du code de bonnes pratiques contre la désinformation et leur mise en œuvre du code, et de présenter les résultats de cette évaluation au Parlement européen; encourage la Commission à réfléchir à la manière dont les obligations non contraignantes du code pourraient être rendues contraignantes, en mettant à jour la législation en vigueur ou en présentant de nouvelles propositions législatives ou des recommandations;

Or. en

Amendement 583
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 44

Proposition de résolution	*Amendement*
44. approuve la directive récemment adoptée sur la résilience des entités critiques, la recommandation du Conseil visant à renforcer les infrastructures critiques, et la directive révisée sur la sécurité des réseaux et des systèmes d'information; estime que les attaques récentes, telles que le sabotage d'infrastructures critiques et la multiplication des cyberattaques, témoignent de la nécessité ***de proposer une*** législation ***plus ambitieuse, et invite la Commission à présenter de nouvelles propositions renforcées***; invite en outre tous les États membres à mettre rapidement à jour leur stratégie nationale de sécurité et à réaliser des tests de résistance sur leurs infrastructures critiques afin de détecter les points faibles; appelle une nouvelle fois à	44. approuve la directive récemment adoptée sur la résilience des entités critiques, la recommandation du Conseil visant à renforcer les infrastructures critiques, et la directive révisée sur la sécurité des réseaux et des systèmes d'information; estime que les attaques récentes, telles que le sabotage d'infrastructures critiques et la multiplication des cyberattaques, témoignent de la nécessité ***d'utiliser la directive sur la résilience des entités critiques et la directive SRI 2 dans toute la mesure possible, afin d'œuvrer à prévenir les attaques de sabotage et à enquêter sur ces attaques, en étroite coordination avec les États membres, ainsi que d'intensifier les efforts pour mettre en œuvre et à faire respecter les mesures de cybersécurité en***

l'élargissement de la liste des entités critiques pour y inclure les systèmes éducatifs et les infrastructures électorales numériques;

vigueur, tout particulièrement la législation ***récemment approuvée, notamment en ce qui concerne le renforcement la résilience des organisations de la société civile qui s'efforcent de lutter contre l'ingérence étrangère et la désinformation***; invite en outre tous les États membres à mettre rapidement à jour leur stratégie nationale de sécurité et à réaliser des tests de résistance sur leurs infrastructures critiques afin de détecter les points faibles; appelle une nouvelle fois à l'élargissement de la liste des entités critiques pour y inclure les systèmes éducatifs et les infrastructures électorales numériques;

Or. en

Amendement 584
Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Sandro Gozi, Maite Pagazaurtundúa, Petras Auštrevičius, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Paragraphe 44

Proposition de résolution	*Amendement*
44. approuve la directive récemment adoptée sur la résilience des entités critiques, la recommandation du Conseil visant à renforcer les infrastructures critiques, et la directive révisée sur la sécurité des réseaux et des systèmes d'information; estime que les attaques récentes, telles que le sabotage d'infrastructures critiques et la multiplication des cyberattaques, témoignent de la nécessité de proposer une législation plus ambitieuse, et invite la Commission à présenter de nouvelles propositions renforcées; invite en outre tous les États membres à mettre rapidement à jour leur stratégie nationale de sécurité et à réaliser des tests de résistance sur leurs infrastructures critiques afin de détecter les points faibles; appelle une nouvelle fois à l'élargissement de la liste des entités	44. approuve la directive récemment adoptée sur la résilience des entités critiques, la recommandation du Conseil visant à renforcer les infrastructures critiques, et la directive révisée sur la sécurité des réseaux et des systèmes d'information; estime que les attaques récentes, telles que le sabotage d'infrastructures critiques et la multiplication des cyberattaques, témoignent de la nécessité de proposer une législation plus ambitieuse ***pour combattre les menaces pesant sur la sûreté de la chaîne d'approvisionnement***, et invite la Commission à présenter de nouvelles propositions renforcées***, qui peuvent inclure des mesures visant à renforcer la résilience des organisations de la société civile qui s'efforcent de lutter contre l'ingérence étrangère et la***

critiques pour y inclure les systèmes éducatifs et les infrastructures électorales numériques;

désinformation; invite en outre tous les États membres à mettre rapidement à jour leur stratégie nationale de sécurité et à réaliser des tests de résistance sur leurs infrastructures critiques afin de détecter les points faibles; appelle une nouvelle fois à l'élargissement de la liste des entités critiques pour y inclure les systèmes éducatifs et les infrastructures électorales numériques;

Or. en

Amendement 585
Benoît Lutgen

Proposition de résolution
Paragraphe 44

Proposition de résolution	*Amendement*
44. approuve la directive récemment adoptée sur la résilience des entités critiques, la recommandation du Conseil visant à renforcer les infrastructures critiques, et la directive révisée sur la sécurité des réseaux et des systèmes d'information; estime que les attaques récentes, telles que le sabotage d'infrastructures critiques et la multiplication des cyberattaques, témoignent de la nécessité de proposer une législation plus ambitieuse, et invite la Commission à présenter de nouvelles propositions renforcées; invite en outre tous les États membres à mettre rapidement à jour leur stratégie nationale de sécurité et à réaliser des tests de résistance sur leurs infrastructures critiques afin de détecter les points faibles; appelle une nouvelle fois à l'élargissement de la liste des entités critiques pour y inclure les systèmes éducatifs et les infrastructures électorales numériques;	44. approuve la directive récemment adoptée sur la résilience des entités critiques, la recommandation du Conseil visant à renforcer les infrastructures critiques, et la directive révisée sur la sécurité des réseaux et des systèmes d'information***; se félicite de son extension aux infrastructures critiques dans le domaine de la production, transformation et distribution de denrées alimentaires*** ; estime que les attaques récentes, telles que le sabotage d'infrastructures critiques et la multiplication des cyberattaques, témoignent de la nécessité de proposer une législation plus ambitieuse, et invite la Commission à présenter de nouvelles propositions renforcées; invite en outre tous les États membres à mettre rapidement à jour leur stratégie nationale de sécurité et à réaliser des tests de résistance sur leurs infrastructures critiques afin de détecter les points faibles; appelle une nouvelle fois à l'élargissement de la liste des entités critiques pour y inclure les systèmes éducatifs et les infrastructures électorales numériques;

Or. fr

Amendement 586
Andreas Schieder, Tonino Picula, Radka Maxová, Pierfrancesco Majorino, Nacho Sánchez Amor, Cristina Maestre Martín De Almagro

Proposition de résolution
Paragraphe 44

Proposition de résolution	*Amendement*
44. approuve la directive récemment adoptée sur la résilience des entités critiques, la recommandation du Conseil visant à renforcer les infrastructures critiques, et la directive révisée sur la sécurité des réseaux et des systèmes d'information; estime que les attaques récentes, telles que le sabotage d'infrastructures critiques et la multiplication des cyberattaques, témoignent de la nécessité de proposer une législation plus ambitieuse, et invite la Commission à présenter de nouvelles propositions renforcées; invite en outre tous les États membres à mettre rapidement à jour leur stratégie nationale de sécurité et à réaliser des tests de résistance sur leurs infrastructures critiques afin de détecter les points faibles; appelle une nouvelle fois à l'élargissement de la liste des entités critiques pour y inclure les systèmes éducatifs et les infrastructures électorales numériques;	44. approuve la directive récemment adoptée sur la résilience des entités critiques, la recommandation du Conseil visant à renforcer les infrastructures critiques, et la directive révisée sur la sécurité des réseaux et des systèmes d'information; estime que les attaques récentes, telles que le sabotage d'infrastructures critiques et la multiplication des cyberattaques, témoignent de la nécessité de proposer une législation plus ambitieuse, et invite la Commission à présenter de nouvelles propositions renforcées***, qui devraient inclure des mesures visant à renforcer la résilience des organisations de la société civile qui s'efforcent de lutter contre l'ingérence étrangère et la désinformation***; invite en outre tous les États membres à mettre rapidement à jour leur stratégie nationale de sécurité et à réaliser des tests de résistance sur leurs infrastructures critiques afin de détecter les points faibles; appelle une nouvelle fois à l'élargissement de la liste des entités critiques pour y inclure les systèmes éducatifs et les infrastructures électorales numériques;

Or. en

Amendement 587
Morten Løkkegaard, Bart Groothuis, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution

Paragraphe 44

Proposition de résolution	*Amendement*
44. approuve la directive récemment adoptée sur la résilience des entités critiques, la recommandation du Conseil visant à renforcer les infrastructures critiques, et la directive révisée sur la sécurité des réseaux et des systèmes d'information; estime que les attaques récentes, telles que le sabotage d'infrastructures critiques et la multiplication des cyberattaques, témoignent de la nécessité ***de proposer une*** législation ***plus ambitieuse***, et invite la Commission à présenter de nouvelles propositions renforcées; invite en outre tous les États membres à mettre rapidement à jour leur stratégie nationale de sécurité et à réaliser des tests de résistance sur leurs infrastructures critiques afin de détecter les points faibles; appelle une nouvelle fois à l'élargissement de la liste des entités critiques pour y inclure les systèmes éducatifs et les infrastructures électorales numériques;	44. approuve la directive récemment adoptée sur la résilience des entités critiques, la recommandation du Conseil visant à renforcer les infrastructures critiques, et la directive révisée sur la sécurité des réseaux et des systèmes d'information; estime que les attaques récentes, telles que le sabotage d'infrastructures critiques et la multiplication des cyberattaques, témoignent de la nécessité ***d'examiner la*** législation ***en vigueur lorsqu'elle est mise en œuvre dans les États membres***, et invite la Commission à présenter de nouvelles propositions renforcées ***le cas échéant***; invite en outre tous les États membres à mettre rapidement à jour leur stratégie nationale de sécurité et à réaliser des tests de résistance sur leurs infrastructures critiques afin de détecter les points faibles; appelle une nouvelle fois à l'élargissement de la liste des entités critiques pour y inclure les systèmes éducatifs et les infrastructures électorales numériques;

Or. en

Amendement 588
Benoît Lutgen

Proposition de résolution
Paragraphe 45

Proposition de résolution	*Amendement*
45. s'inquiète de la dépendance de l'Union à l'égard d'acteurs étrangers et de technologies étrangères dans les infrastructures critiques et les chaînes d'approvisionnement; attire l'attention sur les vulnérabilités engendrées par l'utilisation des investissements étrangers directs comme outil géopolitique; invite de nouveau la Commission à élaborer un	45. s'inquiète de la dépendance de l'Union à l'égard d'acteurs étrangers et de technologies étrangères dans les infrastructures critiques et les chaînes d'approvisionnement; attire l'attention sur les vulnérabilités engendrées par l'utilisation des investissements étrangers directs comme outil géopolitique; invite de nouveau la Commission à élaborer un

cadre réglementaire plus solide pour le règlement établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union[10] ; estime que ce cadre devrait prévoir la prévention du rachat d'entreprises critiques dans des secteurs essentiels ou d'entreprises de médias par des parties étrangères qui sont sous le contrôle direct ou indirect de pays à haut risque;

cadre réglementaire plus solide pour le règlement établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union[10] ; estime que ce cadre devrait prévoir la prévention du rachat d'entreprises critiques dans des secteurs essentiels ou d'entreprises de médias par des parties étrangères qui sont sous le contrôle direct ou indirect de pays à haut risque; ***estime que la Commission européenne, sous le contrôle du Conseil, devrait pouvoir bloquer les investissements directs étrangers susceptibles de porter atteinte à des projets ou des programmes présentant un intérêt pour l'Union ou plus généralement contraire à l'intérêt européen;***

[10] Règlement (UE) 2019/452 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2019 établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union (JO L 79I du 21.3.2019, p. 1).

[10] Règlement (UE) 2019/452 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2019 établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union (JO L 79I du 21.3.2019, p. 1).

Or. fr

Amendement 589
Anna Bonfrisco, Marco Campomenosi, Marco Zanni, Silvia Sardone, Aurélia Beigneux

Proposition de résolution
Paragraphe 45

Proposition de résolution	*Amendement*
45. s'inquiète de la dépendance de l'Union à l'égard d'acteurs étrangers et de technologies étrangères dans les infrastructures critiques et les chaînes d'approvisionnement; attire l'attention sur les vulnérabilités engendrées par l'utilisation des investissements étrangers directs comme outil géopolitique; invite de nouveau la Commission à élaborer un cadre réglementaire plus solide pour le règlement établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union[10]; estime que ce	45. s'inquiète de la dépendance de l'Union à l'égard d'acteurs étrangers et de technologies étrangères dans les infrastructures critiques et les chaînes d'approvisionnement; attire l'attention sur les vulnérabilités engendrées par l'utilisation des investissements étrangers directs comme outil géopolitique***; souligne que ce type d'investissements pourrait, dans les Balkans occidentaux, c'est-à-dire une région stratégique pour l'Union et ses États membres, pousser certains pays dans le «piège de la dette» et déstabiliser***

cadre devrait prévoir la prévention du rachat d'entreprises critiques dans des secteurs essentiels ou d'entreprises de médias par des parties étrangères qui sont sous le contrôle direct ou indirect de pays à haut risque;

[10] Règlement (UE) 2019/452 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2019 établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union (JO L 79I du 21.3.2019, p. 1).

un peu plus encore la région; invite de nouveau la Commission à élaborer un cadre réglementaire plus solide pour le règlement établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union[10]; estime que ce cadre devrait prévoir la prévention du rachat d'entreprises critiques dans des secteurs essentiels ou d'entreprises de médias par des parties étrangères qui sont sous le contrôle direct ou indirect de pays à haut risque;

[10] Règlement (UE) 2019/452 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2019 établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union (JO L 79I du 21.3.2019, p. 1).

Or. en

Amendement 590
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 45

Proposition de résolution	*Amendement*
45. s'inquiète de la dépendance de l'Union à l'égard d'acteurs étrangers et de technologies étrangères dans les infrastructures critiques et les chaînes d'approvisionnement; attire l'attention sur les vulnérabilités engendrées par l'utilisation des investissements étrangers directs comme outil géopolitique; invite de nouveau la Commission à élaborer un cadre réglementaire plus solide pour le règlement établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union[10]; estime que ce cadre devrait prévoir la prévention du rachat d'entreprises critiques dans des secteurs essentiels ou d'entreprises de médias par des parties étrangères qui sont	45. s'inquiète de la dépendance de l'Union à l'égard d'acteurs étrangers et de technologies étrangères dans les infrastructures critiques et les chaînes d'approvisionnement; attire l'attention sur les vulnérabilités engendrées par l'utilisation des investissements étrangers directs comme outil géopolitique; invite de nouveau la Commission à élaborer un cadre réglementaire plus solide pour le règlement établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union[10]; estime que ce cadre***, assorti de lignes directrices vers une harmonisation plus poussée des pratiques nationales de filtrage des investissements directs étrangers,*** devrait

sous le contrôle direct ou indirect de pays à haut risque;	prévoir la prévention du rachat d'entreprises critiques dans des secteurs essentiels ou d'entreprises de médias par des parties étrangères qui sont sous le contrôle direct ou indirect de pays à haut risque***, et qu'il convient d'envisager d'étendre le champ d'application de l'instrument aux investissements sortants***;
[10] Règlement (UE) 2019/452 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2019 établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union (JO L 79I du 21.3.2019, p. 1).	[10] Règlement (UE) 2019/452 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2019 établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union (JO L 79I du 21.3.2019, p. 1).

Or. en

Amendement 591
Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Sandro Gozi, Maite Pagazaurtundúa, Petras Auštrevičius, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Paragraphe 45

Proposition de résolution	*Amendement*
45. s'inquiète de la dépendance de l'Union à l'égard d'acteurs étrangers et de technologies étrangères dans les infrastructures critiques et les chaînes d'approvisionnement; attire l'attention sur les vulnérabilités engendrées par l'utilisation des investissements étrangers directs comme outil géopolitique; invite de nouveau la Commission à élaborer un cadre réglementaire plus solide pour le règlement établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union[10]; estime que ce cadre devrait prévoir la prévention du rachat d'entreprises critiques dans des secteurs essentiels ou d'entreprises de médias par des parties étrangères qui sont sous le contrôle direct ou indirect de pays à haut risque;	45. s'inquiète de la dépendance de l'Union à l'égard d'acteurs étrangers et de technologies étrangères dans les infrastructures critiques et les chaînes d'approvisionnement; attire l'attention sur les vulnérabilités engendrées par l'utilisation des investissements étrangers directs comme outil géopolitique; invite de nouveau la Commission à élaborer ***une législation contraignante ambitieuse en matière de sûreté de la chaîne d'approvisionnement des technologies de l'information et de la communication, ainsi qu'une boîte à outils incluant des facteurs de risque non techniques, comme le propose le Conseil, et*** un cadre réglementaire plus solide pour le règlement établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union[10]; estime que ce cadre devrait prévoir la prévention du rachat

d'entreprises critiques dans des secteurs essentiels ou d'entreprises de médias par des parties étrangères qui sont sous le contrôle direct ou indirect de pays à haut risque;

[10] Règlement (UE) 2019/452 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2019 établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union (JO L 79I du 21.3.2019, p. 1).

[10] Règlement (UE) 2019/452 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2019 établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union (JO L 79I du 21.3.2019, p. 1).

Or. en

Amendement 592
Sunčana Glavak

Proposition de résolution
Paragraphe 45

Proposition de résolution	*Amendement*
45. s'inquiète de la dépendance de l'Union à l'égard d'acteurs étrangers et de technologies étrangères dans les infrastructures critiques et les chaînes d'approvisionnement; attire l'attention sur les vulnérabilités engendrées par l'utilisation des investissements étrangers directs comme outil géopolitique; invite de nouveau la Commission à élaborer un cadre réglementaire plus solide pour le règlement établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union[10]; estime que ce cadre devrait prévoir la prévention du rachat d'entreprises critiques dans des secteurs essentiels ou d'entreprises de médias par des parties étrangères qui sont sous le contrôle direct ou indirect de pays à haut risque;	45. s'inquiète de la dépendance de l'Union à l'égard d'acteurs étrangers et de technologies étrangères dans les infrastructures critiques et les chaînes d'approvisionnement; attire l'attention sur les vulnérabilités engendrées par l'utilisation des investissements étrangers directs comme outil géopolitique; invite de nouveau la Commission à élaborer un cadre réglementaire plus solide pour le règlement établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union[10]; estime que ce cadre devrait prévoir la prévention du rachat d'entreprises critiques dans des secteurs essentiels ou d'entreprises de médias par des parties étrangères qui sont sous le contrôle direct ou indirect de pays à haut risque; ***invite les États membres à établir des registres de transparence de la propriété;***

[10] Règlement (UE) 2019/452 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2019

[10] Règlement (UE) 2019/452 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2019

établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union (JO L 79I du 21.3.2019, p. 1).

établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union (JO L 79I du 21.3.2019, p. 1).

Or. hr

Amendement 593
Clare Daly

Proposition de résolution
Paragraphe 45

Proposition de résolution	*Amendement*
45. s'inquiète de la dépendance de l'Union à l'égard d'acteurs étrangers et de technologies étrangères dans les infrastructures critiques et les chaînes d'approvisionnement; attire l'attention sur les vulnérabilités ***engendrées par l'utilisation des investissements étrangers directs comme outil*** géopolitique; invite de nouveau la Commission à élaborer un cadre réglementaire plus solide pour le règlement établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union[10]; estime que ce cadre devrait prévoir la prévention du rachat d'entreprises critiques dans des secteurs essentiels ou d'entreprises de médias par des parties étrangères qui sont sous le contrôle direct ou indirect de pays ***à haut risque***;	45. s'inquiète de la dépendance de l'Union à l'égard d'acteurs étrangers et de technologies étrangères dans les infrastructures critiques et les chaînes d'approvisionnement; attire l'attention sur les vulnérabilités ***découlant de la dimension*** géopolitique ***intrinsèque des investissements directs étrangers***; invite de nouveau la Commission à élaborer un cadre réglementaire plus solide pour le règlement établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union[10]; estime que ce cadre devrait prévoir la prévention du rachat d'entreprises critiques dans des secteurs essentiels ou d'entreprises de médias par des parties étrangères qui sont sous le contrôle direct ou indirect de pays ***tiers***;
[10] Règlement (UE) 2019/452 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2019 établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union (JO L 79I du 21.3.2019, p. 1).	[10] Règlement (UE) 2019/452 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2019 établissant un cadre pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union (JO L 79I du 21.3.2019, p. 1).

Or. en

Amendement 594
Nathalie Loiseau, Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Paragraphe 45 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	45 bis. constate qu'en dépit de ces mécanismes de filtrage des investissements directs étrangers, des entreprises chinoises telles que Nuctech se sont vu attribuer des marchés ayant pour objet des infrastructures européennes critiques, notamment des aéroports; ajoute que, malgré les garanties données en matière de sécurité, comme le fait qu'elle fonctionnerait dans un système fermé les interventions régulières de contrôle, d'entretien et de mise à jour de routine finiraient par poser un risque pour la sûreté; s'inquiète de ce que la présence de ces entreprises en Europe constitue pour elles un ancrage leur permettant de bénéficier des financements de l'Union européenne à titre d'entreprises de l'Union;

Or. en

Amendement 595
Andreas Schieder, Tonino Picula, Radka Maxová, Pierfrancesco Majorino, Nacho Sánchez Amor, Cristina Maestre Martín De Almagro

Proposition de résolution
Paragraphe 45 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	45 bis. souligne la nécessité d'établir et de développer des alliances technologiques stratégiques autonomes avec des partenaires démocratiques pour réduire la dépendance de l'Union à l'égard d'acteurs étrangers à haut risque et de leurs technologies, et pour renforcer les capacités industrielles de l'Union dans des domaines technologiques clés, tels que l'intelligence artificielle, les semi-conducteurs, l'informatique en nuage et d'autres technologies de pointe;

Or. en

Amendement 596
Nathalie Loiseau, Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Paragraphe 46

Proposition de résolution	*Amendement*
46. demande au Conseil et à la Commission d'exclure l'utilisation d'équipements provenant de fabricants de pays à haut risque, comme Huawei, ZTE, Kaspersky, Nuctech, etc; invite les secteurs essentiels et les autres secteurs sensibles à exclure l'utilisation de matériel et de logiciels provenant de pays à haut risque, susceptibles d'être exploités pour menacer la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données et des services;	46. demande au Conseil et à la Commission d'exclure l'utilisation d'équipements provenant de fabricants de pays à haut risque, comme Huawei, ZTE, Kaspersky, Nuctech, etc; invite les secteurs essentiels et les autres secteurs sensibles à exclure l'utilisation de matériel et de logiciels provenant de pays à haut risque, susceptibles d'être exploités pour menacer la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données et des services; ***rappelle que tout logiciel fonctionnant en système fermé reste vulnérable lorsque des contrôles de routine sont effectués ou lors de sa mise à jour;***

Or. en

Amendement 597
Clare Daly

Proposition de résolution
Paragraphe 46

Proposition de résolution	*Amendement*
46. demande au Conseil et à la Commission d'exclure l'utilisation d'équipements provenant de fabricants de pays ***à haut risque, comme Huawei, ZTE, Kaspersky, Nuctech, etc***; invite les secteurs essentiels et les autres secteurs sensibles à exclure l'utilisation de matériel et de logiciels provenant de pays ***à haut risque,*** susceptibles d'être exploités pour menacer la confidentialité, l'intégrité et la	46. demande au Conseil et à la Commission d'exclure l'utilisation d'équipements provenant de fabricants de pays ***tiers***; invite les secteurs essentiels et les autres secteurs sensibles à exclure l'utilisation de matériel et de logiciels provenant de pays ***tiers, dès lors qu'il existe un consensus d'experts solide, fondé sur des preuves techniques examinées par des pairs et accessibles au***

disponibilité des données et des services;

public, établissant que ces matériel et logiciel seraient susceptibles d'être exploités pour menacer la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données et des services;

Or. en

Amendement 598
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 46

Proposition de résolution	*Amendement*
46. demande au Conseil et à la Commission d'exclure l'utilisation d'équipements provenant de fabricants de pays à haut risque, comme Huawei, ZTE, Kaspersky, Nuctech, etc; invite les secteurs essentiels et les autres secteurs sensibles à exclure l'utilisation de matériel et de logiciels provenant de pays à haut risque, susceptibles d'être exploités pour menacer la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données et des services;	46. demande au Conseil et à la Commission d'exclure l'utilisation d'équipements ***et de logiciels*** provenant de fabricants de pays à haut risque, comme ***ByteDance,*** Huawei, ZTE, Kaspersky, Nuctech, etc; invite les secteurs essentiels et les autres secteurs sensibles à exclure l'utilisation de matériel et de logiciels provenant de pays à haut risque, susceptibles d'être exploités pour menacer la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données et des services;

Or. en

Amendement 599
Benoît Lutgen

Proposition de résolution
Paragraphe 46

Proposition de résolution	*Amendement*
46. demande au Conseil et à la Commission d'exclure l'utilisation d'équipements provenant de fabricants de pays à haut risque, comme Huawei, ZTE, Kaspersky, Nuctech, etc; invite les secteurs essentiels et les autres secteurs sensibles à	46. demande au Conseil et à la Commission d'exclure l'utilisation d'équipements provenant de fabricants de pays à haut risque***, notamment la Chine et la Russie***, comme Huawei, ZTE, Kaspersky, Nuctech, etc; invite les secteurs

exclure l'utilisation de matériel et de logiciels provenant de pays à haut risque, susceptibles d'être exploités pour menacer la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données et des services;

essentiels et les autres secteurs sensibles à exclure l'utilisation de matériel et de logiciels provenant de pays à haut risque, susceptibles d'être exploités pour menacer la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données et des services;

Or. fr

Amendement 600
Aurélia Beigneux

Proposition de résolution
Paragraphe 46

Proposition de résolution	*Amendement*
46. demande au Conseil et à la Commission ***d'exclure l'utilisation d'équipements provenant de fabricants de pays à haut risque, comme Huawei, ZTE, Kaspersky, Nuctech, etc***; invite les secteurs essentiels et les autres secteurs sensibles à ***exclure*** l'utilisation de matériel et de logiciels provenant de pays à haut risque, susceptibles d'être exploités pour menacer la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données et des services;	46. demande au Conseil et à la Commission ***une vigilance renforcée sur les composants, logiciels et appareils électroniques étrangers***; invite les secteurs essentiels et les autres secteurs sensibles à ***un contrôle renforcé de*** l'utilisation de matériel et de logiciels provenant de pays à haut risque, susceptibles d'être exploités pour menacer la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données et des services;

Or. fr

Amendement 601
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 46 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	46 bis. considère que l'application TikTok, détenue par le conglomérat chinois ByteDance, enfreint la réglementation de l'Union en matière de confidentialité des données, constitue un risque potentiel pour la sécurité nationale

et représente une source de désinformation soutenue par la Chine; recommande d'interdire l'utilisation de TikTok à tous les niveaux des gouvernements nationaux et des institutions européennes; rappelle que les États-Unis ont récemment interdit TikTok sur les appareils gouvernementaux et que le gouvernement néerlandais est en passe de le faire;

Or. en

Amendement 602
Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Sandro Gozi, Maite Pagazaurtundúa, Petras Auštrevičius, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Paragraphe 47

Proposition de résolution	*Amendement*
47. s'inquiète des vulnérabilités et des attaques croissantes contre les câbles sous-marins et le transport par conduite sous-marine, en attirant spécialement l'attention sur le sabotage du gazoduc Nord Stream en septembre 2022; estime que les investissements directs étrangers dans les câbles sous-marins et dans le transport par conduite sous-marine créent un risque supplémentaire pour la sécurité; invite la Commission à publier une mise à jour de la stratégie de l'Union en matière de sûreté maritime ***et à prévoir la création*** d'un groupe de coordination pour la résilience des câbles au sein de la Commission; ***invite le Service européen pour l'action extérieure à mettre au point des initiatives et des actions de*** coordination***, de surveillance et d'action extérieure pour protéger la connectivité numérique mondiale des câbles sous-marins***;	47. s'inquiète des vulnérabilités et des attaques croissantes contre les câbles sous-marins et le transport par conduite sous-marine, en attirant spécialement l'attention sur le sabotage du gazoduc Nord Stream en septembre 2022; estime que les investissements directs étrangers dans les câbles sous-marins et dans le transport par conduite sous-marine créent un risque supplémentaire pour la sécurité; invite la Commission à publier une mise à jour de la stratégie de l'Union en matière de sûreté maritime ***afin de mettre en place des initiatives ayant vocation à renforcer la compréhension et la résilience de la protection des câbles à l'échelle de l'Union, à améliorer la coordination et le partage des informations, à faire progresser les capacités de surveillance en coopération avec l'industrie, à renforcer les mécanismes d'intervention et à inscrire cette question dans l'action extérieure; estime qu'il est possible d'atteindre cet objectif par la mise en place*** d'un groupe de coordination pour la résilience des câbles au sein de la

Commission***, la formation des garde-côtes, l'organisation de manifestations de sensibilisation, l'évaluation des risques nationaux et à l'échelle de l'Union, l'installation de capteurs et la création d'un environnement commun de partage de l'information intégrant les données de l'industrie, la*** coordination ***des mesures d'application de la loi par le forum des garde-côtes européens, des activités de renforcement des capacités, la mise en commun des capacités de réparation de l'Union, ainsi que des mesures de planification d'urgence et de gestion de crise au moyen d'exercices de simulation***;

Or. en

Amendement 603
Sunčana Glavak

Proposition de résolution
Paragraphe 47

Proposition de résolution	*Amendement*
47. s'inquiète des vulnérabilités et des attaques croissantes contre les câbles sous-marins et le transport par conduite sous-marine, en attirant spécialement l'attention sur le sabotage du gazoduc Nord Stream en septembre 2022; estime que les investissements directs étrangers dans les câbles sous-marins et dans le transport par conduite sous-marine créent un risque supplémentaire pour la sécurité; invite la Commission à publier une mise à jour de la stratégie de l'Union en matière de sûreté maritime et à prévoir la création d'un groupe de coordination pour la résilience des câbles au sein de la Commission; invite le Service européen pour l'action extérieure à mettre au point des initiatives et des actions de coordination, de surveillance et d'action extérieure pour protéger la connectivité numérique mondiale des câbles sous-marins;	47. s'inquiète des vulnérabilités et des attaques croissantes contre les câbles sous-marins et le transport par conduite sous-marine, en attirant spécialement l'attention sur le sabotage du gazoduc Nord Stream en septembre 2022; estime que les investissements directs étrangers dans les câbles sous-marins et dans le transport par conduite sous-marine créent un risque supplémentaire pour la sécurité; invite la Commission à publier une mise à jour de la stratégie de l'Union en matière de sûreté maritime et à prévoir la création d'un groupe de coordination pour la résilience des câbles au sein de la Commission; invite le Service européen pour l'action extérieure à mettre au point des initiatives et des actions de coordination, de surveillance et d'action extérieure pour protéger la connectivité numérique mondiale des câbles sous-marins; ***s'inquiète de la diversification***

insuffisante des canaux d'infrastructures critiques; est conscient des vulnérabilités de l'économie et de la démocratie européennes en cas d'attaque systémique contre les infrastructures critiques européennes;

Or. hr

Amendement 604
Morten Løkkegaard, Bart Groothuis, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Paragraphe 47

Proposition de résolution	*Amendement*
47. s'inquiète des vulnérabilités et des attaques croissantes contre les câbles sous-marins et le transport par conduite sous-marine, en attirant spécialement l'attention sur le sabotage du gazoduc Nord Stream en septembre 2022; estime que les investissements directs étrangers dans les câbles sous-marins et dans le transport par conduite sous-marine créent un risque supplémentaire pour la sécurité; invite la Commission à publier une mise à jour de la stratégie de l'Union en matière de sûreté maritime et à prévoir la création d'un groupe de coordination pour la résilience des câbles au sein de la Commission; invite le Service européen pour l'action extérieure à mettre au point des initiatives et des actions de coordination, de surveillance et d'action extérieure pour protéger la connectivité numérique mondiale des câbles sous-marins;	47. s'inquiète des vulnérabilités et des attaques croissantes contre les câbles sous-marins et le transport par conduite sous-marine, en attirant spécialement l'attention sur le sabotage du gazoduc Nord Stream en septembre 2022; estime que les investissements directs étrangers dans les câbles sous-marins et dans le transport par conduite sous-marine créent un risque supplémentaire pour la sécurité; invite la Commission à publier une mise à jour de la stratégie de l'Union en matière de sûreté maritime et à prévoir la création d'un groupe de coordination pour la résilience des câbles au sein de la Commission***, qui devrait être tenu de coopérer étroitement avec toutes les institutions de l'Union et les États membres concernés***; invite le Service européen pour l'action extérieure à mettre au point des initiatives et des actions de coordination, de surveillance et d'action extérieure pour protéger la connectivité numérique mondiale des câbles sous-marins;

Or. en

Amendement 605
Clare Daly

Proposition de résolution
Paragraphe 47

Proposition de résolution	*Amendement*
47. s'inquiète des vulnérabilités et des attaques croissantes contre les câbles sous-marins et le transport par conduite sous-marine, en attirant spécialement l'attention sur le sabotage du gazoduc Nord Stream en septembre 2022; estime que les investissements directs étrangers dans les câbles sous-marins et dans le transport par conduite sous-marine créent un risque supplémentaire pour la sécurité; invite la Commission à publier une mise à jour de la stratégie de l'Union en matière de sûreté maritime et à prévoir la création d'un groupe de coordination pour la résilience des câbles au sein de la Commission; invite le Service européen pour l'action extérieure à mettre au point des initiatives et des actions de coordination, de surveillance et d'action extérieure pour protéger la connectivité numérique mondiale des câbles sous-marins;	47. s'inquiète des vulnérabilités et des attaques croissantes contre les câbles sous-marins et le transport par conduite sous-marine, en attirant spécialement l'attention sur le sabotage du gazoduc Nord Stream en septembre 2022***; demande l'ouverture d'une enquête internationale, sous l'égide des Nations unies, pour déterminer les parties responsables***; estime que les investissements directs étrangers dans les câbles sous-marins et dans le transport par conduite sous-marine créent un risque supplémentaire pour la sécurité; invite la Commission à publier une mise à jour de la stratégie de l'Union en matière de sûreté maritime et à prévoir la création d'un groupe de coordination pour la résilience des câbles au sein de la Commission; invite le Service européen pour l'action extérieure à mettre au point des initiatives et des actions de coordination, de surveillance et d'action extérieure pour protéger la connectivité numérique mondiale des câbles sous-marins;

Or. en

Amendement 606
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 47

Proposition de résolution	*Amendement*
47. s'inquiète des vulnérabilités et des attaques croissantes contre les câbles sous-marins et le transport par conduite sous-marine, en attirant spécialement l'attention sur le sabotage du gazoduc Nord Stream en septembre 2022; estime que les	47. s'inquiète des vulnérabilités et des attaques croissantes contre les câbles sous-marins et le transport par conduite sous-marine, en attirant spécialement l'attention sur le sabotage du gazoduc Nord Stream en septembre 2022; estime que les

investissements directs étrangers dans les câbles sous-marins et dans le transport par conduite sous-marine ***créent un risque supplémentaire pour*** la sécurité; invite la Commission à publier une mise à jour de la stratégie de l'Union en matière de sûreté maritime et à prévoir la création d'un groupe de coordination pour la résilience des câbles au sein de la Commission; invite le Service européen pour l'action extérieure à mettre au point des initiatives et des actions de coordination, de surveillance et d'action extérieure pour protéger la connectivité numérique mondiale des câbles sous-marins;	investissements directs étrangers dans les câbles sous-marins et dans le transport par conduite sous-marine ***sont sensibles du point de vue de*** la sécurité ***nationale***; invite la Commission à publier une mise à jour de la stratégie de l'Union en matière de sûreté maritime et à prévoir la création d'un groupe de coordination pour la résilience des câbles au sein de la Commission; invite le Service européen pour l'action extérieure à mettre au point des initiatives et des actions de coordination, de surveillance et d'action extérieure pour protéger la connectivité numérique mondiale des câbles sous-marins;

Or. en

Amendement 607
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 47 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	47 bis. constate avec inquiétude l'incidence des actions de lobbying sur les processus d'élaboration des politiques par des États étrangers et des entreprises ayant un intérêt direct dans la poursuite de la production et de l'utilisation du pétrole et du gaz fossile dans l'Union européenne;

Or. en

Amendement 608
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 47 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	47 ter. prie instamment les États membres de l'Union et la Commission de mettre fin à toutes les importations de combustibles fossiles d'autres régimes autocratiques vers l'Union, ainsi qu'aux investissements dans ces secteurs, car ils portent atteinte aux engagements de l'Union en matière de droits de l'homme et de transition énergétique verte, et de renforcer au contraire la coopération en matière d'efficacité énergétique, d'utilisation des énergies renouvelables et de neutralité climatique;

Or. en

Amendement 609
Clare Daly

Proposition de résolution
Paragraphe 48

Proposition de résolution	*Amendement*
48. s'inquiète ***des révélations concernant*** certaines élites politiques de l'Union ***et la manière dont elles ont contribué, en Allemagne, par exemple, à faire avancer les objectifs visés par Gazprom et*** opté ***constamment*** en faveur des livraisons de gaz en provenance de ***Russie***; ***se félicite de la proposition REPowerEU de la Commission, qui vise à transformer le système énergétique européen en mettant fin à sa*** dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles russes; estime qu'il faut faire davantage pour garantir ***une autonomie stratégique ouverte dans le secteur de l'énergie***; demande ***l'accélération du déploiement des énergies renouvelables***;	48. s'inquiète ***que*** certaines élites politiques de l'Union ***aient*** opté en faveur des livraisons de gaz en provenance de ***pays tiers***; ***déplore que les efforts visant à mettre fin à la*** dépendance ***de l'Union*** vis-à-vis des combustibles fossiles russes ***aient pris la forme d'une dépendance accrue aux combustibles fossiles provenant d'autres pays ne respectant pas les droits de l'homme, tels que l'Azerbaïdjan et le Qatar, et au gaz naturel liquéfié issu de la fracturation provenant des États-Unis***; estime qu'il faut faire davantage pour garantir ***la souveraineté énergétique de l'Union***; ***estime que le gaz fossile est également incompatible avec les objectifs climatiques de l'Union et les objectifs de l'accord de Paris, et*** demande ***par conséquent l'élimination progressive du gaz fossile d'ici 2035***;

Or. en

Amendement 610
Sunčana Glavak

Proposition de résolution
Paragraphe 48

Proposition de résolution	*Amendement*
48. s'inquiète des révélations concernant certaines élites politiques de l'Union et la manière dont elles ont contribué, en Allemagne, par exemple, à faire avancer les objectifs visés par Gazprom et opté constamment en faveur des livraisons de gaz en provenance de Russie; se félicite de la proposition REPowerEU de la Commission, qui vise à transformer le système énergétique européen en mettant fin à sa dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles russes; estime qu'il faut faire davantage pour garantir une autonomie stratégique ouverte dans le secteur de l'énergie; demande l'accélération du déploiement des énergies renouvelables;	48. s'inquiète des révélations concernant certaines élites politiques de l'Union et la manière dont elles ont contribué, en Allemagne, par exemple, à faire avancer les objectifs visés par Gazprom et opté constamment en faveur des livraisons de gaz en provenance de Russie; se félicite de la proposition REPowerEU de la Commission, qui vise à transformer le système énergétique européen en mettant fin à sa dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles russes; estime qu'il faut faire davantage pour garantir une autonomie stratégique ouverte dans le secteur de l'énergie; demande l'accélération du déploiement des énergies renouvelables; ***déplore que des députés au Parlement européen soient impliqués dans des scandales avec des pays qui ne sont pas reconnus comme des défenseurs des processus démocratiques;***

Or. hr

Amendement 611
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 48

Proposition de résolution	*Amendement*
48. s'inquiète des révélations concernant certaines élites politiques de l'Union et la manière dont elles ont contribué***, en Allemagne, par exemple,*** à faire avancer les ***objectifs*** visés par	48. s'inquiète des révélations concernant certaines élites politiques de l'Union***, ayant fait partie de gouvernements précédents en Allemagne, par exemple, ainsi que de nombreux***

Gazprom et opté constamment en faveur des livraisons de gaz en provenance de Russie; se félicite de la proposition REPowerEU de la Commission, qui vise à transformer le système énergétique européen en mettant fin à sa dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles russes; estime qu'il faut faire davantage pour garantir une autonomie stratégique ouverte dans le secteur de l'énergie; demande l'accélération du déploiement des énergies renouvelables;

autres représentants politiques, et la manière dont elles ont contribué à faire avancer les ***objectifs*** visés par Gazprom et opté constamment en faveur des livraisons de gaz en provenance de Russie; se félicite de la proposition REPowerEU de la Commission, qui vise à transformer le système énergétique européen en mettant fin à sa dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles russes; estime qu'il faut faire davantage pour garantir une autonomie stratégique ouverte dans le secteur de l'énergie; demande l'accélération du déploiement des énergies renouvelables;

Or. en

Amendement 612
Nathalie Loiseau, Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Paragraphe 48

Proposition de résolution	*Amendement*
48. s'inquiète des révélations concernant certaines élites politiques de l'Union et la manière dont elles ont contribué, en Allemagne, par exemple, à faire avancer les ***objectifs*** visés par Gazprom et opté constamment en faveur des livraisons de gaz en provenance de Russie; se félicite de la proposition REPowerEU de la Commission, qui vise à transformer le système énergétique européen en mettant fin à sa dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles russes; estime qu'il faut faire davantage pour garantir une autonomie stratégique ouverte dans le secteur de l'énergie; demande l'accélération du déploiement des énergies renouvelables;	48. s'inquiète des révélations concernant certaines élites politiques de l'Union et la manière dont elles ont contribué, en Allemagne, par exemple, à faire avancer les ***objectifs*** visés par Gazprom et opté constamment en faveur des livraisons de gaz en provenance de Russie***; rappelle à cet égard sa conclusion dans le précédent rapport de la commission spéciale sur l'ingérence étrangère***; se félicite de la proposition REPowerEU de la Commission, qui vise à transformer le système énergétique européen en mettant fin à sa dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles russes; estime qu'il faut faire davantage pour garantir une autonomie stratégique ouverte dans le secteur de l'énergie; demande l'accélération du déploiement des énergies renouvelables;

Or. en

Amendement 613
Sabine Verheyen, Daniel Caspary, Monika Hohlmeier, Marlene Mortler, Markus Pieper, Christine Schneider, Ralf Seekatz, Sven Simon, Axel Voss

Proposition de résolution
Paragraphe 48

Proposition de résolution	*Amendement*
48. s'inquiète des révélations concernant certaines élites politiques de l'Union et la manière dont elles ont contribué***, en Allemagne, par exemple,*** à faire avancer les ***objectifs*** visés par Gazprom et opté constamment en faveur des livraisons de gaz en provenance de Russie; se félicite de la proposition REPowerEU de la Commission, qui vise à transformer le système énergétique européen en mettant fin à sa dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles russes; estime qu'il faut faire davantage pour garantir une autonomie stratégique ouverte dans le secteur de l'énergie; demande l'accélération du déploiement des énergies renouvelables;	48. s'inquiète des révélations concernant certaines élites politiques de l'Union et la manière dont elles ont contribué à faire avancer les ***objectifs*** visés par Gazprom et opté constamment en faveur des livraisons de gaz en provenance de Russie; se félicite de la proposition REPowerEU de la Commission, qui vise à transformer le système énergétique européen en mettant fin à sa dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles russes; estime qu'il faut faire davantage pour garantir une autonomie stratégique ouverte dans le secteur de l'énergie; demande l'accélération du déploiement des énergies renouvelables;

Or. de

Amendement 614
Andreas Schieder, Tonino Picula, Radka Maxová, Pierfrancesco Majorino, Nacho Sánchez Amor, Cristina Maestre Martín De Almagro

Proposition de résolution
Paragraphe 48

Proposition de résolution	*Amendement*
48. s'inquiète des révélations concernant certaines élites politiques de l'Union et la manière dont elles ont contribué***, en Allemagne, par exemple,*** à faire avancer les ***objectifs*** visés par Gazprom et opté constamment en faveur des livraisons de gaz en provenance de Russie; se félicite de la proposition	48. s'inquiète des révélations concernant certaines élites politiques de l'Union et la manière dont elles ont contribué à faire avancer les ***objectifs*** visés par Gazprom et opté constamment en faveur des livraisons de gaz en provenance de Russie; se félicite de la proposition REPowerEU de la Commission, qui vise à

REPowerEU de la Commission, qui vise à transformer le système énergétique européen en mettant fin à sa dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles russes; estime qu'il faut faire davantage pour garantir une autonomie stratégique ouverte dans le secteur de l'énergie; demande l'accélération du déploiement des énergies renouvelables;	transformer le système énergétique européen en mettant fin à sa dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles russes; estime qu'il faut faire davantage pour garantir une autonomie stratégique ouverte dans le secteur de l'énergie; demande l'accélération du déploiement des énergies renouvelables;

Or. en

Amendement 615
Jorge Buxadé Villalba

Proposition de résolution
Paragraphe 48 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	48 bis. se déclare préoccupé par le fait que la dépendance des États membres vis-à-vis des pays tiers disposant de réserves d'hydrocarbures tend à céder la place à une nouvelle dépendance vis-à-vis de la Chine dans le cadre de la transition vers les énergies renouvelables; rappelle que la Chine fabrique, à l'heure actuelle, environ 70 % des batteries des voitures électriques et que, en traitant de nombreux éléments critiques en vue de la «transition écologique», tels que ceux nécessaires à la fabrication des panneaux photovoltaïques, des batteries elles-mêmes et d'autres éléments, la Chine jouit aujourd'hui d'une position de quasi-monopole; souligne, dans cette optique, que les États membres doivent être en mesure de tirer pleinement parti de leur potentiel énergétique et industriel afin de réduire leur dépendance vis-à-vis des pays tiers et insiste sur le fait que l'Union doit apporter son concours lorsque cela peut créer une valeur ajoutée dans la réalisation de l'autonomie stratégique;

Or. es

Amendement 616
Andreas Schieder, Tonino Picula, Radka Maxová, Pierfrancesco Majorino, Nacho Sánchez Amor, Cristina Maestre Martín De Almagro

Proposition de résolution
Paragraphe 48 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	48 bis. est préoccupé par les liens étroits entre la Hongrie et la Russie, pays dans lequel la Russie exerce son influence sous forme d'une mainmise sur le secteur de l'énergie; déplore que la Hongrie n'ait pris aucune mesure importante pour réduire sa dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie; regrette que, malgré la guerre menée par Moscou en Ukraine, la Hongrie poursuive la construction de réacteurs de fabrication russe pour la centrale nucléaire de Paks, ce qui consacre encore davantage sa dépendance énergétique à l'égard de la Russie.

Or. en

Amendement 617
Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Sandro Gozi, Maite Pagazaurtundúa, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Paragraphe 49

Proposition de résolution	*Amendement*
49. salue la proposition récente de règlement ***européen sur les semi-conducteurs***[11]; estime que cette proposition est essentielle pour ***éviter la dépendance de l'Union à l'égard des matières premières provenant d'acteurs étrangers, et qu'elle devrait donc garantir le soutien à l'ensemble de la chaîne de valeur en Europe, de la conception et de la fabrication des semi-conducteurs aux utilisateurs finaux; invite l'Union et ses***	49. salue la proposition récente de règlement ***sur les matières premières critiques***; estime que cette proposition est essentielle pour ***sécuriser les*** chaînes d'approvisionnement ***européennes nécessaires à la réussite du règlement sur les semi-conducteurs***;

États membres à faire respecter la diversification des chaînes d'approvisionnement ***en matières premières stratégiques, par exemple en plafonnant les exportations en provenance de pays à haut risque***;

---

[11] ***Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre de mesures pour renforcer l'écosystème européen des semi-conducteurs (règlement sur les semi-conducteurs) (COM(2022) 0046).***

Or. en

Amendement 618
Morten Løkkegaard, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Paragraphe 49

Proposition de résolution	*Amendement*
49. salue la proposition récente de règlement européen sur les semi-conducteurs[11]; estime que cette proposition est essentielle pour éviter la dépendance de l'Union à l'égard des matières premières provenant d'acteurs étrangers, et qu'elle devrait donc garantir le soutien à l'ensemble de la chaîne de valeur en Europe, de la conception et de la fabrication des semi-conducteurs aux utilisateurs finaux; invite l'Union et ses États membres à faire respecter la diversification des chaînes d'approvisionnement en matières premières stratégiques, par exemple en plafonnant les exportations en provenance de pays à haut risque;	49. salue la proposition récente de règlement européen sur les semi-conducteurs[11]; estime que cette proposition est essentielle pour éviter la dépendance de l'Union à l'égard des matières premières provenant d'acteurs étrangers, et qu'elle devrait donc garantir le soutien à l'ensemble de la chaîne de valeur en Europe, de la conception et de la fabrication des semi-conducteurs aux utilisateurs finaux; invite l'Union et ses États membres à faire respecter la diversification des chaînes d'approvisionnement en matières premières stratégiques, par exemple en plafonnant les exportations en provenance de pays à haut risque; ***souligne l'importance des accords de libre-échange pour la sécurisation de l'approvisionnement en ressources stratégiques importantes; insiste sur la nécessité de continuer à conclure des accords de libre-échange avec des***

démocraties partageant les mêmes idées;

[11] Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre de mesures pour renforcer l'écosystème européen des semi-conducteurs (règlement sur les semi-conducteurs) (COM(2022) 0046).

[11] Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre de mesures pour renforcer l'écosystème européen des semi-conducteurs (règlement sur les semi-conducteurs) (COM(2022) 0046).

Or. en

Amendement 619
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 49

Proposition de résolution	*Amendement*
49. salue la proposition récente de règlement européen sur les semi-conducteurs[11]; estime que cette proposition est essentielle pour éviter la dépendance de l'Union à l'égard ***des matières premières provenant*** d'acteurs étrangers, et qu'elle devrait donc garantir le soutien à l'ensemble de la chaîne de valeur en Europe, de la conception et de la fabrication des semi-conducteurs aux utilisateurs finaux; invite l'Union et ses États membres à faire respecter la diversification des chaînes d'approvisionnement ***en matières premières stratégiques, par exemple en plafonnant les exportations en provenance de pays à haut risque***;	49. salue la proposition récente de règlement européen sur les semi-conducteurs[11]; estime que cette proposition est essentielle pour éviter la dépendance de l'Union à l'égard d'acteurs étrangers, et qu'elle devrait donc garantir le soutien à l'ensemble de la chaîne de valeur en Europe, de la conception et de la fabrication des semi-conducteurs aux utilisateurs finaux; invite l'Union et ses États membres à faire respecter la diversification des chaînes d'approvisionnement;

[11] Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre de mesures pour renforcer l'écosystème européen des semi-conducteurs (règlement sur les semi-conducteurs) (COM(2022) 0046).

[11] Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre de mesures pour renforcer l'écosystème européen des semi-conducteurs (règlement sur les semi-conducteurs) (COM(2022) 0046).

Or. en

Amendement 620
Anna Bonfrisco, Marco Campomenosi, Marco Zanni, Silvia Sardone, Aurélia Beigneux

Proposition de résolution
Paragraphe 49 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	49 bis. souligne que le pacte vert pour l'Europe, notamment tel qu'il est incorporé dans le paquet «Ajustement à l'objectif 55», aura de profondes répercussions géopolitiques, tant dans le voisinage immédiat de l'Europe qu'au-delà, en raison de son incidence sur l'équilibre énergétique de l'Union, sur sa compétitivité internationale et sur les marchés mondiaux; est préoccupé par la sûreté de l'approvisionnement en matières premières critiques, essentielle pour limiter la dépendance à d'autres pays, principalement la Chine, concernant ces matières;

Or. en

Amendement 621
Vladimír Bilčík, Sabine Verheyen, Isabel Wiseler-Lima, Javier Zarzalejos, Andrey Kovatchev

Proposition de résolution
Paragraphe 50

Proposition de résolution	*Amendement*
50. se félicite du travail accompli par l'Autorité pour les partis politiques européens et les fondations politiques européennes (l'«Autorité») cet égard, en particulier en ce qui concerne la prévention et la lutte contre les transactions financières interdites en provenance de pays tiers dans le système politique de l'Union;	50. se félicite du travail accompli par l'Autorité pour les partis politiques européens et les fondations politiques européennes (l'«Autorité») cet égard, en particulier en ce qui concerne la prévention et la lutte contre les transactions financières interdites en provenance de pays tiers dans le système politique de l'Union; ***invite la Commission et les colégislateurs à renforcer la boîte à outils de l'Autorité et à permettre la traçabilité***

effective des dons jusqu'au payeur final, évitant ainsi le contournement de l'interdiction par le recours à des intermédiaires, notamment en donnant mandat à l'Autorité d'obtenir des informations directement auprès des donateurs ou de leur établissement bancaire, ainsi qu'en prévoyant un système de notification instantanée des transactions suspectes par les cellules de renseignement financier des États membres à l'Autorité; invite en outre la Commission et les États membres à renforcer les garanties juridiques empêchant les partis membres des partis politiques européens de recevoir des paiements provenant de pays tiers au niveau national, utilisés ensuite comme contributions pour les partis et fondations politiques européens;

Or. en

Amendement 622
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 50

Proposition de résolution	*Amendement*
50. se félicite du travail accompli par l'Autorité pour les partis politiques européens et les fondations politiques européennes (l'«Autorité») cet égard, en particulier en ce qui concerne la prévention et la lutte contre les ***transactions financières interdites*** en provenance de pays tiers dans le système politique de l'Union;	50. se félicite du travail accompli par l'Autorité pour les partis politiques européens et les fondations politiques européennes (l'«Autorité») cet égard, en particulier en ce qui concerne la prévention et la lutte contre les ***dons interdits*** en provenance de pays tiers ***autoritaires*** dans le système politique de l'Union;

Or. en

Amendement 623
Vladimír Bilčík, David Lega, Isabel Wiseler-Lima, Javier Zarzalejos, Andrey Kovatchev

Proposition de résolution
Paragraphe 50 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	50 bis. fait observer que les élections européennes, bien que fondées sur des règles électorales nationales différentes, aboutissent à la constitution d'un Parlement européen unique; rappelle que l'Union européenne et les États membres ont une responsabilité partagée pour garantir l'intégrité de la préparation et du déroulement des élections européennes; se félicite à cet égard que l'Autorité pour les partis politiques européens et les fondations politiques européennes ait déjà établi des contacts opérationnels avec les institutions et agences compétentes de l'Union ainsi qu'avec les États membres, dans le but de contrer efficacement les tentatives d'utilisation des violations de données personnelles à des fins électorales; invite les États membres à renforcer encore la coopération avec l'Autorité en mettant à disposition et en rendant opérationnels des points de contact spécialisés au sein des autorités compétentes en matière de protection des données et de cybersécurité électorale.

Or. en

Amendement 624
Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Sandro Gozi, Maite Pagazaurtundúa, Petras Auštrevičius, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Paragraphe 50 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	50 bis. invite le Service européen pour l'action extérieure à promouvoir l'adoption généralisée d'une norme pour lutter contre l'ingérence électorale, qui établirait que les acteurs étatiques et non

étatiques ne doivent pas poursuivre, soutenir ou permettre des cyberopérations visant à perturber l'infrastructure technique essentielle aux élections, référendums ou plébiscites, ainsi qu'à élaborer une norme contre les campagnes de désinformation concertées en provenance de l'étranger relative à l'ingérence électorale secrète basée sur le principe de non-intervention, qui interdirait les subterfuges et la désinformation secrète; met toutefois en garde contre le soutien apporté, au sein des Nations unies, aux propositions russes préexistantes de totale non-ingérence, qui limiterait les financements publics déclarés des organisations de la société civile;

Or. en

Amendement 625
Benoît Lutgen

Proposition de résolution
Paragraphe 51

Proposition de résolution	*Amendement*
51. voit d'un bon œil les initiatives prises au sein du réseau européen de coopération en matière d'élections, y compris les plans de résilience conjoints; invite la Commission à associer pleinement les services du Parlement aux activités du réseau ainsi qu'à ceux de l'Autorité; estime qu'il conviendrait d'établir des réseaux similaires avec les parlements nationaux de l'Union;	51. voit d'un bon œil les initiatives prises au sein du réseau européen de coopération en matière d'élections, y compris les plans de résilience conjoints; invite la Commission à associer pleinement les services du Parlement aux activités du réseau ainsi qu'à ceux de l'Autorité; estime qu'il conviendrait d'établir des réseaux similaires avec les parlements nationaux de l'Union; ***estime que les Parlements des États membres et les autorités électorales devraient mieux informer le public sur les risques d'ingérence dans les processus électoraux nationaux;***

Or. fr

Amendement 626
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 51

Proposition de résolution	*Amendement*
51. voit d'un bon œil les initiatives prises au sein du réseau européen de coopération en matière d'élections, y compris les plans de résilience conjoints; invite la Commission à associer pleinement ***les services du*** Parlement aux activités du réseau ainsi ***qu'à ceux de*** l'Autorité; estime qu'il conviendrait d'établir des réseaux similaires avec les parlements nationaux de l'Union;	51. voit d'un bon œil les initiatives prises au sein du réseau européen de coopération en matière d'élections, y compris les plans de résilience conjoints; invite la Commission à associer pleinement ***le*** Parlement aux activités du réseau ainsi ***que*** l'Autorité; estime qu'il conviendrait d'établir des réseaux similaires avec les parlements nationaux de l'Union;

Or. en

Amendement 627
Jorge Buxadé Villalba

Proposition de résolution
Paragraphe 52

Proposition de résolution	*Amendement*
52. relève que le Parlement européen a défini une stratégie pour les élections européennes de 2024, qui comprend une partie spécifique visant à prévenir et à lutter contre la manipulation de l'information avant les élections sans interférer dans les débats politiques, dans le plein respect de l'indépendance du mandat des députés; ***souligne que cette stratégie devrait être fondée sur une montée en puissance des actions déjà menées par le Parlement, y compris des actions menées au sein du groupe de travail du Parlement sur la désinformation, et demande donc l'allocation de moyens supplémentaires pour les mettre en œuvre;***	52. relève que le Parlement européen a défini une stratégie pour les élections européennes de 2024, qui comprend une partie spécifique visant à prévenir et à lutter contre la manipulation de l'information avant les élections sans interférer dans les débats politiques, dans le plein respect de l'indépendance du mandat des députés;

Or. es

Amendement 628
Sunčana Glavak

Proposition de résolution
Paragraphe 52

Proposition de résolution	*Amendement*
52. relève que le Parlement européen a défini une stratégie pour les élections européennes de 2024, qui comprend une partie spécifique visant à prévenir et à lutter contre la manipulation de l'information avant les élections sans interférer dans les débats politiques, dans le plein respect de l'indépendance du mandat des députés; souligne que cette stratégie devrait être fondée sur une montée en puissance des actions déjà menées par le Parlement, y compris des actions menées au sein du groupe de travail du Parlement sur la désinformation, et demande donc l'allocation de moyens supplémentaires pour les mettre en œuvre;	52. relève que le Parlement européen a défini une stratégie pour les élections européennes de 2024, qui comprend une partie spécifique visant à prévenir et à lutter contre la manipulation de l'information avant les élections sans interférer dans les débats politiques, dans le plein respect de l'indépendance du mandat des députés; souligne que cette stratégie devrait être fondée sur une montée en puissance des actions déjà menées par le Parlement, y compris des actions menées au sein du groupe de travail du Parlement sur la désinformation, et demande donc l'allocation de moyens supplémentaires pour les mettre en œuvre; ***constate que, dans le climat actuel, la tenue des élections au Parlement européen en 2024 représente un défi pour les États membres et les institutions européennes;***

Or. hr

Amendement 629
Aurélia Beigneux

Proposition de résolution
Paragraphe 52

Proposition de résolution	*Amendement*
52. relève que le Parlement européen a défini une stratégie pour les élections européennes de 2024, qui comprend une partie spécifique visant à prévenir et à lutter contre la manipulation de l'information avant les élections sans interférer dans les débats politiques, dans le	52. relève que le Parlement européen a défini une stratégie pour les élections européennes de 2024, qui comprend une partie spécifique visant à prévenir et à lutter contre la manipulation de l'information avant les élections sans interférer dans les débats politiques, dans le

plein respect de l'indépendance du mandat des députés; souligne que cette stratégie devrait être fondée sur une montée en puissance des actions déjà menées par le Parlement***, y compris des actions menées au sein du groupe de travail du Parlement sur la désinformation, et demande donc l'allocation de moyens supplémentaires pour les mettre en œuvre***;	plein respect de l'indépendance du mandat des députés; souligne que cette stratégie devrait être fondée sur une montée en puissance des actions déjà menées par le Parlement;

Or. fr

Amendement 630
Clare Daly

Proposition de résolution
Paragraphe 52

Proposition de résolution	*Amendement*
52. relève que le Parlement européen a défini une stratégie pour les élections européennes de 2024, qui comprend une partie spécifique visant à prévenir et à lutter contre la manipulation de l'information avant les élections sans interférer dans les débats politiques, dans le plein respect de l'indépendance du mandat des députés; souligne que cette stratégie devrait être fondée sur une montée en puissance des actions déjà menées par le Parlement, y compris des actions menées au sein du groupe de travail du Parlement sur la désinformation, et demande donc l'allocation de moyens supplémentaires pour les mettre en œuvre;	52. relève que le Parlement européen a défini une stratégie pour les élections européennes de 2024, qui comprend une partie spécifique visant à prévenir et à lutter contre la manipulation de l'information avant les élections sans interférer dans les débats politiques ***ou les débats sociaux plus larges***, dans le plein respect de l'indépendance du mandat des députés; souligne que cette stratégie devrait être fondée sur une montée en puissance des actions déjà menées par le Parlement, y compris des actions menées au sein du groupe de travail du Parlement sur la désinformation, et demande donc l'allocation de moyens supplémentaires pour les mettre en œuvre;

Or. en

Amendement 631
Andreas Schieder, Tonino Picula, Radka Maxová, Pierfrancesco Majorino, Nacho Sánchez Amor, Cristina Maestre Martín De Almagro

Proposition de résolution
Paragraphe 52 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	52 bis. considère que les entreprises de technologie et de médias devraient prendre des précautions supplémentaires pour ne pas exacerber les fausses informations qui sapent la crédibilité des systèmes électoraux, ainsi que créer des équipes spécialisées qui anticipent l'ingérence numérique, et se rapprocher des organisations de la société civile qui peuvent fournir des connaissances sur les contextes politiques et culturels à cet égard, afin de concevoir des stratégies permettant de prévenir l'ingérence dans les processus électoraux et atténuer leurs effets;

Or. en

Amendement 632
Maite Pagazaurtundúa, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Paragraphe 52 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	52 bis. demande à la Commission européenne d'inclure dans cette stratégie un projet de rédaction d'un code destiné à guider les représentants publics dans leur utilisation des médias sociaux; rappelle que ce sont parfois les gouvernements et les responsables politiques eux-mêmes qui encouragent non seulement l'hostilité idéologique, mais également la désinformation, en qualité de producteurs ou d'émetteurs;

Or. en

Amendement 633
Sandro Gozi, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Paragraphe 52 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	52 bis. souligne la nécessité pour les colégislateurs d'adopter en temps utile le règlement relatif à la transparence et au ciblage de la publicité à caractère politique, avant les élections du Parlement européen de 2024, afin de diminuer le risque de manipulation et d'ingérence étrangère dans nos processus électoraux et démocratiques;

Or. en

Amendement 634
Andreas Schieder, Tonino Picula, Radka Maxová, Pierfrancesco Majorino, Nacho Sánchez Amor, Cristina Maestre Martín De Almagro

Proposition de résolution
Paragraphe 52 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	52 ter. estime que, lors d'élections, les bulletins de vote en papier devraient s'accompagner d'une trace écrite vérifiable, et que le dépouillement devrait faire l'objet d'audits indépendants avec des pistes d'audit détaillées, afin de garantir l'exactitude des résultats; souligne le rôle fondamental de l'observation électorale et des surveillants indépendants des élections;

Or. en

Amendement 635
Laura Ferrara, Mario Furore, Sabrina Pignedoli, Fabio Massimo Castaldo, Tiziana Beghin, Maria Angela Danzì

Proposition de résolution
Paragraphe 53

Proposition de résolution	*Amendement*
53. redit son inquiétude devant les révélations régulières de financement massif par la Russie de partis et de responsables politiques dans un certain nombre de pays démocratiques, afin de s'ingérer dans leurs processus internes; fait part de son inquiétude quant à l'ingérence de grande ampleur de la Russie dans le mouvement séparatiste en Catalogne;	53. redit son inquiétude devant les révélations régulières de financement massif par la Russie de partis***, de dirigeants*** et de responsables politiques dans un certain nombre de pays démocratiques, afin de s'ingérer dans leurs processus internes ***et d'influencer le processus démocratique; demande une transparence absolue quant aux financements effectués en faveur de partis politiques européens et nationaux par des régimes, États ou acteurs étrangers***; fait part de son inquiétude quant à l'ingérence de grande ampleur de la Russie dans le mouvement séparatiste en Catalogne; ***demande à la Commission et aux États membres d'interdire que des députés élus fournissent des services de conseil ou d'autres formes de collaboration à des gouvernements de pays tiers en situation évidente de conflit d'intérêts, comme cela a été le cas en Italie avec les services de conseil fournis à l'Arabie saoudite;***
	Or. it

Amendement 636
Anna Bonfrisco, Silvia Sardone, Marco Zanni, Marco Campomenosi

Proposition de résolution
Paragraphe 53

Proposition de résolution	*Amendement*
53. redit son inquiétude devant les révélations régulières de financement massif par la Russie de partis et de responsables politiques dans un certain nombre de pays démocratiques, afin de s'ingérer dans leurs processus internes; fait part de son inquiétude quant à l'ingérence de grande ampleur de la Russie dans le mouvement séparatiste en Catalogne;	53. redit son inquiétude devant les révélations régulières de financement massif par la Russie de partis et de responsables politiques dans un certain nombre de pays démocratiques, afin de s'ingérer dans leurs processus internes; ***prend acte néanmoins des démentis apportés dans certains cas par les organismes d'enquête des États membres, comme dans le cas de la Ligue de Matteo Salvini;*** fait part de son inquiétude quant à l'ingérence de grande ampleur de

la Russie dans le mouvement séparatiste en Catalogne;

Or. it

Amendement 637
Javier Zarzalejos

Proposition de résolution
Paragraphe 53

Proposition de résolution	*Amendement*
53. redit son inquiétude devant les révélations régulières de financement massif par la Russie de partis et de responsables politiques dans un certain nombre de pays démocratiques, afin de s'ingérer dans leurs processus internes; fait part de son inquiétude quant à l'ingérence de grande ampleur de la Russie dans le mouvement séparatiste en Catalogne;	53. redit son inquiétude devant les révélations régulières de financement massif par la Russie de partis et de responsables politiques dans un certain nombre de pays démocratiques, afin de s'ingérer dans leurs processus internes; fait part de son inquiétude quant à l'ingérence de grande ampleur de la Russie dans le mouvement séparatiste en Catalogne ***et invite les autorités compétentes à mener une enquête approfondie pour faire pleinement la lumière sur les événements***;

Or. es

Amendement 638
Andreas Schieder, Tonino Picula, Radka Maxová, Pierfrancesco Majorino, Nacho Sánchez Amor, Cristina Maestre Martín De Almagro

Proposition de résolution
Paragraphe 53

Proposition de résolution	*Amendement*
53. redit son inquiétude devant les révélations régulières de financement massif par la Russie de partis ***et*** de responsables politiques dans un certain nombre de pays démocratiques, afin de s'ingérer dans leurs processus internes; fait part de son inquiétude quant ***à l'ingérence*** de grande ampleur ***de la Russie*** dans le mouvement ***séparatiste*** en Catalogne;	53. redit son inquiétude devant les révélations régulières de financement massif par la Russie de partis***,*** de responsables politiques ***et d'anciens responsables et représentants politiques*** dans un certain nombre de pays démocratiques, afin de s'ingérer ***et de gagner davantage de poids*** dans leurs processus internes; fait part de son

inquiétude quant ***aux liens de la Russie avec plusieurs partis européens de droite et populistes et à son*** ingérence de grande ampleur dans le mouvement ***sécessionniste*** en Catalogne;

Or. en

Amendement 639
Clare Daly

Proposition de résolution
Paragraphe 53

Proposition de résolution	*Amendement*
53. redit son inquiétude devant les révélations ***régulières*** de financement ***massif par la Russie*** de partis et de responsables politiques dans un certain nombre de pays démocratiques, afin de s'ingérer dans leurs processus internes; ***fait part de son inquiétude quant à l'ingérence de grande ampleur de la Russie dans le mouvement séparatiste en Catalogne;***	53. redit son inquiétude devant les révélations de financement ***en provenance de l'étranger*** de partis et de responsables politiques dans un certain nombre de pays démocratiques, afin de s'ingérer dans leurs processus internes;

Or. en

Amendement 640
Sunčana Glavak

Proposition de résolution
Paragraphe 53

Proposition de résolution	*Amendement*
53. redit son inquiétude devant les révélations régulières de financement massif par la Russie de partis et de responsables politiques dans un certain nombre de pays démocratiques, afin de s'ingérer dans leurs processus internes; fait part de son inquiétude quant à l'ingérence de grande ampleur de la Russie dans le mouvement séparatiste en Catalogne;	53. redit son inquiétude devant les révélations régulières de financement massif par la Russie de partis et de responsables politiques dans un certain nombre de pays démocratiques, afin de s'ingérer dans leurs processus internes; fait part de son inquiétude quant à l'ingérence de grande ampleur de la Russie dans le mouvement séparatiste en Catalogne; ***se***

déclare en outre préoccupé par l'influence croissante des acteurs russes dans le voisinage européen;

Or. hr

Amendement 641
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 53

Proposition de résolution	*Amendement*
53. redit son inquiétude devant les révélations régulières de financement ***massif*** par la Russie de partis et de responsables politiques dans un certain nombre de pays démocratiques, afin de s'ingérer dans leurs processus internes; fait part de son inquiétude quant à l'ingérence ***de grande ampleur*** de la Russie dans ***le mouvement séparatiste*** en Catalogne;	53. redit son inquiétude devant les révélations régulières de financement***,*** par ***des entités ou pays étrangers, notamment*** la Russie***, la Libye, le Qatar, le Maroc, l'Azerbaïdjan et d'autres,*** de partis et de responsables politiques dans un certain nombre de pays démocratiques, afin de s'ingérer dans leurs processus internes; fait part de son inquiétude quant à l'ingérence ***présumée*** de la Russie dans ***les affaires de certaines personnes*** en Catalogne;

Or. en

Amendement 642
Jorge Buxadé Villalba

Proposition de résolution
Paragraphe 53

Proposition de résolution	*Amendement*
53. redit son inquiétude devant les révélations régulières de financement massif par la Russie de partis et de responsables politiques dans un certain nombre de pays démocratiques, afin de s'ingérer dans leurs processus internes; fait part de son inquiétude quant à l'ingérence de grande ampleur de la Russie dans le mouvement séparatiste en Catalogne;	53. redit son inquiétude devant les révélations régulières de financement massif par la Russie de partis et de responsables politiques dans un certain nombre de pays démocratiques, afin de s'ingérer dans leurs processus internes; fait part de son inquiétude quant à l'ingérence de grande ampleur de la Russie dans le mouvement séparatiste en Catalogne***, qui a***

cherché à provoquer un coup d'État en Espagne en octobre 2017;

Or. es

Amendement 643
Anna Bonfrisco, Silvia Sardone, Marco Zanni, Marco Campomenosi

Proposition de résolution
Paragraphe 53

Proposition de résolution	*Amendement*
53. redit son inquiétude devant les révélations régulières de financement massif par la Russie de partis et de responsables politiques dans un certain nombre de pays démocratiques, afin de s'ingérer dans leurs processus internes; fait part de son inquiétude quant à l'ingérence de grande ampleur de la Russie dans le mouvement séparatiste en Catalogne;	53. redit son inquiétude devant les révélations régulières de financement massif par la Russie***, mais aussi par des représentants de la finance mondiale,*** de partis et de responsables politiques dans un certain nombre de pays démocratiques, afin de s'ingérer dans leurs processus internes; fait part de son inquiétude quant à l'ingérence de grande ampleur de la Russie dans le mouvement séparatiste en Catalogne;

Or. it

Amendement 644
Nathalie Loiseau, Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Paragraphe 53

Proposition de résolution	*Amendement*
53. redit son inquiétude devant les révélations régulières de financement massif par la Russie de partis et de responsables politiques dans un certain nombre de pays démocratiques, afin de s'ingérer dans leurs processus internes; fait part de son inquiétude quant à l'ingérence de grande ampleur de la Russie dans ***le mouvement séparatiste*** en Catalogne;	53. redit son inquiétude devant les révélations régulières de financement massif par la Russie de partis et de responsables politiques dans un certain nombre de pays démocratiques, afin de s'ingérer dans leurs processus internes; fait part de son inquiétude quant à l'ingérence de grande ampleur de la Russie dans ***les mouvements séparatistes*** en Catalogne ***et dans d'autres territoires européens***;

Or. en

Amendement 645
Maite Pagazaurtundúa, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Paragraphe 53 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	53 bis. souligne que l'opération d'ingérence en Catalogne représente un cas très complet, puisqu'elle intègre des interventions combinées sur une décennie, mêlant des agents de terrain de l'état-major général des forces armées de la Fédération de Russie (GRU), des actions de désinformation, l'accès à des organes gouvernementaux et l'utilisation de Sputnik et de Russia Today, entre autres plateformes numériques, pour diffuser de la désinformation et de la propagande, et ainsi transmettre des informations à des médias ignorant leur feuille de route secrète; considère qu'il s'agit d'un cas de conflit dans la zone grise et qu'il convient de l'analyser en tant que modèle-type d'opération d'ingérence étrangère, qui pourrait aider à détecter et à prévenir d'autres opérations d'ingérence dans l'Union;

Or. en

Amendement 646
Balázs Hidvéghi

Proposition de résolution
Paragraphe 53 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	53 bis. prend note avec inquiétude de la révélation selon laquelle la campagne électorale de 2022 de la gauche hongroise a été financée et contrôlée par les États-

Unis; fait remarquer que plus de dix millions d'euros d'aide étrangère ont été acheminés pour financer des partis de gauche, des médias de gauche, des entreprises liées à des hommes d'affaires de gauche et des ONG de gauche, principalement par une ONG américaine, Action for Democracy; souligne qu'il s'agit d'un grave cas d'ingérence étrangère dans les processus démocratiques en Hongrie;

Or. en

Amendement 647
Maite Pagazaurtundúa, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Paragraphe 53 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	53 ter. demande au Centre d'excellence européen pour la lutte contre les menaces hybrides (Hybrid CoE), à Helsinki, de réaliser une étude sur le cas de l'ingérence russe dans la région de Catalogne (Espagne), afin d'acquérir une compréhension détaillée et d'analyser la manière dont cette opération, devenue une menace hybride, a été mise au point pour déstabiliser l'Union;

Or. en

Amendement 648
Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Sandro Gozi, Maite Pagazaurtundúa, Petras Auštrevičius, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Paragraphe 54

Proposition de résolution	*Amendement*
54. prend acte du fait que le réseau européen de coopération en matière	54. prend acte du fait que le réseau européen de coopération en matière

d'élections a entrepris de cartographier les financements étrangers dans les pays européens, et exprime son intérêt à être informé de cet exercice; invite ce réseau à recenser les normes européennes communes interdisant le financement étranger d'activités politiques, en particulier les normes destinées à combler les lacunes énoncées dans la première série de recommandations adoptées le 9 mars 2022 qui s'appliqueraient aux lois électorales nationales dans tous les États membres, y compris les mécanismes d'application;	d'élections a entrepris de cartographier les financements étrangers dans les pays européens, et exprime son intérêt à être informé de cet exercice; ***demande l'interdiction de la participation et du financement étrangers aux campagnes électorales de tiers, et*** invite ce réseau à recenser les normes européennes communes interdisant le financement étranger d'activités politiques, en particulier les normes destinées à combler les lacunes énoncées dans la première série de recommandations adoptées le 9 mars 2022 qui s'appliqueraient aux lois électorales nationales dans tous les États membres, y compris les mécanismes d'application;

Or. en

Amendement 649
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 54

Proposition de résolution	*Amendement*
54. prend acte du fait que le réseau européen de coopération en matière d'élections a entrepris de cartographier les financements étrangers dans les pays européens, et exprime son intérêt à être informé de cet exercice; invite ce réseau à recenser les ***normes*** européennes communes ***interdisant*** le financement ***étranger d'activités*** politiques, en particulier les normes destinées à combler les lacunes énoncées dans la première série de recommandations adoptées le 9 mars 2022 qui s'appliqueraient aux lois électorales nationales dans tous les États membres, y compris les mécanismes d'application;	54. prend acte du fait que le réseau européen de coopération en matière d'élections a entrepris de cartographier les financements étrangers dans les pays européens, et exprime son intérêt à être informé de cet exercice; invite ce réseau à recenser les ***règles minimales*** européennes communes ***sur les campagnes électorales et*** le financement ***de partis*** politiques***, notamment en provenance de pays tiers***, en particulier les normes destinées à combler les lacunes énoncées dans la première série de recommandations adoptées le 9 mars 2022 qui s'appliqueraient aux lois électorales nationales dans tous les États membres, y compris les mécanismes d'application;

Or. en

Amendement 650
Benoît Lutgen

Proposition de résolution
Paragraphe 54 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	54 bis. estime qu'un financement public adéquat des partis politiques, une limitation de leurs dépenses, spécialement en période électorale, et une limitation stricte ou même une interdiction des financements privés, spécialement venus de l'étranger, restent le meilleur moyen de limiter les risques d'ingérence étrangère par le biais des partis politiques;

Or. fr

Amendement 651
Aurélia Beigneux

Proposition de résolution
Paragraphe 54 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	54 bis. invite les États-membres à faciliter le financement par des institutions et donateurs nationaux de tous les partis politiques reconnus comme démocratiques afin d'éviter le recours au financement étranger;

Or. fr

Amendement 652
Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Sandro Gozi, Maite Pagazaurtundúa, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Paragraphe 55

Proposition de résolution	*Amendement*
55. prend note des négociations législatives en cours sur le statut et le financement des partis politiques européens et des fondations politiques européennes[12]; s'attend à ce que ces négociations ***élargissent le mandat de l'Autorité, notamment en veillant à ce que les transactions financières des pays tiers dans le système politique de l'Union soient limitées, transparentes et n'entraînent pas un renforcement du rôle des donateurs non européens dans les structures de gouvernance des*** partis dans ***l'Union***;	55. prend note des négociations législatives en cours sur le statut et le financement des partis politiques européens et des fondations politiques européennes[12]; s'attend à ce que ces négociations ***aboutissent à un cadre actualisé, qui devrait renforcer le rôle des*** partis ***de l'Union*** dans ***la sphère démocratique européenne et limiter l'ingérence de puissances étrangères***; ***réaffirme la nécessité d'une approche équilibrée et proportionnée pour permettre aux partis politiques de pays tiers partageant les mêmes idées de participer, et pour limiter simultanément le risque d'ingérence de la part d'entités étrangères non démocratiques ou d'États à haut risque;***
[12] Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au statut et au financement des partis politiques européens et des fondations politiques européennes (COM/2021/734).	[12] Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au statut et au financement des partis politiques européens et des fondations politiques européennes (COM/2021/734).

Or. en

Amendement 653
Andreas Schieder, Tonino Picula, Radka Maxová, Pierfrancesco Majorino, Nacho Sánchez Amor, Cristina Maestre Martín De Almagro

Proposition de résolution
Paragraphe 55

Proposition de résolution	*Amendement*
55. prend note des négociations législatives en cours sur le statut et le financement des partis politiques européens et des fondations politiques européennes[12]; s'attend à ce que ces négociations ***élargissent*** le mandat de l'Autorité, notamment en veillant à ce que les transactions financières des pays tiers dans le système politique de l'Union soient	55. prend note des négociations législatives en cours sur le statut et le financement des partis politiques européens et des fondations politiques européennes[12]; s'attend à ce que ces négociations ***renforcent*** le mandat de l'Autorité, notamment en veillant à ce que les transactions financières des pays tiers dans le système politique de l'Union soient

limitées, transparentes et ***n'entraînent pas un renforcement du rôle des donateurs non européens dans les structures de gouvernance des partis dans l'Union***;

limitées, transparentes et ***soumises à des contrôles renforcés***;

[12] Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au statut et au financement des partis politiques européens et des fondations politiques européennes (COM/2021/734).

[12] Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au statut et au financement des partis politiques européens et des fondations politiques européennes (COM/2021/734).

Or. en

Amendement 654
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 55

Proposition de résolution	*Amendement*
55. prend note des négociations législatives en cours sur le statut et le financement des partis politiques européens et des fondations politiques européennes[12]; ***s'attend à ce que ces négociations élargissent le mandat de l'Autorité, notamment en veillant à ce que les transactions financières des pays tiers dans le système politique de l'Union soient limitées, transparentes et n'entraînent pas un renforcement du rôle des donateurs non européens dans les structures de gouvernance*** des partis ***dans l'Union***;	55. prend note des négociations législatives en cours sur le statut et le financement des partis politiques européens et des fondations politiques européennes[12]; ***note que la position du Parlement européen prévoit de garantir l'adhésion et les contributions*** des partis ***des pays du Conseil de l'Europe aux partis politiques européens tout en renforçant la transparence du financement et de la prise de décision et en limitant le risque d'ingérence étrangère secrète***;
[12] Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au statut et au financement des partis politiques européens et des fondations politiques européennes (COM/2021/734).	[12] Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au statut et au financement des partis politiques européens et des fondations politiques européennes (COM/2021/734).

Or. en

Amendement 655
Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Sandro Gozi, Maite Pagazaurtundúa, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Paragraphe 56

Proposition de résolution	*Amendement*
56. rappelle que l'Autorité devrait être dotée des moyens nécessaires, notamment humains et informatiques, pour lui permettre de remplir ses missions actuelles et toute nouvelle mission prévue par le règlement***, *qu'elle ne peut mettre efficacement en œuvre sans disposer des effectifs supplémentaires appropriés***;	56. rappelle que l'Autorité devrait être dotée des moyens nécessaires, notamment humains et informatiques, pour lui permettre de remplir ses missions actuelles et toute nouvelle mission prévue par le règlement;

Or. en

Amendement 656
Jorge Buxadé Villalba

Proposition de résolution
Paragraphe 56

Proposition de résolution	*Amendement*
56. rappelle que l'Autorité devrait être dotée des moyens nécessaires, notamment humains et informatiques, pour lui permettre de remplir ses missions actuelles et toute nouvelle mission prévue par le règlement, qu'elle ne peut mettre efficacement en œuvre sans disposer des effectifs ***supplémentaires*** appropriés;	56. rappelle que l'Autorité devrait être dotée des moyens nécessaires, notamment humains et informatiques, pour lui permettre de remplir ses missions actuelles et toute nouvelle mission prévue par le règlement, qu'elle ne peut mettre efficacement en œuvre sans disposer des effectifs appropriés;

Or. es

Amendement 657
Anna Júlia Donáth, Nathalie Loiseau, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Paragraphe 57

Proposition de résolution	*Amendement*
57. prend note des travaux législatifs en cours sur la transparence et le ciblage de la publicité à caractère politique; rappelle à cet égard son souhait d'interdire les publicités achetées par des acteurs provenant de l'extérieur de l'Union et de l'Espace économique européen et de garantir la transparence en ce qui concerne l'achat de publicités à caractère politique en ligne par des acteurs de l'Union; insiste sur la nécessité pour les partis politiques européens de pouvoir faire campagne en ligne avant les élections européennes, tout en limitant le risque d'ingérence étrangère;	57. prend note des travaux législatifs en cours sur la transparence et le ciblage de la publicité à caractère politique; rappelle à cet égard son souhait d'interdire les publicités achetées par des acteurs provenant de l'extérieur de l'Union et de l'Espace économique européen et de garantir la transparence en ce qui concerne l'achat de publicités à caractère politique en ligne par des acteurs de l'Union; insiste sur la nécessité pour les partis politiques européens de pouvoir faire campagne en ligne avant les élections européennes, tout en limitant le risque d'ingérence étrangère; ***souligne l'importance de la législation pour mettre un frein aux techniques opaques de publicité politique;***

Or. en

Amendement 658
Nathalie Loiseau, Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Paragraphe 57

Proposition de résolution	*Amendement*
57. prend note des travaux législatifs en cours sur la transparence et le ciblage de la publicité à caractère politique; rappelle à cet égard son souhait d'interdire les publicités achetées par des acteurs provenant de l'extérieur de l'Union et de l'Espace économique européen et de garantir la transparence en ce qui concerne l'achat de publicités à caractère politique en ligne par des acteurs de l'Union; insiste sur la nécessité pour les partis politiques européens de pouvoir faire campagne en ligne avant les élections européennes, tout en limitant le risque d'ingérence étrangère;	57. prend note des travaux législatifs en cours sur la transparence et le ciblage de la publicité à caractère politique; rappelle à cet égard son souhait d'interdire les publicités achetées par des acteurs provenant de l'extérieur de l'Union et de l'Espace économique européen et de garantir la transparence en ce qui concerne l'achat de publicités à caractère politique en ligne par des acteurs de l'Union***, notamment au moyen d'un étiquetage approprié***; insiste sur la nécessité pour les partis politiques européens de pouvoir faire campagne en ligne avant les élections européennes, tout en limitant le risque d'ingérence étrangère;

Or. en

Amendement 659
Sandro Gozi, Bart Groothuis

Proposition de résolution
Paragraphe 57

Proposition de résolution	*Amendement*
57. prend note des travaux législatifs en cours sur la transparence et le ciblage de la publicité à caractère politique; rappelle à cet égard son souhait d'interdire les publicités achetées par des acteurs provenant de l'extérieur de l'Union et de l'Espace économique européen et de garantir la transparence en ce qui concerne l'achat de publicités à caractère politique en ligne par des acteurs de l'Union; insiste sur la nécessité pour les partis politiques européens de pouvoir faire campagne en ligne avant les élections européennes, tout en limitant le risque d'ingérence étrangère;	57. prend note des travaux législatifs en cours sur la transparence et le ciblage de la publicité à caractère politique; rappelle à cet égard son souhait d'interdire les publicités achetées par des acteurs provenant de l'extérieur de l'Union et de l'Espace économique européen et de garantir la transparence ***ainsi que l'absence de discrimination*** en ce qui concerne l'achat de publicités à caractère politique en ligne par des acteurs de l'Union; insiste sur la nécessité pour les partis politiques européens de pouvoir faire campagne en ligne avant les élections européennes, tout en limitant le risque d'ingérence étrangère;

Or. en

Amendement 660
Sunčana Glavak

Proposition de résolution
Paragraphe 57

Proposition de résolution	*Amendement*
57. prend note des travaux législatifs en cours sur la transparence et le ciblage de la publicité à caractère politique; rappelle à cet égard son souhait d'interdire les publicités achetées par des acteurs provenant de l'extérieur de l'Union et de l'Espace économique européen et de garantir la transparence en ce qui concerne l'achat de publicités à caractère politique en ligne par des acteurs de l'Union; insiste sur la nécessité pour les partis politiques	57. prend note des travaux législatifs en cours sur la transparence et le ciblage de la publicité à caractère politique ***en ligne***; rappelle à cet égard son souhait d'interdire les publicités achetées par des acteurs provenant de l'extérieur de l'Union et de l'Espace économique européen et de garantir la transparence en ce qui concerne l'achat de publicités à caractère politique en ligne par des acteurs de l'Union; insiste sur la nécessité pour les partis politiques

européens de pouvoir faire campagne en ligne avant les élections européennes, tout en limitant le risque d'ingérence étrangère;

européens de pouvoir faire campagne en ligne avant les élections européennes, tout en limitant le risque d'ingérence étrangère;

Or. hr

Amendement 661
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 57

Proposition de résolution	*Amendement*
57. prend note des travaux législatifs en cours sur la transparence et le ciblage de la publicité à caractère politique; rappelle à cet égard son souhait d'interdire les publicités achetées par des acteurs provenant de l'extérieur de l'Union et de l'Espace économique européen et de garantir la transparence en ce qui concerne l'achat de publicités à caractère politique en ligne par des acteurs de l'Union; insiste sur la nécessité pour les partis politiques européens de pouvoir faire campagne en ligne avant les élections européennes, tout en limitant le risque d'ingérence étrangère;	57. prend note des travaux législatifs en cours sur la transparence et le ciblage de la publicité à caractère politique; rappelle à cet égard son souhait d'interdire les publicités achetées par des acteurs provenant de l'extérieur de l'Union et de l'Espace économique européen et de garantir la transparence en ce qui concerne l'achat de publicités à caractère politique en ligne par des acteurs de l'Union; insiste sur la nécessité pour les partis politiques européens de pouvoir faire campagne en ligne ***et à l'échelle de l'Union*** avant les élections européennes, tout en limitant le risque d'ingérence étrangère;

Or. en

Amendement 662
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 58

Proposition de résolution	*Amendement*
58. s'inquiète de l'envolée des cyberattaques, en particulier de la récente cyberattaque contre le Parlement le 23 novembre 2022 par un groupe de pirates	58. s'inquiète de l'envolée des cyberattaques, en particulier de la récente cyberattaque contre le Parlement le 23 novembre 2022 par un groupe de pirates

informatiques pro-russes;	informatiques pro-russes***, et du piratage présumé de trois députés au Parlement et de plus de cinquante fonctionnaires de la Commission au moyen du logiciel Pegasus***;

Or. en

Amendement 663
Clare Daly

Proposition de résolution
Paragraphe 58

Proposition de résolution	*Amendement*
58. s'inquiète de l'envolée des cyberattaques, ***en particulier de*** la récente ***cyberattaque contre le Parlement*** le 23 novembre 2022 par un groupe de pirates informatiques pro-russes;	58. s'inquiète de l'envolée des cyberattaques, ***y compris*** la récente ***action de déni de service distribué lancée contre le site web du Parlement*** le 23 novembre 2022***, dont la responsabilité a été revendiquée*** par un groupe de pirates informatiques pro-russes;

Or. en

Amendement 664
Vladimír Bilčík, David Lega, Sabine Verheyen, Isabel Wiseler-Lima, Javier Zarzalejos, Andrey Kovatchev

Proposition de résolution
Paragraphe 58

Proposition de résolution	*Amendement*
58. s'inquiète de l'envolée des cyberattaques, en particulier de la récente cyberattaque contre le Parlement le 23 novembre 2022 par un groupe de pirates informatiques pro-russes;	58. s'inquiète de l'envolée des cyberattaques, en particulier de la récente cyberattaque contre le Parlement ***européen*** le 23 novembre 2022 par un groupe de pirates informatiques pro-russes;

Or. en

Amendement 665

Andreas Schieder, Tonino Picula, Radka Maxová, Pierfrancesco Majorino, Nacho Sánchez Amor, Cristina Maestre Martín De Almagro

Proposition de résolution
Paragraphe 58 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	58 bis. demande que la résilience et les capacités des institutions de l'Union à lutter contre les cyberattaques, qui constituent une question de sécurité importante, notamment à l'approche des élections européennes, soient renforcées;

Or. en

Amendement 666
Morten Løkkegaard, Bart Groothuis, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Paragraphe 59

Proposition de résolution	*Amendement*
59. se félicite de l'accord sur la directive SRI2 et estime qu'elle aborde les questions relatives à la coordination entre les États membres; ***s'inquiète toutefois*** du fait ***qu'elle*** ne traite pas de l'infrastructure électorale numérique; estime qu'une législation complémentaire est nécessaire pour protéger efficacement les chaînes d'approvisionnement contre le vol de propriété intellectuelle;	59. se félicite de l'accord sur la directive SRI2 et estime qu'elle aborde les questions relatives à la coordination entre les États membres; ***invite les États membres à assurer une coopération renforcée et à partager les bonnes pratiques au sein du groupe de coopération SRI, notamment en matière de cybersécurité des élections; prend note*** du fait ***que la directive SRI2*** ne traite pas de l'infrastructure électorale numérique; estime qu'une législation complémentaire est nécessaire pour protéger efficacement les chaînes d'approvisionnement contre le vol de propriété intellectuelle;

Or. en

Amendement 667
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 59

Proposition de résolution	*Amendement*
59. se félicite de l'accord sur la directive SRI2 et estime qu'elle aborde les questions relatives à la coordination entre les États membres; s'inquiète toutefois du fait qu'elle ne traite pas de l'infrastructure électorale numérique; ***estime qu'une législation complémentaire est nécessaire pour protéger efficacement les chaînes d'approvisionnement contre le vol de propriété intellectuelle;***	59. se félicite de l'accord sur la directive SRI2 et estime qu'elle aborde les questions relatives à la coordination entre les États membres; s'inquiète toutefois du fait qu'elle ne traite pas de l'infrastructure électorale numérique;

Or. en

Amendement 668
Bart Groothuis, Sandro Gozi, Maite Pagazaurtundúa, Petras Auštrevičius, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Paragraphe 59

Proposition de résolution	*Amendement*
59. se félicite de l'accord sur la directive SRI2 et estime qu'elle aborde les questions relatives à la coordination entre les États membres; ***s'inquiète toutefois du fait qu'elle ne traite pas de l'infrastructure électorale numérique***; estime qu'une législation complémentaire est nécessaire pour protéger efficacement ***les chaînes d'approvisionnement*** contre le vol de propriété intellectuelle;	59. se félicite de l'accord sur la directive SRI2 et estime qu'elle aborde les questions relatives à la coordination entre les États membres; ***demande que les infrastructures électorales soient considérées comme des infrastructures critiques***; estime qu'une législation supplémentaire est nécessaire pour protéger efficacement ***la sécurité de la chaîne d'approvisionnement européenne des technologies de l'information et de la communication contre les fournisseurs tiers à risque et pour la protéger*** contre le vol de propriété intellectuelle ***par voie informatique***;

Or. en

Amendement 669
Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Sandro Gozi, Maite Pagazaurtundúa, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Paragraphe 60

Proposition de résolution	*Amendement*
60. salue la proposition de la Commission concernant de nouvelles règles visant à établir une cybersécurité et une sécurité de l'information communes à l'ensemble des institutions, organes et organismes de l'Union; se félicite, conformément au rapport spécial de la Cour des comptes de mars 2022, de la création d'un nouveau conseil interinstitutionnel de la cybersécurité, du renforcement des capacités de cybersécurité et de la promotion d'évaluations régulières de la cybermaturité et d'une meilleure hygiène informatique; met en évidence la nécessité d'une coordination efficace, rapide et étroite entre les institutions, organes et organismes de l'Union par l'intermédiaire des structures existantes, telles que l'équipe d'intervention en cas d'urgence informatique pour les institutions, organes et agences de l'Union européenne (CERT-UE) et l'Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité (ENISA); estime qu'il conviendrait de renforcer ces structures et qu'une coordination plus efficace est nécessaire; rappelle donc la nécessité d'une unité conjointe de cybersécurité;	60. salue la proposition de la Commission concernant de nouvelles règles visant à établir une cybersécurité et une sécurité de l'information communes à l'ensemble des institutions, organes et organismes de l'Union; se félicite, conformément au rapport spécial de la Cour des comptes de mars 2022, de la création d'un nouveau conseil interinstitutionnel de la cybersécurité, du renforcement des capacités de cybersécurité et de la promotion d'évaluations régulières de la cybermaturité et d'une meilleure hygiène informatique; met en évidence la nécessité d'une coordination efficace, rapide et étroite entre les institutions, organes et organismes de l'Union par l'intermédiaire des structures existantes, telles que l'équipe d'intervention en cas d'urgence informatique pour les institutions, organes et agences de l'Union européenne (CERT-UE) et l'Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité (ENISA); estime qu'il conviendrait de renforcer ces structures et qu'une coordination plus efficace est nécessaire; rappelle donc la nécessité d'une unité conjointe de cybersécurité; ***demande un audit complet de cybersécurité, afin de déterminer si les institutions, organes et organismes de l'Union exercent un contrôle suffisant en ce qui concerne la sécurité de leurs systèmes et dispositifs reposant sur les technologies de l'information et de la communication, qui comprenne une évaluation des risques, des vulnérabilités et des menaces, ainsi qu'un test de pénétration, et soit effectué par un tiers externe de premier plan et vérifié, lorsque ce règlement entrera en vigueur et chaque***

année par la suite. L'organisme chargé de l'évaluation devrait prendre dûment en considération les exigences en matière de sécurité de l'information des institutions concernées (en ce qui concerne le traitement des informations confidentielles ou secrètes, par exemple). Il convient d'atténuer les risques et vulnérabilités signalés dans les mises à jour de cybersécurité, et les recommandations contenues dans l'évaluation devraient être mises en application par l'intermédiaire des différentes politiques de cybersécurité.

Or. en

Amendement 670
Morten Løkkegaard, Bart Groothuis, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Paragraphe 60

Proposition de résolution	*Amendement*
60. salue la proposition de la Commission concernant de nouvelles règles visant à établir une cybersécurité et une sécurité de l'information communes à l'ensemble des institutions, organes et organismes de l'Union; se félicite, conformément au rapport spécial de la Cour des comptes de mars 2022, de la création d'un nouveau conseil interinstitutionnel de la cybersécurité, du renforcement des capacités de cybersécurité et de la promotion d'évaluations régulières de la cybermaturité et d'une meilleure hygiène informatique; met en évidence la nécessité d'une coordination efficace, rapide et étroite entre les institutions, organes et organismes de l'Union par l'intermédiaire des structures existantes, telles que l'équipe d'intervention en cas d'urgence informatique pour les institutions, organes et agences de l'Union européenne (CERT-UE) et l'Agence de l'Union européenne	60. salue la proposition de la Commission concernant de nouvelles règles visant à établir une cybersécurité et une sécurité de l'information communes à l'ensemble des institutions, organes et organismes de l'Union; se félicite, conformément au rapport spécial de la Cour des comptes de mars 2022, de la création d'un nouveau conseil interinstitutionnel de la cybersécurité, du renforcement des capacités de cybersécurité et de la promotion d'évaluations régulières de la cybermaturité et d'une meilleure hygiène informatique; met en évidence la nécessité d'une coordination efficace, rapide et étroite entre les institutions, organes et organismes de l'Union par l'intermédiaire des structures existantes, telles que l'équipe d'intervention en cas d'urgence informatique pour les institutions, organes et agences de l'Union européenne (CERT-UE) et l'Agence de l'Union européenne

pour la cybersécurité (ENISA); estime qu'il conviendrait de renforcer ces structures et qu'une coordination plus efficace est nécessaire; ***rappelle donc la nécessité d'une unité conjointe de*** cybersécurité;

pour la cybersécurité (ENISA); estime qu'il conviendrait de renforcer ces structures et qu'une coordination plus efficace est nécessaire; ***invite ces organes et organismes ainsi que la Commission à tenir régulièrement informé le Parlement européen, en particulier les membres de la commission INGE 2, des futures conclusions et constatations concernant la*** cybersécurité ***et la sécurité de l'information dans l'Union***;

Or. en

Amendement 671
Clare Daly

Proposition de résolution
Paragraphe 60

Proposition de résolution	*Amendement*
60. salue la proposition de la Commission concernant de nouvelles règles visant à établir une cybersécurité et une sécurité de l'information communes à l'ensemble des institutions, organes et organismes de l'Union; se félicite, conformément au rapport spécial de la Cour des comptes de mars 2022, de la création d'un nouveau conseil interinstitutionnel de la cybersécurité, du renforcement des capacités de cybersécurité et de la promotion d'évaluations régulières de la cybermaturité et d'une meilleure hygiène informatique; met en évidence la nécessité d'une coordination efficace, rapide et étroite entre les institutions, organes et organismes de l'Union par l'intermédiaire des structures existantes, telles que l'équipe d'intervention en cas d'urgence informatique pour les institutions, organes et agences de l'Union européenne (CERT-UE) et l'Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité (ENISA); estime qu'il conviendrait de renforcer ces structures et qu'une coordination plus	60. salue la proposition de la Commission concernant de nouvelles règles visant à établir une cybersécurité et une sécurité de l'information communes à l'ensemble des institutions, organes et organismes de l'Union; se félicite, conformément au rapport spécial de la Cour des comptes de mars 2022, de la création d'un nouveau conseil interinstitutionnel de la cybersécurité, du renforcement des capacités de cybersécurité et de la promotion d'évaluations régulières de la cybermaturité et d'une meilleure hygiène informatique***; souligne la nécessité de garantir le droit à une procédure régulière et à un contrôle judiciaire, y compris en matière de cybersécurité***; met en évidence la nécessité d'une coordination efficace, rapide et étroite entre les institutions, organes et organismes de l'Union par l'intermédiaire des structures existantes, telles que l'équipe d'intervention en cas d'urgence informatique pour les institutions, organes et agences de l'Union européenne (CERT-

efficace est nécessaire; rappelle donc la nécessité d'une unité conjointe de cybersécurité;

UE) et l'Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité (ENISA); estime qu'il conviendrait de renforcer ces structures et qu'une coordination plus efficace est nécessaire; rappelle donc la nécessité d'une unité conjointe de cybersécurité;

Or. en

Amendement 672
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 60

Proposition de résolution	*Amendement*
60. salue la proposition de la Commission concernant de nouvelles règles visant à établir une cybersécurité et une sécurité de l'information communes à l'ensemble des institutions, organes et organismes de l'Union; se félicite, conformément au rapport spécial de la Cour des comptes de mars 2022, de la création d'un nouveau conseil interinstitutionnel de la cybersécurité, du renforcement des capacités de cybersécurité et de la promotion d'évaluations régulières de la cybermaturité et d'une meilleure hygiène informatique; met en évidence la nécessité d'une coordination efficace, rapide et étroite entre les institutions, organes et organismes de l'Union par l'intermédiaire des structures existantes, telles que l'équipe d'intervention en cas d'urgence informatique pour les institutions, organes et agences de l'Union européenne (CERT-UE) et l'Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité (ENISA); estime qu'il conviendrait de renforcer ces structures et qu'une coordination plus efficace est nécessaire; ***rappelle donc la nécessité d'une unité conjointe de***	60. salue la proposition de la Commission concernant de nouvelles règles visant à établir une cybersécurité et une sécurité de l'information communes à l'ensemble des institutions, organes et organismes de l'Union; se félicite, conformément au rapport spécial de la Cour des comptes de mars 2022, de la création d'un nouveau conseil interinstitutionnel de la cybersécurité, du renforcement des capacités de cybersécurité et de la promotion d'évaluations régulières de la cybermaturité et d'une meilleure hygiène informatique; met en évidence la nécessité d'une coordination efficace, rapide et étroite entre les institutions, organes et organismes de l'Union par l'intermédiaire des structures existantes, telles que l'équipe d'intervention en cas d'urgence informatique pour les institutions, organes et agences de l'Union européenne (CERT-UE) et l'Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité (ENISA); estime qu'il conviendrait de renforcer ces structures et qu'une coordination plus efficace est nécessaire;

cybersécurité;

Or. en

Amendement 673
Morten Løkkegaard, Bart Groothuis, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Paragraphe 60 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	60 bis. invite la Commission et l'Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité à dresser un état des lieux des organes, organismes et autres organisations européennes existants et planifiés qui travaillent dans le domaine de la cybersécurité, et à proposer des solutions pour combler les lacunes éventuelles;

Or. en

Amendement 674
Clare Daly

Proposition de résolution
Paragraphe 62 – point b

Proposition de résolution	*Amendement*
b) le besoin de flexibilité dans les situations critiques;	b) le besoin de flexibilité dans les situations critiques***, sous réserve du strict respect des droits fondamentaux et de l'état de droit***;

Or. en

Amendement 675
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution

Paragraphe 62 – point d

Proposition de résolution	*Amendement*
d) la nécessité de partager les informations entre les États membres et à l'intérieur de ceux-ci, tout en tenant compte de la nécessité de masquer le niveau de protection critique lors du partage public d'informations;	d) la nécessité de partager les informations entre les États membres et à l'intérieur de ceux-ci***, en particulier celles qui concernent les points faibles en matière de sécurité***, tout en tenant compte de la nécessité de masquer le niveau de protection critique lors du partage public d'informations;

Or. en

Amendement 676
Clare Daly

Proposition de résolution
Paragraphe 62 – point d

Proposition de résolution	*Amendement*
d) la nécessité de partager les informations entre les États membres et à l'intérieur de ceux-ci, tout en ***tenant compte de la nécessité de masquer le niveau de*** protection ***critique lors du partage public d'informations***;	d) la nécessité de partager les informations entre et les États membres et à l'intérieur de ceux-ci, tout en ***respectant la législation en matière de*** protection ***des données et les droits fondamentaux***;

Or. en

Amendement 677
Andreas Schieder, Tonino Picula, Radka Maxová, Pierfrancesco Majorino, Nacho Sánchez Amor, Cristina Maestre Martín De Almagro, Włodzimierz Cimoszewicz

Proposition de résolution
Paragraphe 62 – point d bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	d bis) demande aux États membres d'adopter une attitude plus proactive et d'étendre leurs capacités dans le cyberespace sur la base des principes d'«engagement persistant» et de «défense

anticipée», semblables à ceux utilisés efficacement par l'United States Cyber Command; souligne que de telles opérations devraient être étroitement coordonnées entre les États membres et faire l'objet de consultations avec les homologues appropriés de l'Union;

Or. en

Amendement 678
Beata Szydło, Ryszard Czarnecki
au nom du groupe ECR

Proposition de résolution
Paragraphe 62 – point d bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	d bis) la nécessité de mener des travaux de recherche et d'investir dans les nouvelles technologies, afin d'accroître sensiblement la cyber-résilience, telles que l'intelligence artificielle et l'informatique quantique;

Or. en

Amendement 679
Nathalie Loiseau, Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Paragraphe 62 – point d bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	d bis) la nécessité d'associer, d'une façon sûre et durable, des acteurs tels que les organisations de la société civile, les secteurs privés et les partenaires;

Or. en

Amendement 680

Andreas Schieder, Tonino Picula, Radka Maxová, Pierfrancesco Majorino, Nacho Sánchez Amor, Cristina Maestre Martín De Almagro

Proposition de résolution
Paragraphe 62 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	62 bis. rappelle que l'ingérence étrangère est souvent liée à des objectifs politiques contraires à l'Union et à ses valeurs démocratiques, comme la couverture de violations flagrantes des droits de l'homme, la limitation des droits des femmes et des communautés LGBTI+, et l'incitation à la haine envers les minorités, les migrants et les personnes les plus vulnérables;

Or. en

Amendement 681
Clare Daly

Proposition de résolution
Paragraphe 63

Proposition de résolution	*Amendement*
63. appelle à améliorer la sécurité des frontières extérieures de l'Union afin de renforcer la résilience face aux attaques hybrides utilisant des migrants;	***supprimé***

Or. en

Amendement 682
Benoît Lutgen

Proposition de résolution
Paragraphe 63

Proposition de résolution	*Amendement*
63. appelle à ***améliorer la sécurité des*** frontières extérieures de l'Union afin de	63. ***réaffirme que les attaques hybrides utilisant des migrants constituent une***

renforcer la résilience face ***aux*** attaques ***hybrides utilisant*** des migrants;	***forme d'ingérence inacceptable, contraire aux normes les plus élémentaires du droit international ;*** appelle à ***des sanctions contre les États pratiquant ce type d'attaques et contre les individus responsables ; demande à la solidarité au sein de l'Union pour soutenir les États victimes de ce type d'attaque ; appelle à soutenir ces États dans la gestion*** frontières extérieures de l'Union afin de renforcer la résilience face ***à ces*** attaques ***tout en respectant les droits fondamentaux*** des migrants ***victimes de ces actes inacceptables*** ;

Or. fr

Amendement 683
Vladimír Bilčík, David Lega, Sabine Verheyen, Isabel Wiseler-Lima, Javier Zarzalejos, Andrey Kovatchev

Proposition de résolution
Paragraphe 63

Proposition de résolution	*Amendement*
63. appelle à améliorer la sécurité des frontières extérieures de l'Union afin de renforcer la résilience face aux attaques hybrides utilisant des migrants;	63. ***déplore l'instrumentalisation politique de la question des migrations et son utilisation prépondérante dans les campagnes de désinformation;*** appelle à améliorer la sécurité des frontières extérieures de l'Union afin de renforcer la résilience face aux attaques hybrides utilisant des migrants;

Or. en

Amendement 684
Nathalie Loiseau, Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Paragraphe 63

Proposition de résolution	*Amendement*
63. appelle à améliorer la sécurité des	63. appelle à améliorer la sécurité des

frontières extérieures de l'Union afin de renforcer la résilience face aux attaques hybrides utilisant des migrants;	frontières extérieures de l'Union***, et en particulier de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes,*** afin de renforcer la résilience face aux attaques hybrides utilisant des migrants;

Or. en

Amendement 685
Andreas Schieder, Tonino Picula, Radka Maxová, Pierfrancesco Majorino, Nacho Sánchez Amor, Cristina Maestre Martín De Almagro

Proposition de résolution
Paragraphe 63

Proposition de résolution	*Amendement*
63. appelle à améliorer la sécurité des frontières extérieures de l'Union afin de renforcer la résilience face aux attaques hybrides utilisant des migrants;	63. appelle à améliorer la sécurité des frontières extérieures de l'Union afin de ***garantir les droits fondamentaux et de*** renforcer la résilience face aux attaques hybrides utilisant des migrants;

Or. en

Amendement 686
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 63

Proposition de résolution	*Amendement*
63. appelle à ***améliorer la sécurité des*** frontières extérieures de l'Union ***afin de renforcer la résilience face aux attaques hybrides utilisant des migrants***;	63. appelle à ***garantir une bonne gestion des*** frontières extérieures de l'Union ***en vue de gérer ces frontières de manière efficace dans le plein respect des droits fondamentaux***;

Or. en

Amendement 687
David Lega

Proposition de résolution
Paragraphe 63

Proposition de résolution	*Amendement*
63. appelle à améliorer la ***sécurité*** des frontières extérieures de l'Union afin de renforcer la résilience face aux attaques hybrides utilisant des migrants;	63. appelle à améliorer la ***gestion*** des frontières extérieures de l'Union afin de renforcer la résilience face aux attaques hybrides utilisant des migrants;

Or. en

Amendement 688
Clare Daly

Proposition de résolution
Paragraphe 63 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	63 bis. déplore vivement que la politique migratoire et frontalière de l'Union européenne permette et reproduise les discours et la désinformation de l'extrême droite, ce qui conduit à présenter la migration comme une crise de sécurité, à militariser les frontières de l'Union européenne, à normaliser la violation systématique des droits fondamentaux et à traiter des êtres humains vulnérables qui recherchent une protection internationale comme des «passeurs» et des «menaces hybrides».

Or. en

Amendement 689
Nathalie Loiseau, Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Paragraphe 63 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	63 bis. s'inquiète du fait que les droits des

femmes sont régulièrement la cible de campagnes de désinformation et d'ingérences étrangères; remarque que les femmes continuent d'être la cible d'abus en ligne, et ce, de manière disproportionnée; s'inquiète du fait que les femmes sont particulièrement visées par la désinformation et les fausses informations en matière de santé, qui peuvent causer de graves préjudices;

Or. en

Amendement 690
Petras Auštrevičius, Bart Groothuis, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Paragraphe 63 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	63 bis. est préoccupé par les attaques et les campagnes de désinformation sexistes qui prévalent et qui compromettent la participation égale aux processus démocratiques, et renouvelle sa demande de créer des systèmes d'alerte rapide permettant de signaler et de détecter les campagnes de désinformation sexistes;

Or. en

Amendement 691
Aurélia Beigneux

Proposition de résolution
Paragraphe 64

Proposition de résolution	*Amendement*
64. s'inquiète de la situation de la communauté LGBTIQ+ en Pologne et de la désinformation diffusée par les médias d'État et les organisations d'extrême droite sur ce sujet; exprime son inquiétude quant au rôle de la	***supprimé***

désinformation russe dans la construction de la réticence de la société à accepter les réfugiés ukrainiens;

Or. fr

Amendement 692
Vladimír Bilčík, David Lega, Sabine Verheyen, Isabel Wiseler-Lima, Javier Zarzalejos, Andrey Kovatchev

Proposition de résolution
Paragraphe 64

Proposition de résolution	*Amendement*
64. s'inquiète de la situation de la communauté LGBTIQ+ en Pologne et de la désinformation diffusée par les médias d'État et les organisations d'extrême droite sur ce sujet; exprime son inquiétude quant au rôle de la désinformation russe dans la construction de la réticence de la société à accepter les réfugiés ukrainiens;	64. s'inquiète de la situation de la communauté LGBTIQ+ en Pologne et de la désinformation diffusée par les médias d'État et les organisations d'extrême droite sur ce sujet; ***regrette que la désinformation et les discours de haine à l'encontre des LGBTIQ+ aient été le principal motif du meurtre de deux jeunes slovaques en octobre 2022; soutient les campagnes de l'Union contre les récits anti-LGBTIQ+, notamment l'extrémisme de droite; demande la création de programmes à long terme ayant vocation à aider les organisations locales et les initiatives citoyennes à contribuer à renforcer la résistance de la population à l'extrémisme de droite; invite également la Commission à donner la priorité au suivi des discours anti-LGBTIQ+ dans leur volonté de désinformation;*** exprime son inquiétude quant au rôle de la désinformation russe dans la construction de la réticence de la société à accepter les réfugiés ukrainiens;

Or. en

Amendement 693
Jorge Buxadé Villalba

Proposition de résolution

Paragraphe 64

Proposition de résolution	*Amendement*
64. ***s'inquiète de la situation de la communauté LGBTIQ+ en Pologne et de la désinformation diffusée par les médias d'État et les organisations d'extrême droite sur ce sujet;*** exprime son inquiétude quant au rôle de la désinformation russe dans la construction de la réticence de la société à accepter les réfugiés ukrainiens;	64. exprime son inquiétude quant au rôle de la désinformation russe dans la construction de la réticence de la société à accepter les réfugiés ukrainiens;

Or. es

Amendement 694
Beata Szydło, Ryszard Czarnecki
au nom du groupe ECR

Proposition de résolution
Paragraphe 64

Proposition de résolution	*Amendement*
64. ***s'inquiète de la situation de la communauté LGBTIQ+ en Pologne et de la désinformation diffusée par les médias d'État et les organisations d'extrême droite sur ce sujet;*** exprime son inquiétude quant au rôle de la désinformation russe dans la construction de la réticence de la société à accepter les réfugiés ukrainiens;	64. exprime son inquiétude quant au rôle de la désinformation russe dans la construction de la réticence de la société à accepter les réfugiés ukrainiens;

Or. en

Amendement 695
Clare Daly

Proposition de résolution
Paragraphe 64

Proposition de résolution	*Amendement*
64. ***s'inquiète*** de ***la situation de la communauté LGBTIQ+ en Pologne et de*** la désinformation diffusée par les médias	64. ***exprime son inquiétude quant au rôle*** de la désinformation diffusée par les médias d'État et les organisations

d'État et les organisations d'extrême droite ***sur ce sujet***; exprime son inquiétude quant au rôle de la désinformation ***russe*** dans la construction de la réticence de la société à accepter ***les*** réfugiés ***ukrainiens***;

d'extrême droite ***dans l'aggravation de la situation de la communauté LGBTIQ+ dans les pays de l'Union, en particulier en Pologne, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Lettonie et en Lituanie***; exprime son inquiétude quant au rôle de la désinformation dans la construction de la réticence de la société à accepter ***des*** réfugiés;

Or. en

Amendement 696
Andreas Schieder, Tonino Picula, Radka Maxová, Pierfrancesco Majorino, Nacho Sánchez Amor, Cristina Maestre Martín De Almagro, Włodzimierz Cimoszewicz

Proposition de résolution
Paragraphe 64

Proposition de résolution	*Amendement*
64. s'inquiète de la situation de la communauté LGBTIQ+ en Pologne et de la désinformation diffusée par les médias d'État et les organisations d'extrême droite sur ce sujet; ***exprime son inquiétude quant au rôle de la désinformation russe dans la construction de la réticence de la société à accepter les réfugiés ukrainiens;***	64. s'inquiète de la situation de la communauté LGBTIQ+ ***dans plusieurs États membres tels que la Slovaquie et la Hongrie, mais particulièrement*** en Pologne***,*** et de la désinformation diffusée par les médias d'État et les organisations d'extrême droite sur ce sujet;

Or. en

Amendement 697
Sandra Kalniete

Proposition de résolution
Paragraphe 64

Proposition de résolution	*Amendement*
64. s'inquiète de la situation de la communauté LGBTIQ+ en Pologne et de la désinformation diffusée par les médias d'État et les organisations d'extrême droite sur ce sujet; exprime son inquiétude quant ***au rôle*** de ***la*** désinformation russe ***dans la***	64. s'inquiète de la situation de la communauté LGBTIQ+ en Pologne et de la désinformation diffusée par les médias d'État et les organisations d'extrême droite sur ce sujet; exprime son inquiétude quant ***aux tentatives*** de désinformation russe

construction de la réticence de la société à accepter les réfugiés ukrainiens;	***visant à faire naître la*** réticence de la société à accepter les réfugiés ukrainiens;

Or. en

Amendement 698
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 64

Proposition de résolution	*Amendement*
64. s'inquiète de la situation de la communauté LGBTIQ+ en Pologne et de la désinformation diffusée par les médias d'État et les organisations d'extrême droite sur ce sujet; exprime son inquiétude quant au rôle de la désinformation russe dans la construction de la réticence de la société à accepter les réfugiés ukrainiens;	64. s'inquiète de la situation de la communauté LGBTIQ+ en Pologne ***et en Hongrie*** et de la désinformation diffusée par les médias d'État et les organisations d'extrême droite sur ce sujet; exprime son inquiétude quant au rôle de la désinformation russe dans la construction de la réticence de la société à accepter les réfugiés ukrainiens;

Or. en

Amendement 699
Nathalie Loiseau, Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Paragraphe 64

Proposition de résolution	*Amendement*
64. s'inquiète de la situation de la communauté LGBTIQ+ en Pologne et de la désinformation diffusée par les médias d'État et les organisations d'extrême droite sur ce sujet; ***exprime son inquiétude quant au rôle de la désinformation russe dans la construction de la réticence de la société à accepter les réfugiés ukrainiens;***	64. ***est préoccupé par le fait que la communauté LGBTIQ+ reste la cible d'ingérences étrangères et de campagnes de désinformation;*** s'inquiète de la situation de la communauté LGBTIQ+ en Pologne et de la désinformation diffusée par les médias d'État et les organisations d'extrême droite sur ce sujet;

Or. en

Amendement 700
Andreas Schieder, Tonino Picula, Radka Maxová, Pierfrancesco Majorino, Nacho Sánchez Amor, Cristina Maestre Martín De Almagro, Włodzimierz Cimoszewicz

Proposition de résolution
Paragraphe 64 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	64 bis. exprime son inquiétude quant au rôle de la désinformation russe dans la construction de la réticence de la société européenne à accepter les réfugiés ukrainiens; demande aux institutions, organes et organismes de l'Union et aux autorités nationales de surveiller et de démystifier la désinformation russe concernant la guerre en Ukraine et les réfugiés ukrainiens;

Or. en

Amendement 701
Nathalie Loiseau, Bart Groothuis, Morten Løkkegaard, Petras Auštrevičius

Proposition de résolution
Paragraphe 64 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	64 bis. exprime son inquiétude quant au rôle de la désinformation russe dans la construction de la réticence de la société démocratique à accepter les réfugiés ukrainiens;

Or. en

Amendement 702
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 65

Proposition de résolution	*Amendement*
65. invite la Commission et les États membres à renforcer les partenariats avec les ONG et les organisations internationales travaillant sur le terrain pour surveiller le travail des enfants et ralentir la diffusion de la désinformation sur ce sujet (par exemple, les enfants dans les conflits armés);	***supprimé***

Or. en

Amendement 703
Viola von Cramon-Taubadel
au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution
Paragraphe 66

Proposition de résolution	*Amendement*
66. invite de nouveau à la mise en place d'un système permettant de partager facilement du matériel dans les langues minoritaires; se félicite à cet égard du soutien apporté par la Commission à l'action pilote intitulée «Égalité des langues en Europe»; estime qu'il convient de prendre des mesures supplémentaires pour assurer une réponse efficace à l'ingérence étrangère touchant les minorités;	66. invite de nouveau à la mise en place d'un système permettant de partager facilement du matériel dans les langues minoritaires ***et régionales***; se félicite à cet égard du soutien apporté par la Commission à l'action pilote intitulée «Égalité des langues en Europe»; estime qu'il convient de prendre des mesures supplémentaires pour assurer une réponse efficace à l'ingérence étrangère touchant les minorités;

Or. en

Amendement 704
Andreas Schieder, Tonino Picula, Radka Maxová, Pierfrancesco Majorino, Nacho Sánchez Amor, Cristina Maestre Martín De Almagro

Proposition de résolution
Paragraphe 66 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	66 bis. invite l'Union et les États membres

	à mettre en œuvre un système de vérification des faits accessible, afin de lutter contre la désinformation et de permettre aux personnes handicapées d'accéder à l'information dans tous les formats possibles; souligne l'importance de veiller à ce que ces informations soient faciles à lire et accessibles aux personnes souffrant de déficience visuelle;

Or. en

Amendement 705
Aurélia Beigneux

Proposition de résolution
Paragraphe 67

Proposition de résolution	*Amendement*
67. rappelle qu'il est nécessaire d'adopter des mesures ciblées, par l'intermédiaire d'un cadre juridique de l'Union harmonisé, contre la diffusion de la désinformation et de discours de haine sur les questions liées au genre, les personnes LGBTIQ+, les minorités et les réfugiés; appelle une nouvelle fois la Commission à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies visant à entraver le financement d'individus et de groupes qui diffusent activement des informations manipulées, ou qui participent à ces activités, touchant fréquemment les personnes LGBTIQ+, les minorités et les réfugiés et les questions les concernant, afin de diviser la société;	***supprimé***

Or. fr

Amendement 706
Jorge Buxadé Villalba

Proposition de résolution
Paragraphe 67

Proposition de résolution	*Amendement*
67. rappelle qu'il est nécessaire d'adopter des mesures ciblées, par l'intermédiaire d'un cadre juridique de l'Union harmonisé, contre la diffusion de la désinformation et de discours de haine sur les questions liées au genre, les personnes LGBTIQ+, les minorités et les réfugiés; appelle une nouvelle fois la Commission à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies visant à entraver le financement d'individus et de groupes qui diffusent activement des informations manipulées, ou qui participent à ces activités, touchant fréquemment les personnes LGBTIQ+, les minorités et les réfugiés et les questions les concernant, afin de diviser la société;	***supprimé***

Or. es

Amendement 707
Clare Daly

Proposition de résolution
Paragraphe 67

Proposition de résolution	*Amendement*
67. rappelle qu'il est nécessaire d'adopter des mesures ciblées, par l'intermédiaire d'un cadre juridique de l'Union harmonisé, contre la diffusion de la désinformation et de discours de haine sur les questions liées au genre, les personnes LGBTIQ+, les minorités et les réfugiés; appelle une nouvelle fois la Commission à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies visant à ***entraver*** le financement d'individus et de groupes qui diffusent activement des informations manipulées, ou qui participent à ces activités, touchant fréquemment les personnes LGBTIQ+, les minorités et les réfugiés et les questions les concernant***,*** ***afin de diviser la société***;	67. rappelle qu'il est nécessaire d'adopter des mesures ciblées, par l'intermédiaire d'un cadre juridique de l'Union harmonisé, contre la diffusion de la désinformation et de discours de haine sur les questions liées au genre, les personnes LGBTIQ+, les minorités et les réfugiés; appelle une nouvelle fois la Commission à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies visant à ***supprimer*** le financement d'individus et de groupes qui diffusent activement des informations manipulées, ou qui participent à ces activités, touchant fréquemment les personnes LGBTIQ+, les minorités et les réfugiés et les questions les concernant***; souligne la nécessité de lutter contre la campagne en cours qui promeut les***

représailles contre la santé et les droits sexuels et génésiques dans toute l'Union, notamment en enquêtant sur les sources de financement des organisations qui en sont à l'origine;

Or. en

Amendement 708
Andreas Schieder, Tonino Picula, Radka Maxová, Pierfrancesco Majorino, Nacho Sánchez Amor, Cristina Maestre Martín De Almagro

Proposition de résolution
Paragraphe 67

Proposition de résolution	*Amendement*
67. rappelle qu'il est nécessaire d'adopter des mesures ciblées, par l'intermédiaire d'un cadre juridique de l'Union harmonisé, contre la diffusion de la désinformation et de discours de haine sur les questions liées au genre, les personnes LGBTIQ+, les minorités ***et*** les réfugiés; appelle une nouvelle fois la Commission à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies visant à entraver le financement d'individus et de groupes qui diffusent activement des informations manipulées, ou qui participent à ces activités, touchant fréquemment les personnes LGBTIQ+, les minorités ***et*** les réfugiés et les questions les concernant, afin de diviser la société;	67. rappelle qu'il est nécessaire d'adopter des mesures ciblées, par l'intermédiaire d'un cadre juridique de l'Union harmonisé, contre la diffusion de la désinformation et de discours de haine sur les questions liées au genre, les personnes LGBTIQ+, les minorités***,*** les réfugiés ***et les personnes handicapées***; appelle une nouvelle fois la Commission à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies visant à entraver le financement d'individus et de groupes***, y compris des mouvements hostiles à l'égalité des genres,*** qui diffusent activement des informations manipulées, ou qui participent à ces activités, touchant fréquemment les personnes LGBTIQ+, ***les droits des femmes,*** les minorités***,*** les réfugiés ***et les personnes handicapées*** et les questions les concernant, afin de diviser la société;

Or. en

Amendement 709
Morten Løkkegaard, Bart Groothuis, Nathalie Loiseau

Proposition de résolution
Paragraphe 67

Proposition de résolution	*Amendement*
67. rappelle qu'il est nécessaire d'adopter des mesures ciblées, ***par l'intermédiaire d'un cadre juridique de l'Union harmonisé,*** contre la diffusion de la désinformation et de discours de haine sur les questions liées au genre, les personnes LGBTIQ+, les minorités et les réfugiés; appelle une nouvelle fois la Commission à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies visant à entraver le financement d'individus et de groupes qui diffusent activement des informations manipulées, ou qui participent à ces activités, touchant fréquemment les personnes LGBTIQ+, les minorités et les réfugiés et les questions les concernant, afin de diviser la société;	67. rappelle qu'il est nécessaire d'adopter des mesures ciblées contre la diffusion de la désinformation et de discours de haine ***illégaux*** sur les questions liées au genre, les personnes LGBTIQ+, les minorités et les réfugiés; appelle une nouvelle fois la Commission à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies visant à entraver le financement d'individus et de groupes qui diffusent activement des informations manipulées, ou qui participent à ces activités, touchant fréquemment les personnes LGBTIQ+, les minorités et les réfugiés et les questions les concernant, afin de diviser la société; ***insiste sur l'importance capitale de protéger la liberté d'opinion et la liberté d'expression;***

Or. en